



A11A8  
R45/  
1983  
EX.B  
QL  
P. Gouv

---

**1983**

# **Répertoire législatif de l'Assemblée nationale**

---

Lois sanctionnées au cours de la 3<sup>e</sup> session de la 32<sup>e</sup> Législature tenue du 15 au 17 février et du 8 au 10 mars 1983 et au cours de la 4<sup>e</sup> session de la 32<sup>e</sup> Législature tenue du 23 mars au 23 juin, les 18 et 19 octobre et du 15 novembre au 22 décembre 1983

1983  
R45/  
EX.B  
QL  
P. Gouv

#### NOTE

*Ce septième Répertoire législatif annuel comporte, comme les années antérieures, un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de 1983.*

*La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 1983 inclut les lois publiques et les lois privées et de députés; mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques.*

La Direction de la législation  
Assemblée nationale

## SOMMAIRE

	<b>Page</b>
Liste des lois sanctionnées .....	5
Table de concordance .....	10
Fiches relatives aux lois .....	11
Liste des lois par ministère ou secteur .....	91
Liste des projets de loi déposés mais non adoptés en 1983 .....	94
Liste des lois antérieures à 1983 entrées en vigueur par proclamation ....	95
Tableau des modifications .....	99
Tableau des modifications globales .....	127
Index alphabétique des lois .....	129



6  $f^2$

## LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Liste des lois sanctionnées au cours de l'année 1983, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le recueil des lois en 1983

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
1	Loi n° 1 sur les crédits, 1983-1984	2
2	Loi n° 2 sur les crédits, 1983-1984	3
3	Loi sur les archives	38
4	Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique	15
5	Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées	16
6	Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment	9
7	Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1983	4
8	Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public	17
9	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	39
10	Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec	18
11	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts	10
12	Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	19
13	Loi modifiant la Loi sur les grains	11
14	Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal	20
15	Loi modifiant la Loi sur l'expropriation, le Code civil et la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	21
16	Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal	5
17	Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives	22

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
18	Loi sur la Société immobilière du Québec	40
19	Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec	23
20	Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants	12
21	Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives	24
22	Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique	25
23	Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc.	6
24	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur	26
25	Loi sur la Société québécoise des transports	27
26	Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives	28
27	Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction	13
28	Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais	29
29	Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives	30
30	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	31
31	Loi modifiant la Loi sur les transports	32
32	Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants	33
33	Loi modifiant la Loi sur les ingénieurs	14
34	Loi n° 3 sur les crédits, 1983-1984	34
35	Loi sur les musées nationaux	52
36	Loi sur la recherche des causes et des circonstances de décès	41
37	Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	42

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
39	Loi n° 4 sur les crédits, 1983-1984	35
✓41	Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale	36
43	Loi concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie	43
44	Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984	44
45	Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités	57
46	Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives	45
47	Loi sur le transport par taxi	46
49	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	53
50	Loi modifiant diverses dispositions législatives	54
51	Loi sur la fonction publique	55
52	Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables	47
53	Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi	48
54	Loi modifiant diverses lois fiscales	49
55	Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption	50
56	Loi n° 5 sur les crédits, 1983-1984	51
57	Loi modifiant la Charte de la langue française	56
109	Loi sur le cinéma	37
111	Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public	1
112	Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes	7
113	Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole	8

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
192	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	58
200	Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal	59
202	Loi concernant la Coopérative Agricole du Bas St-Laurent	80
204	Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville	71
206	Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare	77
207	Loi modifiant la charte de la ville de Lachine	66
210	Loi modifiant la charte de la ville de Sillery	63
211	Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli	74
213	Loi concernant la ville de Saint-Romuald	72
215	Loi concernant les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc.	78
220	Loi concernant la ville de La Baie	67
221	Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale ou hospitalière	82
223	Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport	61
224	Loi concernant Groupe Minier Sullivan Ltée et Mines East Sullivan Limitée (Libre de responsabilité personnelle)	79
225	Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy	60
226	Loi concernant la Ville de Saint-Laurent	64
227	Loi concernant la Ville de Beaconsfield	69
229	Loi concernant la Fondation E.P.I.C.	83
230	Loi concernant la ville de Buckingham	73
232	Loi concernant la ville de Hull	62
233	Loi concernant l'annexion d'un certain territoire à celui de la ville de Sorel	75
235	Loi concernant la ville de Gatineau	70
241	Loi concernant le village de Saint-Sauveur-des-Monts, la paroisse de Saint-Sauveur et la municipalité de Piedmont	76



<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
265	Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard	68
274	Loi concernant la succession de Joseph-Albert Tardif	81
282	Loi concernant la ville de Drummondville	65

### Table de concordance

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	111	29	28	57	45
2	1	30	29	58	192
3	2	31	30	59	200
4	7	32	31	60	225
5	16	33	32	61	223
6	23	34	34	62	232
7	112	35	39	63	210
8	113	36	41	64	226
9	6	37	109	65	282
10	11	38	3	66	207
11	13	39	9	67	220
12	20	40	18	68	265
13	27	41	36	69	227
14	33	42	37	70	235
15	4	43	43	71	204
16	5	44	44	72	213
17	8	45	46	73	230
18	10	46	47	74	211
19	12	47	52	75	233
20	14	48	53	76	241
21	15	49	54	77	206
22	17	50	55	78	215
23	19	51	56	79	224
24	21	52	35	80	202
25	22	53	49	81	274
26	24	54	50	82	221
27	25	55	51	83	229
28	26	56	57		

## **Projet de loi 1 (chapitre 2)**

### **Loi n° 1 sur les crédits, 1983-1984**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 152 642 500 \$ représentant 1/12 des crédits du programme « Prestations d'aide sociale » du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, et 1/4 des crédits du programme « Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs » du même ministère. Cette somme apparaît au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1983-1984.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Jacques Parizeau

**1<sup>re</sup> lecture:** 29 mars 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 29 mars 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 29 mars 1983

**Sanction:** 29 mars 1983

**Entrée en vigueur:** 29 mars 1983

**Loi modifiée:** Aucune

**Projet de loi 2 (chapitre 3)**

**Loi n° 2 sur les crédits, 1983-1984**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 4 966 181 575 \$ représentant un peu plus du quart de la totalité des dépenses apparaissant au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1983-1984.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Jacques Parizeau

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mars 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 31 mars 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 31 mars 1983

**Sanction:** 31 mars 1983

**Entrée en vigueur:** 31 mars 1983

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 3 (chapitre 38)

### Loi sur les archives

**Objet:** Cette loi a pour objet d'assurer la conservation, la mise en valeur et la diffusion des archives publiques et d'apporter aux services d'archives privées une aide technique et financière.

À ces fins, elle oblige les organismes publics à établir un calendrier de conservation de leurs documents et à transmettre certaines catégories d'archives publiques au Conservateur des archives nationales du Québec.

En ce qui concerne les archives privées, cette loi prévoit la possibilité d'agréer sur demande un service d'archives privées. Un tel service devra conserver ses archives conformément à la loi et les rendre accessibles au public.

Cette loi édicte enfin des dispositions concernant les pouvoirs d'administration du ministre, de gestion du conservateur, et de réglementation du gouvernement, les recours de nature pénale ainsi que des dispositions transitoires et de concordance.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires culturelles

**Parrain:** M. Clément Richard

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mars 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 5 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** le 21 décembre 1983, à l'exception des articles 58, 63 à 67, 69 à 73 et 78 à 82 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20)  
 Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)  
 Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)  
 Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)  
 Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1)  
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
 Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)  
 Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1)  
 Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2)  
 Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur (L.R.Q., chapitre M-15.3)  
 Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-19.1)

Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23)  
Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)  
Loi sur le ministère du Commerce extérieur (L.R.Q., chapitre M-29.1)  
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
Loi sur le ministère du Travail (L.R.Q., chapitre M-32.1)  
Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22)  
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)  
Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)  
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)  
Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (1983, chapitre 23)  
Code municipal

## Projet de loi 4 (chapitre 15)

### Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique

**Objet:** Cette loi modifie d'abord la Loi sur l'Hydro-Québec afin de rendre applicables à cette société les dispositions de la Partie II de la Loi sur les compagnies dans la mesure où elles sont compatibles avec sa loi constitutive. De plus, le conseil d'administration d'Hydro-Québec sera porté de onze membres à un maximum de dix-sept.

Selon cette loi, Hydro-Québec aura désormais pour objets de fournir de l'énergie et d'oeuvrer dans le domaine de la recherche et de la promotion relatives à l'énergie, de la transformation et de l'économie de l'énergie, de même que dans tout domaine connexe ou relié à l'énergie. Elle devra en outre établir un plan de développement suivant la forme, la teneur et la périodicité fixées par le gouvernement. Ce plan sera soumis à l'approbation du gouvernement.

Cette loi prévoit également qu'Hydro-Québec pourra établir des catégories de tarifs d'énergie et devra fournir de l'énergie à toute municipalité ou coopérative d'électricité dans le territoire desquelles Hydro-Québec ne distribue déjà d'électricité et qui sont désireuses d'en faire elles-mêmes la distribution.

En outre, Hydro-Québec devra désormais obtenir l'autorisation du gouvernement pour acquérir ou détenir des actions d'une corporation dans une proportion supérieure à 50% ou dans une proportion suffisante pour lui permettre d'élire la majorité des administrateurs de cette corporation.

Cette loi redéfinit également le mandat de la Société d'énergie de la Baie James et confie dorénavant à Hydro-Québec, son seul actionnaire, le pouvoir de nommer les membres du conseil d'administration de cette société.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique afin d'assurer au gouvernement le pouvoir d'autoriser, aux conditions qu'il détermine, l'exportation d'électricité hors du Québec.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Énergie et des Ressources

**Parrain:** M. Yves Duhaime

**1<sup>re</sup> lecture:** 26 avril 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 14 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 28 juin 1983: aa. 1 à 47

Décret 1425-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 3269

**Lois modifiées:** Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)

Loi sur l'exportation de l'énergie électrique (L.R.Q., chapitre E-23)

## Projet de loi 5 (chapitre 16)

### Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées

**Objet:** Cette loi a pour objet l'instauration d'un programme de crédit forestier à long et à moyen termes dont les capitaux seront fournis par les institutions privées habilitées à consentir des prêts.

Ce nouveau programme de crédit présente plusieurs similitudes avec ceux que l'Office du crédit agricole du Québec administre déjà en vertu de la Loi sur le crédit forestier, sauf qu'il les réunit en un seul, dans une perspective d'approche globale dans le cas de chaque emprunteur.

Lors de l'entrée en vigueur de ce programme, les banques à charte et les caisses d'épargne et de crédit seront habilitées à effectuer les prêts et, de ce fait, auront la responsabilité de l'administration normale des prêts. Pour sa part, l'Office du crédit agricole chargé de l'administration de la loi, assurera le travail d'expertise que requièrent la recommandation d'un prêt ou son refus ainsi que certaines actions à prendre pendant la durée du prêt.

Dans les cas où un débiteur sera en défaut, le prêteur pourra confier à l'Office le mandat de percevoir en son nom les sommes alors dues et même de réaliser, si nécessaire, les garanties mobilières et immobilières accompagnant le prêt. Advenant le refus des institutions privées de consentir un prêt à un emprunteur, l'Office pourra lui-même, à titre supplétif, consentir un prêt à l'emprunteur.

Cette loi prévoit également l'adoption d'un règlement qui déterminera l'étendue et les modalités d'une contribution de l'Office du crédit agricole au paiement de l'intérêt dû par les emprunteurs. De plus, le remboursement des pertes résultant des prêts sera garanti aux prêteurs au moyen du régime d'assurance-prêts agricoles et forestiers auquel le projet réfère.

Cette loi se divise en douze sections.

La première section est réservée aux définitions et identifie notamment les entreprises privées qui pourront consentir des prêts en vertu du programme de crédit forestier.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Énergie et des Ressources

**Parrain:** M. Yves Duhaime

**1<sup>re</sup> lecture:** 20 avril 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 10 mai 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)

Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (L.R.Q., chapitre A-29.1)



**Projet de loi 6** (chapitre 9)

Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment

**Objet:** Cette loi a pour objet de reporter du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> août 1983 la date à compter de laquelle la construction de nouveaux bâtiments ou d'additions à des bâtiments existants sera soumise à la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment (L.R.Q., chapitre E-1.1).

**Ministre responsable:** le ministre de l'Énergie et des Ressources

**Parrain:** M. Yves Duhaime

**1<sup>re</sup> lecture:** 20 avril 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 28 avril 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 3 juin 1983

**Sanction:** 7 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 7 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment (L.R.Q., chapitre E-1.1)

**Projet de loi 7 (chapitre 4)**

**Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1983**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'empêcher la tenue du recensement annuel des électeurs qui, selon la Loi sur les listes électorales, doit avoir lieu à l'automne 1983.

Elle prévoit en conséquence certaines mesures supplétives susceptibles d'application dans l'éventualité où un scrutin serait tenu avant le recensement annuel de 1984.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Marc-André Bédard

**1<sup>re</sup> lecture:** 28 avril 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 3 mai 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 3 mai 1983

**Sanction:** 3 mai 1983

**Entrée en vigueur:** 3 mai 1983

**Lois modifiées:** Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2)  
Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)

**Projet de loi 8 (chapitre 17)**

Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public

**Objet:** Cette loi a pour principal objet d'assurer la validité des documents sessionnels auxquels réfèrent la Loi concernant la rémunération dans le secteur public et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public.

À cet égard, elle prévoit la réadoption de ces lois, des décrets pris en vertu de celles-ci et des documents sessionnels auxquels elles réfèrent. Toutefois, comme l'affirme l'article 1, cette réadoption n'équivaudra d'aucune façon à une reconnaissance de la part du Parlement que ces lois, décrets et documents sessionnels ont été adoptés ou déposés erronément.

Il est en outre à noter que cette loi ne s'appliquera pas à une poursuite pénale concernant une infraction au Code du travail commise avant le 23 juin 1983.

Cette loi a également pour objet de modifier certaines conditions de travail dans le secteur public conformément aux documents sessionnels numéros 85, 86 et 142 auxquels elle réfère.

**Ministre responsable:** le président du Conseil du trésor et  
ministre délégué à l'Administration

**Parrain:** M. Yves Bérubé

**1<sup>re</sup> lecture:** 5 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 17 mai 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1983

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 9 (chapitre 39)

### Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

**Objet:** Cette loi poursuit deux objectifs: premièrement, dans le but d'assurer la conservation de la faune et de son habitat, d'augmenter la population faunique et de mettre en valeur ces ressources, apporter à la Loi sur la conservation de la faune de nombreuses modifications, deuxièmement, procéder à une refonte de cette loi.

À ces fins, elle explicite les modalités d'exploitation de la faune, précise les distinctions essentielles entre la chasse et le piégeage et établit les modes d'exercice de ces activités.

Elle prévoit la préparation d'un plan annuel de gestion de la pêche qui est soumis à l'approbation du gouvernement et pourvoit à la réglementation de certains aspects de l'aquaculture.

Elle reconduit, tout en les simplifiant, les dispositions concernant la capture, la garde et la vente d'animaux et de poissons. Elle assouplit l'interdiction de vendre, d'acheter ou de servir la chair d'animaux et de poissons.

Tout en maintenant les baux de droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage, elle précise la procédure d'indemnisation inhérente à l'annulation ou au non renouvellement d'un bail. Elle introduit la notion d'hébergement comme élément fondamental de la pourvoirie. La définition des réserves fauniques confirme la vocation de conservation, de mise en valeur et d'utilisation de la faune dans ces territoires.

Elle permet d'assurer la protection de l'habitat de la faune en donnant au gouvernement le pouvoir d'établir des refuges fauniques et en instituant la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat de même que par l'inclusion de mécanismes d'appropriation d'habitats fauniques.

Elle regroupe les pénalités en tenant compte de la gravité des infractions et de la vulnérabilité des différentes espèces.

Enfin, cette loi énonce des dispositions transitoires et précise en outre que tout bail consenti demeure en vigueur sous réserve des dispositions de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

**Parrain:** M. Guy Chevrette

**1<sup>re</sup> lecture:** 16 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 30 novembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 15 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre D-13.1)

Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)

**Loi remplacée:** Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., chapitre C-61)

## **Projet de loi 10 (chapitre 18)**

### **Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la Société générale de financement du Québec afin notamment d'autoriser cette dernière à investir dans le secteur de l'aluminium et dans les champs d'activité commerciale directement reliés à ce secteur.

De plus, elle porte de 265 000 000 \$ à 415 000 000 \$ le fonds social autorisé de la S.G.F. et permet au ministre des Finances de souscrire des actions pour un montant qui n'excède pas 150 000 000 \$ afin d'assurer la participation de cette société à l'établissement et au financement d'une aluminerie dans la région de Bécancour.

La loi permet en outre au gouvernement de donner à la S.G.F. les garanties ou engagements nécessaires à la réalisation de ce projet d'aluminerie.

Elle édicte enfin des règles particulières qui ont trait au droit de propriété par indivis de la S.G.F. dans l'aluminerie et dans les biens utiles à son exploitation.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

**Parrain:** M. Rodrigue Biron

**1<sup>re</sup> lecture:** 18 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 14 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 22 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., chapitre S-17)

## Projet de loi 11 (chapitre 10)

### Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de porter à 60 000 \$ la garantie des dépôts d'argent prévue à la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26), de modifier le régime de permis prévu à cette loi et d'augmenter les pouvoirs de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

Elle a également pour objet de modifier ou de préciser certaines dispositions relatives à l'administration de la Régie et à la garantie des dépôts.

Ainsi, la loi hausse de 20 000 \$ à 60 000 \$, rétroactivement au 4 janvier 1983, le montant maximum d'un dépôt garanti par la Régie et ce à l'égard des dépôts faits aux banques et aux institutions inscrites à cette date à la Régie.

La loi précise les objets de la Régie, modifie la composition et le mode de fonctionnement de son conseil d'administration et prévoit les modes de nomination et de remplacement des membres de ce conseil ainsi que certaines règles auxquelles ces membres seront assujettis en ce qui concerne les conflits d'intérêts et la divulgation d'intérêts.

Elle prévoit de plus qu'un permis émis par la Régie demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit suspendu ou révoqué, étend les causes de suspension ou de révocation de permis et octroie à la Régie plus de pouvoirs quant aux informations qu'elle peut requérir des institutions.

La loi prévoit également les cas dans lesquels l'obligation de garantie de la Régie sera exécutoire ainsi que certaines règles relatives à l'exécution de la garantie et au recouvrement, auprès des institutions, des sommes qu'elle a été tenue de payer aux déposants.

De plus, la loi crée l'obligation pour la Régie de maintenir un fonds d'assurance-dépôts constitué des primes perçues par la Régie auprès des institutions inscrites et des sommes que pourra y verser le ministre des Finances avec l'autorisation du gouvernement. Ce fonds servira aux paiements en exécution de la garantie prévue à la loi et à l'exercice des pouvoirs spéciaux de la Régie, pouvoirs qui sont étendus par la loi.

Cette loi traite enfin de certains paiements de la Régie dans le cadre de l'application de la Loi sur l'assurance-dépôts.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Jacques Parizeau

**1<sup>re</sup> lecture:** 11 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 3 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 20 juin 1983

**Sanction:** 20 juin 1983

**Entrée en vigueur:** le 20 juin 1983, à l'exception des articles 2 à 4, 28, 32 et 35 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-16)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec (1974, chapitre 72)

**Projet de loi 12 (chapitre 19)****Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme**

**Objet:** Cette loi a notamment pour objet de permettre les opérations cadastrales et les morcellements requis pour la construction de routes par le gouvernement, ses ministères ou ses mandataires, pendant la durée du contrôle intérimaire prévu par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

De plus, elle précise la procédure applicable lorsque le gouvernement, ses ministères ou ses mandataires désirent intervenir dans un territoire où est en vigueur un schéma d'aménagement ou un règlement de contrôle intérimaire.

Enfin, cette loi accélère le processus d'entrée en vigueur des modifications aux règlements de contrôle intérimaire.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. Jacques Léonard

**1<sup>re</sup> lecture:** 5 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 2 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 22 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)

**Projet de loi 13 (chapitre 11)****Loi modifiant la Loi sur les grains**

**Objet:** Cette loi a pour objet de préciser les pouvoirs de la Régie des grains du Québec quant au classement du grain.

Elle prévoit, d'une part que, sauf lorsqu'elle agit en révision d'un classement déjà fait, la Régie ne peut procéder au classement initial du grain que si ses disponibilités le lui permettent. Elle précise, d'autre part, que le classement du grain fait par la Régie est sujet à des frais établis par règlement.

Cette loi modifie également les pouvoirs réglementaires du gouvernement notamment afin de lui permettre d'établir des normes de classement du grain.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries  
et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Jean Garon

**1<sup>re</sup> lecture:** 10 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 1<sup>er</sup> juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 17 juin 1983

**Sanction:** 20 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 20 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1)



## Projet de loi 14 (chapitre 20)

### Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de modifier diverses lois fiscales en vue d'en assurer une meilleure administration. Elle vise notamment à rendre plus concurrentielle la position des fabricants et des commerçants québécois sur les marchés extérieurs, à accentuer l'humanisation des relations entre le ministère du Revenu et les contribuables et à protéger l'environnement des citoyens en favorisant la récupération et le recyclage des contenants d'aluminium.

Elle modifie d'abord la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail en précisant les cas où l'achat ou la fabrication au Québec de biens qui sont emportés, expédiés ou livrés hors du Québec pour y être utilisés ou consommés, donne droit soit à une exemption complète soit à un remboursement total ou partiel de la taxe prévue par la loi. Elle précise en outre que l'exemption de taxe accordée par la loi à l'égard de l'achat d'un aéronef utilisé aux fins prévues par la loi s'applique lorsque cette utilisation commence dans les 12 mois non pas de la vente, mais de la livraison de cet aéronef.

Cette loi modifie également la Loi sur les impôts. Elle précise la définition de l'expression «enfant admissible» aux fins de l'application des dispositions relatives à l'allocation de disponibilité, et supprime les intérêts additionnels exigibles du contribuable qui acquitte, dans un délai de 30 jours, un montant dû suite à un avis de cotisation. Elle corrige par la même occasion une erreur qui s'était glissée dans la transcription de l'article 26 du chapitre 56 des lois de 1982.

Dans un troisième temps, cette loi modifie la Loi sur le ministère du Revenu afin de permettre qu'une copie d'un document du ministère du Revenu puisse être certifiée conforme par un fonctionnaire autorisé par règlement ou par la personne qui est autorisée à en signer l'original, et pour prévoir qu'un intérêt sera désormais exigible sur le montant d'un remboursement versé en trop par le ministre à un contribuable lorsque ce remboursement a été fait sur la foi de renseignements inexacts ou incomplets fournis par le contribuable.

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Alain Marcoux

**1<sup>re</sup> lecture:** 24 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 3 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** le 23 juin 1983, à l'exception des articles 5, 7 et 8 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

— 1<sup>er</sup> janvier 1984: a. 5  
Décret 2713-83, G.O., 1984, Partie 2, p. 202

**Lois modifiées:** Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

## Projet de loi 15 (chapitre 21)

### Loi modifiant la Loi sur l'expropriation, le Code civil et la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal

**Objet:** Cette loi modifie plusieurs dispositions de la Loi sur l'expropriation ainsi que les articles du Code civil qui portent sur ce sujet. Elle modifie également la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal.

En premier lieu, elle confirme le statut du président du tribunal de l'expropriation comme dirigeant d'organisme et précise que le vice-président du tribunal exerce ses pouvoirs sous l'autorité du président.

Elle modifie également les règles concernant l'appel des ordonnances rendues par le tribunal et prévoit notamment que toutes les ordonnances du tribunal, et non plus seulement les ordonnances homologuées, seront susceptibles d'appel.

Cette loi modifie en outre la façon d'introduire l'instance d'expropriation de façon à ce qu'elle se rapproche de la démarche généralement suivie auprès des tribunaux judiciaires.

Les règles de contestation du droit à l'expropriation sont modifiées afin de prévoir que la contestation suspendra désormais les procédures d'expropriation. Dans le cas de l'expropriation d'un démembrement du droit de propriété, l'expropriant pourra s'adresser à la Cour supérieure pour demander que cette suspension soit levée. De plus, le jugement de la Cour supérieure quant au droit d'exproprier ne sera appelable que sur permission de la Cour d'appel.

Cette loi remplace la prise de possession du bien exproprié par un transfert préalable de propriété et prévoit la façon de distribuer l'indemnité provisionnelle lorsque le bien est grevé de droits réels. Elle adapte les règles d'expropriation en cas d'urgence et celles du transfert de propriété qui s'effectue après l'enregistrement de l'ordonnance homologuée du tribunal afin de les rendre compatibles avec le nouveau mode de transfert de propriété.

Cette loi revoit aussi le mode d'imposition des réserves à des fins publiques et restreint la durée d'imposition d'une réserve à un maximum de quatre années. Elle permet également aux locataires et aux occupants de bonne foi qui auraient subi des dommages de réclamer une indemnité.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Michel Clair

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 9 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** le 22 juin 1983, à l'exception des articles 8, 12, 14, 17 et 19 à 34 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

— 1<sup>er</sup> octobre 1983: aa. 8, 12, 14, 17, 19 à 34  
Décret 1754-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4224

**Lois modifiées:** Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24)  
Code civil

Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)

**Projet de loi 16 (chapitre 5)**

**Loi assurant la reprise du service de transport en commun  
sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'assurer la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

De plus, elle rend applicable au Syndicat du Transport de Montréal (Employés des Services d'entretien) (C.S.N.) la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers.

**Ministre responsable:** le ministre du Travail

**Parrain:** M. Raynald Fréchette

**1<sup>re</sup> lecture:** 12 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 12 mai 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 12 mai 1983

**Sanction:** 12 mai 1983

**Entrée en vigueur:** 12 mai 1983

**Loi modifiée:** Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers (1975, chapitre 57)

## Projet de loi 17 (chapitre 22)

### Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a avant tout pour objet de modifier plusieurs dispositions du Code du travail concernant le droit d'association, l'accréditation, les conventions collectives, le règlement des différends et des griefs et les mesures anti-briseurs de grève.

En premier lieu, elle élargit la protection du droit d'association en prévoyant que les représailles et les mesures discriminatoires prises contre un salarié à cause de l'exercice par celui-ci d'un droit qui lui résulte du Code du travail constitueront des pratiques déloyales pour lesquelles l'employeur pourra être poursuivi et le salarié être indemnisé. Elle précise de plus qu'un commissaire du travail pourra ordonner le paiement d'intérêts sur une indemnité due par l'employeur et qu'une ordonnance de réintégration d'un salarié sera exécutoire malgré appel.

Cette loi consacre la règle du premier dépôt lors d'une requête en accréditation visant des salariés non syndiqués; cette règle a pour effet de rendre irrecevable toute requête en accréditation déposée dans les jours qui suivent le dépôt de la première requête. Elle établit en contrepartie que le caractère de domination d'une association de salariés requérante pourra être soulevé en tout temps. Elle permet l'accréditation sur simple majorité lorsque plusieurs associations sont requérantes et qu'elles représentent la majorité absolue des salariés en cause. Elle précise diverses règles applicables à l'accréditation tout en empêchant qu'un désaccord sur les personnes visées par une accréditation retarde la négociation. Elle assouplit enfin les règles applicables au commissaire du travail.

Cette loi précise que les renseignements recueillis par un conciliateur, dans l'exercice de ses fonctions, sont confidentiels et ne peuvent être divulgués devant une cour de justice.

Elle vise à accélérer l'arbitrage de différends et de griefs en remplaçant le conseil ou le tribunal d'arbitrage, lesquels peuvent être tripartites, par un arbitre unique. L'arbitre de différend sera toutefois assisté d'assesseurs syndical et patronal, sauf si les parties en conviennent autrement. Quant à l'arbitre de grief, il ne sera assisté d'assesseurs que si les parties en conviennent ainsi. Cette loi précise aussi les pouvoirs de ces arbitres et les règles relatives au grief et au déroulement de l'arbitrage.

**Ministre responsable:** le ministre du Travail

**Parrain:** M. Raynald Fréchette

**1<sup>re</sup> lecture:** 19 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 15 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** le 1<sup>er</sup> septembre 1983, à l'exception de l'article 103 qui entrera en vigueur par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)  
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)  
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)  
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)  
 Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., chapitre R-14)  
 Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)

## Projet de loi 18 (chapitre 40)

### Loi sur la Société immobilière du Québec

**Objet:** Cette loi a pour objet de constituer la «Société immobilière du Québec». Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de 9 membres.

La Société aura pour objets de mettre des immeubles à la disposition des ministères et des organismes publics que désigne le gouvernement et de leur fournir des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilières. Ces ministères et organismes devront faire affaire exclusivement avec la Société, sous réserve des activités immobilières et des services exclus par décret, eu égard à un ministère ou à un organisme.

La Société se substituera au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et à la Société de développement immobilier du Québec et, à ce titre, elle en assumera les pouvoirs et obligations et en acquerra les droits.

Cette loi prévoit que la Société sera dotée d'un fonds social de 100 000 000 \$. Les actions de la Société feront partie du domaine public et seront attribuées au ministre des Finances.

Cette loi prévoit le transfert, en faveur de la Société, moyennant considération et aux autres conditions déterminées par le gouvernement, des biens meubles et immeubles faisant partie du domaine public et administrés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Elle contient en outre des dispositions relatives au transfert des travaux en cours et leur remboursement subséquent au gouvernement.

Par ailleurs la Société ne pourra, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porterait au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts en cours non encore remboursés, acquérir ou détenir des actions d'une corporation dans une proportion qui ferait de celle-ci une filiale de la Société et acquérir un immeuble, le céder à bail ou autrement en disposer pour un montant supérieur au montant déterminé par le gouvernement.

Les règles concernant les appels d'offres, l'adjudication des contrats et les autres conditions nécessaires aux fins de l'accomplissement des objets et des mandats de la Société pourront être établies par règlement adopté par le gouvernement, lequel pourra également déterminer dans quelle mesure et à quelles conditions la Société sera assujettie à la Loi sur le service des achats du gouvernement, à la procédure du fichier central des fournisseurs et à la politique d'achats du gouvernement.

Cette loi accorde au ministre responsable de l'application de la loi le pouvoir de donner à la Société des directives portant sur ses objectifs et son orientation. Ces directives devront être soumises au gouvernement pour approbation et, si elles sont ainsi approuvées, elles lieront la Société. Le gouvernement pourra également donner à la Société des directives à l'égard de tout aspect d'un projet de construction ou de location d'immeuble lorsqu'il estime que la nature de ce projet ou le développement d'une région le justifie. Toute directive devra être déposée devant l'Assemblée nationale.

Cette loi contient en outre des dispositions relatives à la protection des droits des fonctionnaires permanents du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement qui deviendront des employés de la Société avant la date de l'abolition du ministère.

Ces employés pourront se présenter comme candidats à la mutation pour un emploi dans la fonction publique et participer aux concours de promotion conformément aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1). Ils continueront de plus de bénéficier des droits du régime de retraite qui leur est applicable. Enfin, en cas de cessation partielle ou complète des activités de la Société ou s'il y a manque de travail, ces employés auront le droit d'être mis en disponibilité dans la fonction publique.

La loi prévoit aussi plusieurs dispositions d'ordre technique qui permettront à la Société de succéder au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Enfin, cette loi apporte des modifications de concordance aux diverses lois mentionnées ci-après et contient des dispositions transférant le pouvoir d'acquisition et d'expropriation, pour fins publiques générales, du ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement au ministre des Transports.

**Ministre responsable:** le ministre désigné par le gouvernement

**Parrain:** M. Alain Marcoux

**1<sup>re</sup> lecture:** 22 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 5 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 20 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

- Lois modifiées:** Loi sur les chemins de colonisation (L.R.Q., chapitre C-13)  
 Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)  
 Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)  
 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)  
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)  
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
 Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)  
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
 Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)  
 Loi sur le parc de la Mauricie et ses environs (L.R.Q., chapitre P-7)  
 Loi sur le parc Forillon et ses environs (L.R.Q., chapitre P-8)  
 Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., chapitre R-7)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
 Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4)  
 Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., chapitre S-14.1)  
 Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15)
- Lois abrogées:** Lois sur le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement (L.R.Q., chapitre M-29)  
 Loi sur la Société de développement immobilier du Québec (L.R.Q., chapitre S-11)

## Projet de loi 19 (chapitre 23)

### Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec

**Objet:** Cette loi a pour objet de préciser et de mettre à jour les dispositifs gouvernementaux d'élaboration, de coordination et d'exécution de la politique de recherche scientifique et de développement technologique du Québec.

Le premier chapitre définit les organismes publics qui sont visés par certaines mesures de la loi.

Le chapitre II pourvoit à l'organisation du ministère de la Science et de la Technologie. Il définit les pouvoirs du ministre de la Science et de la Technologie qui a notamment pour fonctions d'élaborer la politique du gouvernement en matière de science et de technologie et de favoriser l'harmonisation des activités scientifiques et technologiques des ministères et organismes publics. Il assure en outre l'élaboration et l'implantation de mesures nouvelles nécessaires au développement du potentiel scientifique et technologique et la mise en oeuvre, à la demande du gouvernement, de certaines mesures gouvernementales à caractère multisectoriel.

Le chapitre II autorise notamment le ministre à soumettre ses recommandations au gouvernement sur les ressources de l'État consacrées à la science et à la technologie. Il procède à l'évaluation, en collaboration avec les ministres concernés, des programmes scientifiques et technologiques des ministères et de certains organismes publics.

Cette loi institue, au chapitre III, le Conseil de la Science et de la Technologie qui établit la permanence du processus démocratique de participation des partenaires socio-économiques à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique de recherche scientifique et de développement technologique.

Le chapitre IV instaure la Fondation pour le développement de la science et de la technologie. Sous la responsabilité du ministre de la Science et de la Technologie, la Fondation est habilitée à recueillir des dons et autres contributions des particuliers et des entreprises en plus de recevoir une subvention du gouvernement. Elle redistribue ses revenus aux trois Fonds de soutien à la recherche.

Le même chapitre de la loi institue trois Fonds de soutien à la recherche: le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, le Fonds de la recherche en santé du Québec et le Fonds de recherche en agriculture, en pêcheries et en alimentation. Ces fonds ont pour fonction de soutenir financièrement la formation et le perfectionnement des chercheurs ainsi que la recherche. Ces fonds sont sous la responsabilité des ministres concernés et le ministre de la Science et de la Technologie collabore à la préparation des directives qui leur sont adressées.

Le chapitre V édicte des sanctions pour les diverses infractions prévues et établit les modalités de poursuite.

Enfin, le chapitre VI de la loi prévoit des dispositions transitoires et finales. Sous ce chapitre, il est prévu que les directives adressées au Centre de recherche industrielle du Québec sont préparées par le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme en collaboration avec le ministre de la Science et de la Technologie.

**Ministre responsable:** le ministre de la Science et de la Technologie

**Parrain:** M. Gilbert Paquette

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 16 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

- 17 août 1983: aa. 1 à 64, 98 à 101, 103 à 109, 111, 113 (a. 55, par. 16°, 18°), 114, 115, 127 à 131  
Décret 1658-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 3935
- 25 janvier 1984: aa. 65 ( par. 2°), 66 à 79, 81, 83 à 93, 94 (2<sup>e</sup> al.), 95 (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> al.), 96, 97, 113 (a. 55, par. 17°), 116, 119 à 124  
en ce qui concerne le Fonds de recherche en santé du Québec  
Décret 180-84
- 25 janvier 1984: aa. 102 et 110  
Décret 180-84

**Lois modifiées:** Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8)

Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques (L.R.Q., chapitre C-51)

Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20)

Loi sur le ministère des Affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23)

Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)

Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., chapitre P-21)

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)



**Projet de loi 20 (chapitre 12)**

**Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant  
la rente des conjoints survivants**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Elle a principalement pour objet:

- 1° de permettre le versement de la rente de retraite dès qu'un bénéficiaire atteint l'âge de 60 ans, avec ajustement actuariel;
- 2° de permettre le versement de la rente d'invalidité aux personnes âgées de 60 à 64 ans qui ne sont plus en mesure d'exercer leur emploi;
- 3° de hausser la partie fixe de la rente payable au conjoint survivant âgé de 55 à 64 ans à un niveau comparable à celui de la pension de sécurité de la vieillesse; et
- 4° d'éliminer le remariage comme cause de cessation de la rente de conjoint survivant.

Les mesures édictées par cette loi prendront effet le 1<sup>er</sup> janvier 1984..

**Ministre responsable:** le ministre délégué aux Relations avec les citoyens

**Parrain:** M. Denis Lazure

**1<sup>re</sup> lecture:** 18 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 31 mai 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 16 juin 1983

**Sanction:** 20 juin 1983

**Entrée en vigueur:** le 1<sup>er</sup> janvier 1984, à l'exception de l'article 27 qui est entré en vigueur le 20 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

## Projet de loi 21 (chapitre 24)

### Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de donner suite à la lettre d'intention du gouvernement annexée aux conventions collectives en vigueur dans les secteurs public et parapublic.

Les modifications portent sur les sujets suivants:

- demande pour racheter en tout temps un congé sans traitement;
- rachat d'un congé sans traitement à temps partiel;
- demande pour faire créditer en tout temps une période de congé de maternité;
- établissement de tables de primes unisexes pour les rachats de crédit de rente;
- possibilité pour certaines enseignantes de remettre des cotisations remboursées;
- ajustement des crédits de rente obtenus à la suite d'un rachat de service antérieur non cotisé;
- restructuration de la Commission administrative du régime de retraite notamment par la création d'un Comité de retraite;
- modification de la formule de calcul de la pension.

Cette loi a aussi pour objet de donner suite à certaines dispositions de ces conventions collectives ayant trait notamment:

- au congé sabbatique à traitement différé;
- à la retraite anticipée;
- à l'anticipation de la pension de sécurité de la vieillesse et de la rente du Régime de rentes du Québec;
- à la reconnaissance d'une pleine année de service pour les employés mis en disponibilité et recevant moins de 100% de leur traitement.

Elle a enfin pour objet:

- 1° de préciser certaines dispositions législatives;
- 2° de régulariser certaines pratiques administratives en cours;
- 3° de simplifier l'administration des régimes de retraite concernés;
- 4° d'améliorer les droits des participants.

**Ministre responsable:** le président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration

**Parrain:** M. Yves Bérubé

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 8 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 1<sup>er</sup> juillet 1983

**Lois modifiées:** Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)  
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)  
 Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants (1978, chapitre 16)  
 Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)  
 Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)  
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)  
 Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre 66)  
 Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1)  
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)  
 Loi sur le régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16)  
 Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q., chapitre S-36)  
 Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)  
 Loi sur l'abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant diverses dispositions législatives concernant ces régimes de retraite (1982, chapitre 51)

## Projet de loi 22 (chapitre 25)

### Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique

**Objet:** Cette loi a pour objet de permettre une accessibilité plus étendue à l'aide financière prévue à la loi, notamment par l'augmentation du nombre d'institutions de crédit aptes à consentir des prêts.

La loi autorise l'octroi d'une aide financière pour un projet touristique indépendamment des activités principales de l'entreprise qui réalise le projet. À l'avenir, cette aide financière ne sera plus accordée selon un ordre de priorité basé sur la situation géographique de l'entreprise.

La loi prévoit également de nouvelles formes d'aide financière qui pourront être accordées aux entreprises, telle une subvention, une exemption partielle du remboursement d'un prêt consenti par le SDI, une acquisition, par cette Société, d'actions d'une entreprise exploitant un projet touristique.

Enfin la loi vise à faciliter l'administration de la loi. La Société de développement industriel du Québec recevra, dans les régions, les demandes d'aide financière. Les rôles du ministre et de la Société sont précisés dans l'étude des demandes et l'octroi de l'aide financière.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

**Parrain:** M. Rodrigue Biron

**1<sup>re</sup> lecture:** 25 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 16 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 15 septembre 1983: aa. 1 à 13

Décret 1790-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4117

**Loi modifiée:** Loi sur l'aide au développement touristique (L.R.Q., chapitre A-13.1)

**Projet de loi 23** (chapitre 6)

Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc.

**Objet:** Cette loi vise à assurer la reprise des activités de la compagnie Madelipêche Inc., aux Îles-de-la-Madeleine.

Elle pourvoit à l'administration provisoire de la compagnie et autorise le ministre des Finances et le gouvernement à faire les avances et à donner les garanties requises, le cas échéant, pour permettre la réalisation de ses objets.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Jean Garon

**1<sup>re</sup> lecture:** 19 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 24 mai 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 25 mai 1983

**Sanction:** 25 mai 1983

**Entrée en vigueur:** 25 mai 1983

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 24 (chapitre 26)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur

**Objet:** Cette loi modifie d'abord la Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire de manière à permettre aux entrepreneurs qui n'ont pas de salariés à leur emploi de contribuer au fonds pour favoriser la construction domiciliaire et d'en retirer les avantages. Elle modifie également cette loi afin d'y introduire une disposition créatrice d'infraction ainsi que quelques modifications de nature technique visant à faciliter l'administration du fonds pour favoriser la construction domiciliaire.

Dans un deuxième temps, cette loi modifie la Loi sur le courtage immobilier et la Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur afin de confier au ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur la responsabilité de l'application de la Loi sur le courtage immobilier. Diverses dispositions de cette dernière loi sont en outre modifiées afin d'en faciliter l'application.

Cette loi modifie également la Loi sur l'enseignement privé afin d'assurer la coordination de son application avec la Loi sur la protection du consommateur.

Elle modifie la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction afin de permettre à la Régie des entreprises de construction du Québec de déléguer à l'un ou l'autre de ses employés le pouvoir de renouveler des licences. Elle modifie également cette loi afin d'autoriser la Régie à délivrer une licence à un entrepreneur dont le dossier fait état d'une faillite antérieure qui ne lui était pas imputable et pour soumettre la poursuite de certaines infractions à la formalité de la remise d'un billet d'infraction.

Finalement, elle modifie la Loi sur la Régie du logement et le Code civil afin de protéger les locataires qui ont exercé un droit accordé en vertu de cette loi ou de ce code.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur

**Parrain:** M. Guy Tardif

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 7 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** le 22 juin 1983, à l'exception de l'article 10 et du paragraphe 2° de l'article 12 qui entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement

— 1<sup>er</sup> septembre 1983: aa. 10, 12, par. 2°  
Décret 1684-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 3895

**Lois modifiées:** Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire (L.R.Q., chapitre C-64.01)  
Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73)  
Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)  
Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur (L.R.Q., chapitre M-15.3)  
Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)  
Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)  
Code civil

## Projet de loi 25 (chapitre 27)

### Loi sur la Société québécoise des transports

**Objet:** Cette loi pourvoit à la constitution et à l'organisation de la Société québécoise des transports.

Cette Société aura pour objets de favoriser l'implantation, la modernisation, l'expansion, le développement, la consolidation ou le regroupement des entreprises du secteur des transports pour répondre aux besoins commerciaux et industriels du Québec, de favoriser l'exportation des biens qui y sont produits, de maximiser les retombées socio-économiques découlant des activités du transport ou connexes à celui-ci et d'exercer les activités d'une compagnie de portefeuille dans le secteur des transports.

Le fonds social autorisé de la Société sera de 75 000 000 \$. Ce montant pourra être versé à la Société par le ministre des Finances en un ou plusieurs versements, avec l'approbation du gouvernement; chacune de ces approbations devra être déposée à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement pourra de plus garantir le paiement des obligations de la Société ou de l'une de ses filiales et autoriser le ministre des Finances à leur avancer les montants nécessaires à l'exercice de leurs attributions.

Le ministre des Transports sera autorisé à céder à la Société les actions qu'il a pu acquérir pour le gouvernement et à négocier avec elle le nombre de certificats d'actions entièrement acquittées de son capital social qui doivent être remis, en contrepartie, au ministre des Finances.

Les affaires de la Société seront administrées par un conseil d'administration de sept à onze membres nommés par le gouvernement, dont un président et un vice-président.

Le ministre des Transports pourra, dans le cadre de ses responsabilités et pouvoirs, émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société. Ces directives seront soumises à l'approbation préalable du gouvernement et lieront la Société qui sera tenue de s'y conformer.

Enfin, cette loi prévoit que la Société devra faire approuver par le gouvernement son plan de développement et celui des corporations dont elle détient plus de 50% des actions. Le gouvernement déterminera la forme et la teneur de ce plan ainsi que l'époque à laquelle il devra lui être présenté.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Michel Clair

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 14 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 5 juillet 1983: aa. 1 à 38  
Décret 1450-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 3645

**Loi modifiée:** Aucune



## Projet de loi 26 (chapitre 28)

### Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a pour objet principal de modifier le Code de procédure civile afin de réduire les délais d'audition des causes en Cour supérieure notamment par des modifications à la procédure d'injonction et aux recours extraordinaires. Elle vise aussi à remédier à un certain nombre de difficultés qu'encourent, dans la pratique, tant les avocats que les officiers de justice et les huissiers.

Elle modifie le Code civil afin de permettre à une société en commandite d'hypothéquer, mettre en gage ou nantir des biens futurs, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations, et afin de simplifier les formalités d'enregistrement de ces droits. Le Code civil est également modifié afin de permettre à un créancier et à son débiteur de faire certaines conventions concernant l'exercice des recours du créancier contre le patrimoine du débiteur. Le Code civil est en outre modifié à l'égard des jugements qui prononcent l'annulation, l'extinction ou la résolution d'un droit réel enregistré.

Cette loi modifie de plus la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques et la Loi sur les permis d'alcool afin de transférer à la Sûreté du Québec certains pouvoirs relatifs à l'application de ces lois en matière d'enquête et d'inspection. Elle modifie également sous d'autres aspects la Loi sur les permis d'alcool afin d'en faciliter l'application.

Cette loi modifie enfin quelques autres lois afin de faciliter une meilleure administration de la justice, notamment en permettant à un protonotaire spécial d'avoir juridiction dans plus d'un district judiciaire et en simplifiant les règles relatives à l'établissement d'un compte d'épargne pour les détenus.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Marc-André Bédard

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 13 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** le 22 juin 1983, à l'exception des articles 10, 28 à 35 et 43 qui entreront en vigueur aux dates fixées par proclamation du gouvernement et de l'article 64 qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1983

— 1<sup>er</sup> décembre 1983: aa. 10, 28 à 35  
Décret 2208-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4577

**Lois modifiées:** Code civil

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)

- Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11)
- Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)
- Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
- Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)
- Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26)
- Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-28)
- Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

## **Projet de loi 27 (chapitre 13)**

### **Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction**

**Objet:** Cette loi modifie la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction à plusieurs égards.

Elle oblige d'abord l'Office de la construction du Québec à inclure dans les rapports comptables qu'il est légalement tenu de faire un état de toutes les sommes qu'il perçoit ainsi que de leur emploi. Elle établit également par qui ces rapports peuvent être préparés.

Elle détermine en outre la portée tant des interprétations du décret faites par le Comité mixte de la construction que des décisions rendues par le commissaire de la construction.

Elle précise ensuite les règles applicables à la conciliation et à l'arbitrage des plaintes.

Elle assouplit la procédure de recouvrement de salaire lors de la faillite ou de la mise en liquidation d'une entreprise et permet un tel recours lorsqu'un jugement ordonnant le paiement de salaire a été rapporté insatisfait.

Cette loi rajeunit certaines dispositions et prescriptions en matière de poursuite pénale ou d'action civile. Elle corrige en outre certains textes ou références devenus désuets ou erronés.

Elle prévoit enfin expressément la tenue d'un vote d'allégeance syndicale au cours de l'automne 1983 et confirme la légalité de la formation, en 1982, de l'actuel Comité mixte de la construction.

**Ministre responsable:** le ministre du Travail

**Parrain:** M. Raynald Fréchette

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 8 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 17 juin 1983

**Sanction:** 20 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 20 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)

## Projet de loi 28 (chapitre 29)

### Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais

**Objet:** Cette loi modifie plusieurs dispositions de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais.

En ce qui concerne les structures mêmes de la Communauté, les principaux changements portent sur la composition du Conseil et l'institution de commissions permanentes.

Le nombre de membres au Conseil de la Communauté passera de 14 à 18 et chacune des municipalités y sera dorénavant représentée par un membre provenant de son conseil.

Sur des matières qui n'intéressent que certaines municipalités, comme par exemple les questions d'alimentation en eau potable, d'assainissement des eaux et de gestion des déchets, seuls les représentants des municipalités desservies auront droit de prendre les décisions du Conseil.

Cette loi prévoit également la création de trois commissions permanentes du Conseil, une pour chacun des domaines suivants: l'aménagement, l'environnement et l'évaluation et les finances. De plus, la Commission de transport de la Communauté devra, au moins quatre fois par année, agir comme une commission permanente du Conseil dans le domaine du transport en commun.

Les trois commissions permanentes créées seront composées de personnes choisies par le Conseil de la Communauté parmi ses membres. Elles auront un pouvoir d'étude et de recommandation. Leurs séances seront publiques et devront comporter une période de questions.

Le président du Conseil de la Communauté sera dorénavant nommé par les membres du Conseil parmi ceux-ci. De plus, si le président représente une municipalité rurale, le vice-président devra représenter une municipalité urbaine, et vice versa.

Sur la question du budget, la règle de l'entrée en vigueur automatique disparaît. Le budget de la Communauté régionale de l'Outaouais sera assujéti aux mêmes règles que ceux des Communautés urbaines de Montréal et de Québec.

Les compétences de la Communauté sont également révisées par la présente loi. On y apporte des précisions en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement des eaux et d'élimination, de récupération et de recyclage de déchets.

La Communauté régionale de l'Outaouais, qui est la seule, et cela depuis 1978, à avoir adopté un schéma d'aménagement en vertu de sa loi constitutive, aura 3 ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi pour réviser ce schéma. Pour ce faire, elle sera assujéti à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Enfin, cette loi accordera à la Communauté certains pouvoirs réservés aux municipalités par la Loi sur la protection du territoire agricole.

Pour ce qui est de la Commission de transport, la loi scindera en postes de président et de directeur général la fonction actuelle de président-directeur général. Les membres de la Commission de transport seront dorénavant des élus municipaux puisqu'ils seront choisis par le Conseil de la Communauté parmi ses membres.

Le budget de la Commission de transport sera soumis aux mêmes règles que celui de la Communauté.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. Jacques Léonard

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 17 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1983

**Lois modifiées:** Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)  
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)

## Projet de loi 29 (chapitre 30)

### Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier certains aspects du système de fabrication et de commercialisation des boissons alcooliques au Québec.

Elle propose d'abord des modifications concernant l'administration et l'exercice des pouvoirs de la Société des alcools du Québec. Elle autorise notamment le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme à donner à cette société, avec l'approbation du gouvernement, des directives concernant ses objectifs et son orientation.

La Loi sur la Société des alcools du Québec est également modifiée par le remplacement de la section III concernant les permis industriels afin de préciser les pouvoirs des détenteurs de permis de distillateur, de fabricant de vin et de fabricant de cidre.

Cette loi est en outre modifiée afin de prévoir l'imposition d'une amende importante et même la révocation du permis lorsque son détenteur vend illégalement à des personnes non autorisées des boissons qu'il fabrique ou embouteille.

Cette loi édicte enfin certaines dispositions transitoires et finales.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

**Parrain:** M. Rodrigue Biron

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 2 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 19 octobre 1983: aa. 1 à 14 (a. 83), 15 à 28  
Décret 2164-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4497

**Lois modifiées:** Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)  
Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)  
Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)

## Projet de loi 30 (chapitre 31)

### Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires afin principalement:

- 1° de porter le fonds social autorisé de SOQUIA de 40 000 000 \$ à 85 000 000 \$;
- 2° d'imposer à SOQUIA l'obligation de faire approuver annuellement par le gouvernement son plan de développement ainsi que ceux de ses filiales;
- 3° de constituer sous le nom de « Société québécoise des pêches » une filiale à propriété exclusive ayant comme unique objet le développement des pêches commerciales; et
- 4° de constituer sous le nom de « Société québécoise des bio-technologies agro-alimentaires » une autre filiale à propriété exclusive ayant comme unique objet le développement des bio-technologies rattachées à l'agro-alimentaire. Cette société pourra également être désignée sous le nom de « Bio-Agral ».

Cette loi prévoit en outre, relativement aux deux filiales ainsi constituées:

- que le fonds social autorisé de la Société québécoise des pêches sera de 20 000 000 \$ tandis que celui de la Société québécoise des bio-technologies agro-alimentaires sera de 10 000 000 \$;
- que les affaires de chacune de ces deux filiales seront administrées par un conseil d'administration de sept membres dont trois seront nommés par le gouvernement et trois par SOQUIA. Le président de chacune de ces deux filiales qui est administrateur d'office sera nommé par SOQUIA sur approbation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; et
- que les restrictions prévues par la loi aux pouvoirs de SOQUIA s'appliqueront également à ces deux filiales.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Jean Garon

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 7 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 22 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (L.R.Q., chapitre S-21)

**Projet de loi 31 (chapitre 32)****Loi modifiant la Loi sur les transports**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'exempter de l'obligation d'obtenir un permis l'y autorisant, la personne qui, moyennant une contribution des passagers aux frais d'utilisation du véhicule, transporte d'autres travailleurs ou étudiants entre son lieu de résidence et son lieu de travail ou d'études.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Michel Clair

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 8 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 22 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)



## Projet de loi 32 (chapitre 33)

### Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants

**Objet:** Cette loi a pour objet de faciliter l'exercice du droit d'association des élèves ou étudiants de niveau collégial et universitaire.

À cette fin, elle établit les conditions et les modalités d'accréditation des associations et des regroupements d'associations d'élèves ou d'étudiants et prévoit la nomination d'agents d'accréditation chargés d'accréditer ces associations ou regroupements. Elle institue également un Comité d'accréditation qui aura mandat de réviser, en appel, les décisions de ces agents. Elle précise enfin les effets de l'accréditation, notamment quant aux droits et aux obligations qui en découlent.

Cette loi détermine en outre les ressources matérielles et financières qui seront mises à la disposition des associations ou des regroupements d'associations d'élèves ou d'étudiants en vue de leur accréditation, et prévoit le mode de fixation et de perception des cotisations qui serviront au financement des activités des associations ou des regroupements d'associations d'élèves ou d'étudiants.

Il est à noter qu'une association ou un regroupement d'associations d'élèves ou d'étudiants ne sera pas tenu d'obtenir son accréditation et pourra, à certaines conditions et par entente avec l'établissement d'enseignement, pourvoir à son financement et à son fonctionnement sans s'assujettir aux dispositions prévues par cette loi.

La loi proposée aura prépondérance sur toute disposition générale ou spéciale inconciliable.

Cette loi édicte, enfin, des conditions et une procédure d'accréditation particulières pour les associations ou les regroupements d'associations d'élèves ou d'étudiants formés avant l'entrée en vigueur de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Éducation

**Parrain:** M. Camille Laurin

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 16 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 23 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)

**Projet de loi 33 (chapitre 14)**

**Loi modifiant la Loi sur les ingénieurs**

**Objet:** Cette loi a pour objet, d'une part, d'élargir les règles relatives à l'emplacement du siège social de l'Ordre des ingénieurs et, d'autre part, de permettre à cette corporation professionnelle l'exercice d'une plus grande souplesse dans l'acquisition, la gestion et la disposition de ses biens.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Éducation

**Parrain:** M. Camille Laurin

**1<sup>re</sup> lecture:** 31 mai 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 7 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 7 juin 1983

**Sanction:** 20 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 20 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9)

**Projet de loi 34 (chapitre 34)**

**Loi n° 3 sur les crédits, 1983-1984**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 122 000 000 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1983-1984.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Jacques Parizeau

**1<sup>re</sup> lecture:** 22 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 22 juin 1983

**Loi modifiée:** Aucune

## **Projet de loi 35 (chapitre 52)**

### **Loi sur les musées nationaux**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'instituer le Musée du Québec et le Musée d'Art contemporain de Montréal.

Le Musée du Québec aura pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Pour sa part, le Musée d'Art contemporain de Montréal aura pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

La loi précise la composition, le mode de nomination et de remplacement des membres du conseil d'administration d'un musée et lui permet, de plus, de créer des catégories de membres sans droit de vote.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires culturelles

**Parrain:** M. Clément Richard

**1<sup>re</sup> lecture:** 15 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 13 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 22 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

**Loi modifiée:** Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

**Loi remplacée:** Loi sur les musées (L.R.Q., chapitre M-43)

## Projet de loi 36 (chapitre 41)

### Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès

**Objet:** Cette loi, qui remplace la Loi sur les coroners, a pour objet de mettre en place les mécanismes nécessaires afin que puissent être établies au besoin les causes médicales et les circonstances des décès survenus au Québec.

À cette fin, le chapitre I attribue aux coroners une compétence à l'égard de tout décès survenu au Québec. Il indique que, lorsque le coroner est saisi d'un cas de décès, il a pour fonctions de rechercher, au moyen d'une investigation et, le cas échéant, d'une enquête, l'identité de la personne décédée, la date, le lieu, les causes médicales et les circonstances de ce décès. Le coroner ne peut toutefois se prononcer sur la responsabilité civile ou criminelle d'une personne. Ce chapitre contient de plus les dispositions relatives à l'organisation de l'institution des coroners notamment en prévoyant la nomination de coroners permanents et de coroners à temps partiel et celles d'un coroner en chef et de coroners en chef adjoints. Ce chapitre indique enfin les pouvoirs et les devoirs généraux du coroner en chef et des coroners en chef adjoints.

Le chapitre II indique dans quels cas un avis doit être donné au coroner. Il s'agit, premièrement, du décès dont on ne peut établir les causes probables, de celui qui paraît être survenu dans des circonstances obscures ou violentes ou de celui pour lequel l'identité de la personne décédée est inconnue; deuxièmement, du décès survenu dans certains lieux, tels, notamment, celui où une personne est admise en cure fermée, un établissement de détention, un pénitencier ou un poste de police; troisièmement, du cas d'une personne dont le cadavre sera incinéré au Québec, transporté hors du Québec ou amené au Québec pour y être inhumé ou incinéré; quatrièmement, du décès d'une personne survenu à l'occasion d'un sinistre au sens de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.

Le chapitre III traite de l'investigation. Il précise qu'il doit être procédé à celle-ci dans tous les cas qui font l'objet d'un avis au coroner ou lorsque le ministre de la Justice ou le coroner en chef le requiert. Ce chapitre détermine les pouvoirs et les devoirs du coroner à l'occasion d'une investigation, traite des examens, des autopsies et des autres expertises qui peuvent alors être ordonnées et de l'inhumation, de l'incinération ou de l'exhumation du cadavre objet de l'investigation. L'investigation est suivie d'un rapport de la part du coroner permettant d'établir, notamment, les causes et les circonstances du décès qui a donné lieu à une investigation.

Le chapitre IV prévoit qu'il peut être tenu une enquête à la suite de l'investigation, si le coroner en chef l'ordonne. Une enquête doit également être ordonnée si le ministre de la Justice le demande. Ce chapitre, après avoir indiqué les motifs dont il doit être tenu compte afin de déterminer s'il y aura enquête, décrit les pouvoirs et les devoirs du coroner lors de l'enquête. Il prévoit la possibilité pour un tiers de participer à l'enquête à titre de personne intéressée. Il prévoit aussi que l'enquête est publique, sous réserve de certaines interdictions de publication ou de diffusion visant à assurer la protection des droits de la personne, et établit les règles relatives à l'audition proprement dite. Comme pour l'investigation, l'enquête est suivie d'un rapport relatif aux causes et aux circonstances du décès.

Le chapitre V traite de la réglementation découlant de cette loi alors que les chapitres VI et VII regroupent les dispositions pénales et celles relatives à l'outrage au tribunal. Le chapitre VIII contient des dispositions générales et le chapitre IX, les dispositions transitoires et finales.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Marc-André Bédard

**1<sup>re</sup> lecture:** 22 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 29 novembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 19 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Code civil du Bas-Canada

Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., chapitre C-80)

Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5)

Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)

Loi sur les inhumations et les exhumations (L.R.Q., chapitre I-11)

Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2)

Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)

Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)

Loi sur les timbres (L.R.Q., chapitre T-10)

Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

**Loi remplacée:** Loi sur les coroners (L.R.Q., chapitre C-68)

## Projet de loi 37 (chapitre 42)

### Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche

**Objet:** La présente loi a pour objet d'instituer l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.

La Section I concerne son institution et son organisation.

La Section II concerne ses fonctions et pouvoirs. L'Agence a pour objets de promouvoir l'innovation technologique et de contribuer à la mise en valeur industrielle et commerciale des résultats de la recherche. À ces fins, l'Agence collabore avec les milieux de la recherche en vue d'identifier des projets innovateurs présentant des possibilités de développement industriel. Elle doit soutenir ces projets tout au long du processus d'innovation jusqu'au point où ils peuvent être pris en charge par une entreprise pour des fins de production ou de commercialisation. L'Agence doit de plus contribuer à la gestion du portefeuille de brevets des ministères et à la valorisation des fruits de la recherche effectuée dans les institutions d'enseignement, les centres ou organismes de recherche.

La Section III concerne la garantie des emprunts de l'Agence et les avances que le ministre des Finances peut lui consentir.

La Section IV concerne les documents, comptes et rapports de l'Agence.

La Section V édicte des sanctions et établit les modalités de poursuites.

La Section VI concerne les dispositions finales et prévoit que le ministre de la Science et de la Technologie est responsable de l'application de la loi.

**Ministre responsable:** le ministre de la Science et de la Technologie

**Parrain:** M. Gilbert Paquette

**1<sup>re</sup> lecture:** 22 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 16 novembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 6 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 25 janvier 1984: aa. 1 à 42  
Décret 204-84

**Loi modifiée:** Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

**Projet de loi 39 (chapitre 35)****Loi n° 4 sur les crédits, 1983-1984**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 14 102 440 525 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères énumérés à l'annexe, déduction faite des crédits déjà votés.

Cette somme apparaît aux crédits de dépenses du Québec pour l'année financière 1983-1984.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Jacques Parizeau

**1<sup>re</sup> lecture:** 22 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 22 juin 1983

**Loi modifiée:** Aucune



**Projet de loi 41 (chapitre 36)**

**Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la représentation électorale afin d'ajouter aux fonctions de la Commission de la représentation la réalisation de tout mandat que pourra lui confier l'Assemblée nationale.

Elle reporte également au 13 avril 1985 l'échéance du délai prévu par cette loi pour la consultation des députés, des citoyens et des organismes suite au rapport relatif à la délimitation des circonscriptions électorales déposé à l'Assemblée nationale le 13 avril 1983.

**Ministre responsable:** le ministre de la Justice

**Parrain:** M. Marc-André Bédard

**1<sup>re</sup> lecture:** 22 juin 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 22 juin 1983

**Entrée en vigueur:** 22 juin 1983

**Loi modifiée:** Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., chapitre R-24.1)

## Projet de loi 43 (chapitre 43)

### Loi concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie

**Objet:** Cette loi a pour objet de permettre aux travailleurs dont la rémunération comprend habituellement des pourboires et qui oeuvrent notamment dans le domaine de la restauration, de bénéficier des avantages offerts par les divers programmes sociaux à l'égard de la partie de leur rémunération qui est constituée de pourboires. À cet effet, ils devront déclarer leurs revenus de pourboire à leur employeur afin que ce dernier puisse effectuer les diverses retenues à la source prévues par la loi. Ainsi, ces employés pourront dorénavant bénéficier des avantages sociaux correspondant à leur revenu total réel.

Cette loi modifie principalement la Loi sur les impôts afin de prévoir que les employés qui reçoivent, qui bénéficient ou à qui sont attribués des pourboires, doivent inclure ceux-ci dans le calcul de leur revenu, sans tenir compte cependant de la partie de ces pourboires qu'ils versent à d'autres employés. De plus, elle prévoit que les employés qui travaillent dans un local où sont servis des repas ou des boissons, à l'exclusion d'une cafétéria ou d'un local de restauration rapide, ou qui livrent à domicile de tels repas, doivent déclarer à leur employeur la différence entre les pourboires qu'ils ont reçus et ceux qu'ils ont redistribués à d'autres employés.

D'autre part, cette loi précise que lorsque le total des pourboires ainsi déclarés est inférieur à 8% du chiffre des ventes du local qui sont sujettes à pourboire, l'employeur devra répartir entre les employés, de la manière prévue, la différence entre ces montants. Toutefois, le ministre du Revenu peut, à l'égard d'un établissement ou d'une catégorie de ventes d'un établissement, déterminer un pourcentage inférieur à 8% s'il le juge nécessaire ou si l'employeur lui en fait la demande et la justifie.

Cette loi modifie également la Loi sur le ministère du Revenu afin, d'une part, de prévoir qu'un employeur ayant de tels employés qui travaillent ailleurs que dans une cafétéria ou un local de restauration rapide, doit conserver et mettre à leur disposition les registres quotidiens des pourboires fournis par le ministre du Revenu et, d'autre part, de déterminer les amendes et pénalités sanctionnant les contraventions aux nouvelles dispositions de la loi.

De plus, cette loi modifie la Loi sur les normes du travail afin de préciser que le bulletin de paie remis à l'employé doit comprendre le montant des pourboires déclarés et celui des pourboires attribués. En outre, elle prévoit qu'aux fins du calcul de certaines indemnités, le pourboire fait partie, dans certains cas, du salaire d'un tel employé. Une modification similaire est également apportée à la Loi sur la fête nationale. Ainsi, dans tous les cas, les bénéfices marginaux de ces employés ne pourront être inférieurs à ceux calculés à partir du salaire minimum augmenté des pourboires.

Cette loi modifie aussi la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Loi sur le régime de rentes du Québec afin que le salaire sur lequel sont calculées les contributions de l'employeur et de l'employé, le cas échéant, comprenne les pourboires déclarés par l'employé et ceux attribués par l'employeur. Ainsi, les avantages sociaux auxquels ont droit ces employés correspondront à l'avenir à leur revenu réel.

Enfin, cette loi modifie la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie de manière à permettre au ministre du Revenu d'annuler ou de suspendre le certificat d'enregistrement d'un employeur qui ne se conforme pas à la loi.

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Alain Marcoux

**1<sup>re</sup> lecture:** 15 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 22 novembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 16 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** le 21 décembre 1983, à l'exception des articles 1, 3 à 6, 8, 10, 11 et 12 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3)

Loi sur la fête nationale (L.R.Q., chapitre F-1.1)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3)

## Projet de loi 44 (chapitre 44)

### Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984

**Objet:** Cette loi donne suite à la déclaration ministérielle du 17 décembre 1982 ainsi qu'aux énoncés de politique budgétaire du gouvernement du 10 mai 1983 et du 15 novembre 1983 prononcés par le ministre des Finances.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi sur les droits successoraux en haussant les montants de la franchise et des déductions aux fins du calcul des droits. Elle pourvoit de plus à l'introduction d'un crédit de droits que les héritiers du donateur pourront réclamer en réduction de leurs droits successoraux à payer, lorsque des dons auront été effectués en faveur d'un organisme prescrit.

Elle modifie ensuite la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin d'y remplacer le taux de taxe de 8% par un taux de taxe de 9% et de pourvoir au prélèvement d'une taxe additionnelle à l'égard de certaines vidéocassettes. Elle prévoit de plus que les tampons et serviettes hygiéniques ne seront plus assujetties à la taxe de vente et établit un droit au remboursement de la taxe payée par certains musées lors de l'achat de biens culturels à des fins de collection.

Cette loi modifie également la Loi sur les impôts afin:

- 1° d'y introduire les notions d'entreprise de services personnels et d'employé incorporé et de prévoir les mesures fiscales s'y rattachant;
- 2° de prévoir le calcul de la valeur de l'avantage imposable relié au droit d'usage à des fins personnelles d'une automobile ainsi qu'aux frais de fonctionnement attribuables à un tel usage lorsqu'une automobile est mise à la disposition d'un employé ou d'une personne qui lui est liée par son employeur ou une personne liée à ce dernier;
- 3° de permettre aux membres d'un conseil municipal ou d'un autre organisme semblable de bénéficier dorénavant de la déduction générale de 3% sur leurs autres revenus de charge ou d'emploi;
- 4° de prévoir les nouveaux avantages fiscaux dont peut bénéficier la main-d'oeuvre québécoise travaillant à l'étranger;
- 5° de préciser, dans certains cas, la portée et la valeur d'un avantage découlant d'une dette contractée sans intérêt ou à taux préférentiel;
- 6° d'étendre la période de report de crédit d'impôt pour pertes de 5 à 7 ans et de préciser que les corporations exonérées d'impôt ne pourront plus bénéficier d'un tel crédit;
- 7° de porter à 50% du premier 280 \$ de contribution la déduction permise pour contribution à un parti politique;
- 8° d'instaurer une nouvelle déduction pour les particuliers qui achèteront des actions émises par le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.);
- 9° d'accorder de nouveaux avantages fiscaux aux bénéficiaires de régimes enregistrés d'épargne-logement pour l'acquisition de meubles neufs ou de logements neufs de type propriétaire occupant;
- 10° de permettre à une corporation de ne pas verser d'acomptes provisionnels lorsque ses impôts à payer sont inférieurs à 600 \$ pour une année;
- 11° d'introduire un crédit d'impôt destiné à promouvoir la recherche et le développement et d'en établir les modalités de paiement;

12° d'augmenter les montants des déductions permises dans le cas de donations de biens entre vifs et de préciser, dans le cas d'une donation de biens reliés à l'agriculture, que cette déduction peut être utilisée deux fois du vivant du donateur; et

13° de supprimer la taxe spéciale de 0,3% sur le capital versé des banques canadiennes ayant un établissement au Québec et qui n'ont pas conclu d'entente avec le gouvernement dans le cadre du programme Corvée-Habitation.

De plus, cette loi incorpore les nouvelles règles régissant les régimes d'épargne-actions. Ainsi, une déduction spéciale à l'égard des actions de corporations en voie de développement pourra être réclamée dans le cadre de ces régimes alors qu'il y aura réduction progressive des avantages fiscaux découlant de l'achat d'actions de corporations fortement capitalisées. Elle introduit, entre autres, la notion de revenu total et d'actif d'une corporation, étend aux banques, aux compagnies de fidéicommis et aux caisses d'épargne et de crédit, le droit de garder des actions admissibles et prévoit certaines règles à l'égard des actions d'une SODEQ qui étaient incluses dans un régime et qui sont échangées contre les actions d'une autre SODEQ après le 21 juin 1983. D'autre part, les actions privilégiées non rachetables, convertibles au gré du titulaire en actions ordinaires comportant un droit de vote en toutes circonstances et faisant l'objet d'une émission publique d'actions seront admissibles aux fins d'un régime d'épargne-actions lorsqu'elles seront émises par des corporations en voie de développement. De même, pour être admissibles aux fins d'un pareil régime, les actions ordinaires d'une corporation devront comporter un droit de vote en toutes circonstances dans la corporation émettrice. Enfin, à compter de 1984, la déduction maximale à l'égard d'un régime d'épargne-actions sera portée à 20 000 \$.

Cette loi modifie en outre la Loi sur les licences afin de supprimer les dispositions relatives aux licences délivrées à l'égard des lieux d'amusement, des encanteurs, des buanderies publiques, des bureaux de prêts, des prêteurs sur gages, des regrattiers et des distributeurs automatiques, d'éliminer les dispositions se rapportant aux transferts des licences et d'uniformiser les droits imposés sur les contenants à remplissage unique.

Cette loi apporte ensuite à la Loi sur les sociétés d'entraide économique des mesures d'harmonisation avec la Loi sur les impôts lors d'un retrait de fonds d'un régime enregistré d'épargne-logement pour l'achat de meubles neufs.

Cette loi modifie également la Loi concernant la taxe sur les carburants pour:

- 1° abaisser à 30% le taux de la taxe;
- 2° réduire la taxe applicable au gaz propane utilisé comme carburant;
- 3° exempter l'essence utilisée par les aéronefs lors de vols internationaux; et
- 4° réviser le pourcentage d'aide financière aux détaillants d'essence des régions frontalières du Québec.

Enfin, elle modifie la Loi concernant la taxe sur les télécommunications afin de remplacer le taux de la taxe qui était de 8% par un taux de 9%.

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Alain Marcoux

**1<sup>re</sup> lecture:** 24 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 13 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** 21 décembre 1983

**Lois modifiées:** Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2)  
Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)  
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)  
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1)  
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)  
Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4)  
Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal (1983, chapitre 20)

## Projet de loi 45 (chapitre 57)

### Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités

**Objet:** Cette loi modifie diverses lois concernant les organismes municipaux de façon à introduire des mesures d'économie et de simplicité, à éliminer certains obstacles juridiques rencontrés dans le cours de l'administration des municipalités et à généraliser certains pouvoirs utiles actuellement possédés par quelques organismes municipaux seulement.

En particulier, cette loi permet aux municipalités d'encourager la rénovation de leur « centre-ville » ou de leur « secteur central ». Par exemple, si elles ont un plan particulier d'urbanisme pour cette partie de leur territoire, elles pourront dorénavant acquérir et céder des immeubles en vue de la réalisation de projets de revitalisation conformes à ce plan, ou accorder des subventions pour favoriser l'exécution de travaux dans ce secteur. Cette loi permet aux municipalités d'adopter un plan particulier d'urbanisme pour leur « centre-ville » ou leur « secteur central », distinctement de leur plan général d'urbanisme.

Elle donne également aux municipalités le pouvoir d'accorder une subvention au propriétaire qui veut démolir une construction indésirable.

Elle permet aux municipalités de réglementer l'installation et l'entretien des appareils de chauffage et de cuisson utilisés dans leur territoire.

Elle permet enfin aux organismes municipaux d'accorder des contrats « clé en main » dans l'exercice de leur compétence en matière d'assainissement des eaux usées.

Cette loi modernise de plus la fonction de directeur général et fait en sorte que cette fonction puisse être exercée dans chaque municipalité, distinctement ou par le biais d'un cumul de fonctions.

Enfin, elle simplifie la procédure de distribution du produit de l'adjudication d'un immeuble vendu pour défaut de paiement des taxes municipales.

**Ministre responsable:** le ministre responsable de chacune des lois visées

**Parrain:** M. Jacques Léonard

**1<sup>re</sup> lecture:** 15 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 12 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 décembre 1983

**Sanction:** 22 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** 22 décembre 1983

**Lois modifiées:** Code municipal

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)

Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)

Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)  
Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)  
Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7)  
Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8)  
Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1)  
Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)  
Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)  
Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19)  
Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.21)  
Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)  
Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)  
Charte de la Ville de Laval (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 89)  
Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98)



## Projet de loi 46 (chapitre 45)

### Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi a pour objet de réorganiser les services de transport en commun dans la région de Montréal à l'extérieur des territoires des commissions de transport.

Elle prévoit que les municipalités mentionnées dans l'Annexe I pourront faire des ententes dans le but de constituer des conseils intermunicipaux de transport. Un conseil intermunicipal sera constitué par décret du gouvernement qui, lorsqu'il approuvera l'entente, pourra y joindre, à la demande des municipalités parties à l'entente, une municipalité qui n'est pas mentionnée à l'annexe ou une municipalité qui refuse d'en être partie.

Un conseil intermunicipal aura pour objets d'organiser un service de transport en commun dans son territoire et d'assurer une liaison avec des points situés à l'extérieur de son territoire. Ce service de transport ne pourra être effectué que par un transporteur lié par contrat avec le conseil.

Les dispositions de la Loi sur les cités et villes concernant les régies intermunicipales qui sont compatibles s'appliqueront au conseil intermunicipal.

Cette loi prévoit les modes de reconduction et d'expiration d'une entente.

De plus, la loi contient des dispositions visant à permettre à des transporteurs de fournir des services sur le territoire des municipalités qui n'auront pas organisé un service de transport en commun.

Cette loi modifie de concordance les dispositions du Code municipal et de la Loi sur les cités et villes concernant le service de transport en commun. Elle modifie aussi les dispositions concernant les services spéciaux de transport pour les personnes handicapées de manière à permettre aux municipalités ou à des régies intermunicipales de contracter avec toute personne pour assurer ce service.

D'autres modifications de concordance sont apportées aux lois constituant les organismes publics de transport en commun, en particulier au niveau de leurs pouvoirs d'opérer à l'extérieur de leur territoire. La loi leur permettra aussi de conclure des contrats avec une municipalité, un conseil intermunicipal ou une régie intermunicipale de transport.

Enfin, les organismes publics de transport pourront se regrouper pour acheter du matériel.

**Ministres responsables:** le ministre des Transports et le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. Michel Clair

**1<sup>re</sup> lecture:** 16 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 8 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** le 21 décembre 1983, à l'exception des articles 41, 43, 49 à 51, 67, 69, 73 à 78 et 94 à 97 qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984

**Lois modifiées:** Code municipal

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)

Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)

Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)

Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)

Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98)

Charte de la Ville de Laval (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 89)

## Projet de loi 47 (chapitre 46)

### Loi sur le transport par taxi

**Objet:** Cette loi a pour objet d'établir un encadrement législatif spécifique au transport par taxi. Elle s'applique, sauf exception, à l'ensemble du transport rémunéré de personnes par automobile.

Cette loi prévoit qu'un service de taxi ne peut être offert qu'au moyen d'une automobile à laquelle se rattache un permis de taxi émis pour un territoire défini; il ne peut être assuré que par une personne possédant un permis de chauffeur de taxi et le permis de conduire approprié.

En plus du service privé, le transport par taxi pourra être offert à titre de service collectif. Le transport collectif peut être organisé par contrat établi avec un organisme public de transport en commun ou une municipalité; il peut aussi être autorisé par règlement. Lorsqu'autorisé, le service privé pourra également être assuré en vertu d'un contrat et selon un tarif convenu. Le permis de taxi autorise également le transport de colis et permet, sous certaines conditions, la fourniture de services spécialisés.

Le transport par taxi doit satisfaire aux exigences prescrites par règlement et être effectué à un prix conforme aux taux et tarifs applicables aux différents types de service.

Cette loi contient des dispositions relatives à la délivrance, au renouvellement, à la suspension, à la révocation, à l'acquisition, à la cession et au transfert d'un permis de taxi. Elle prévoit une suspension automatique du permis pour certaines infractions et l'établissement d'un système de points de pénalité pour le permis de taxi et celui de chauffeur.

Cette loi maintient les ligues de propriétaires de taxi qui ont pour fonctions principales de représenter les propriétaires de taxi d'une agglomération et de promouvoir leurs intérêts. Elle oblige tous les propriétaires de taxi de l'agglomération à payer la cotisation annuelle fixée par la ligue et prévoit, à l'égard de la ligue, un pouvoir d'enquête et de tutelle.

Cette loi établit les pouvoirs réglementaires du gouvernement. Elle permet, au bénéfice des communautés urbaines ou régionale, des municipalités régionales de comté ou, sous certaines conditions, des municipalités, un transfert de certaines compétences réglementaires et administratives, notamment celles relatives aux règles d'opération, à l'éthique, aux permis de chauffeur, à l'association de service, aux taux et tarifs et au transport collectif.

Cette loi maintient le rôle de la Commission des transports du Québec quant aux permis de taxi tout en permettant au gouvernement de désigner une personne pour percevoir les droits annuels payables pour leur renouvellement.

Cette loi prévoit des dispositions particulières applicables à certains types de transport effectués présentement en vertu de permis de transport par automobile non immatriculée comme taxi.

Enfin, cette loi permet aux organismes publics de transport en commun de conclure des contrats en vue de l'organisation du transport collectif par taxi.

**Ministre responsable:** le ministre des Transports

**Parrain:** M. Michel Clair

**1<sup>re</sup> lecture:** 16 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 7 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 19 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** 21 décembre 1983

**Lois modifiées:** Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)  
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1)  
Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)  
Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)  
Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)  
Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)  
Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)  
Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98)  
Charte de la Ville de Laval (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 89)  
Loi des tarifs de taxi (Statuts refondus, 1964, chapitre 230)  
Code municipal

**Projet de loi 49 (chapitre 53)****Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments**

**Objet:** Cette loi a pour objet de modifier le régime de permis d'exploitation prévu à la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) en étendant sa portée dans les secteurs des produits carnés et marins. Elle impose également de nouveaux permis d'exploitation des établissements de conditionnement ou d'entreposage pour les produits d'eau douce, la boîte ou la glace utilisée dans l'industrie de la pêche commerciale ainsi que pour les produits de la pêche impropres à la consommation humaine.

Elle permet au gouvernement de prescrire au niveau de certaines entreprises de transformation exploitées sous permis, l'exécution d'un contrôle de qualité selon les conditions et les modalités déterminées par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Cette loi prévoit des mécanismes permettant de contrôler les circuits commerciaux de distribution des produits aquicoles, notamment de la truite mouchetée d'élevage, dont la mise en marché à des fins de consommation serait légalisée, tout en écartant de ce marché les espèces sauvages.

Elle prescrit l'imposition, sur une base quotidienne, d'amendes additionnelles plus élevées dans le cas d'infractions continues aux règles concernant les permis d'exploitation.

Elle vise également à préciser les pouvoirs des personnes autorisées à faire l'inspection des produits, des locaux et des équipements.

Cette loi propose enfin l'introduction d'un procédé d'exemption totale ou partielle de la loi ou des règlements pour certaines catégories de personnes, de produits, d'établissements ou d'activités qui constituent des cas d'exception auxquels il n'est pas opportun d'appliquer les règles générales qui doivent régir l'ensemble des activités industrielles ou commerciales.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Jean Garon

**1<sup>re</sup> lecture:** 16 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 13 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 décembre 1983

**Sanction:** 22 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** le 22 décembre 1983, à l'exception des paragraphes 2° et 3° de l'article 3 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

**Loi modifiée:** Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)

## Projet de loi 50 (chapitre 54)

### Loi modifiant diverses dispositions législatives

**Objet:** Cette loi modifie plusieurs dispositions législatives. Certaines modifications sont de nature techniques, d'autres ont pour but de faciliter l'application des lois visées, notamment dans les domaines qui suivent.

Dans le domaine des Affaires culturelles, les modifications à la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre visent à étendre les conditions d'admissibilité à l'agrément des corporations à fonds social.

Dans le domaine des Affaires sociales, les modifications à la Loi sur l'assurance-maladie ont pour but de permettre aux personnes résidant au Québec de souscrire un contrat d'assurance prévoyant le remboursement de la différence entre le coût des services assurés reçus hors du Québec et les barèmes payés pour de tels services par la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Actuellement, cette assurance ne peut être souscrite que pour les services assurés reçus hors du Canada.

Dans le même domaine, les modifications à la Loi sur les services de santé et les services sociaux visent à instaurer un système régional d'admission et de transfert des bénéficiaires en soins de longue durée, en hébergement et en réadaptation.

En ce qui concerne les corporations professionnelles, les modifications au Code des professions ont pour but, notamment, d'autoriser le Bureau d'une corporation à radier du tableau les membres qui ne fournissent pas, dans le délai requis, une garantie couvrant leur responsabilité ou qui n'ont pas versé la somme prévue pour défrayer le coût d'un régime collectif d'assurance-responsabilité professionnelle; d'assouplir les règles concernant la composition du Bureau des corporations professionnelles, en permettant à ces corporations de déterminer, par règlement, le nombre de membres de leur bureau respectif, sous réserve des paramètres énoncés dans ce code; de prévoir que la décision d'un comité de discipline sera exécutoire soit à l'expiration du droit d'appel, soit à une autre époque, selon la décision de ce comité, et non dès sa signification à l'intimé, comme c'est le cas actuellement; d'accorder aux Bureaux des corporations professionnelles le pouvoir de prescrire, par résolution et non par règlement, les frais exigibles des candidats à l'exercice de la profession ou à l'obtention d'un certificat de spécialiste.

Dans le même domaine, la Loi sur le notariat est modifiée de façon à ce que la Chambre des notaires ait le pouvoir de déterminer, par règlement, les critères suivant lesquels, sur recommandation du comité administratif, elle peut conférer à un notaire le titre de notaire honoraire.

Dans le domaine de l'Énergie et des Ressources, la modification à la Loi sur l'utilisation des ressources forestières vise à permettre au gouvernement d'autoriser, au moyen de permis spéciaux, l'exportation, hors du Canada, de bois non entièrement ouvré provenant du domaine public du Québec.

Enfin, en matière de protection des personnes et des biens en cas de sinistre, les modifications à la loi ont pour but d'obliger le responsable des plans et des programmes de prévention des sinistres et de mesures d'urgence dans un ministère, un organisme gouvernemental ou une corporation municipale, d'aviser le plus tôt possible le Bureau de la protection civile en cas de sinistre, afin que celui-ci puisse exercer plus efficacement ses fonctions, telles que donner des conseils, prêter assistance en cas de sinistre et s'assurer de l'efficacité des plans et programmes établis.

**Ministre responsable:** le ministre responsable de chacune des lois visées

**Parrain:** M. Marc-André Bédard

**1<sup>re</sup> lecture:** 15 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 13 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 22 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** le 22 décembre 1983, sauf:

1° le quatrième alinéa de l'article 78 du Code des professions remplacé par l'article 21, l'article 44 et le paragraphe 3° de l'article 53 de la Loi sur les sociétés d'entraide économique édicté par l'article 81 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement;

2° les articles 65 et 113 qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984;

3° l'article 13 qui entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 67 de la Loi sur la Société immobilière du Québec (1983, chapitre 40).

**Lois modifiées:** Code civil du Bas-Canada

Loi sur l'aide au développement touristique (L.R.Q., chapitre A-13.1)

Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)

Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23)

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)

Loi sur les chemins de colonisation (L.R.Q., chapitre C-13)

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)

Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., chapitre C-41)

Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)

Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)

Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)

Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (L.R.Q., chapitre D-1)

Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3)

Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)

Loi sur les employés publics (L.R.Q., chapitre E-6)

Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., chapitre E-17)

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)

Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre H-3)

Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9)

Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)

Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)

Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)

Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)

Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.R.Q., chapitre M-36)

Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)

Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7)

Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)

Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., chapitre P-38.1)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22)

Loi sur les salaires d'officiers de justice (L.R.Q., chapitre S-2)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)

Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (L.R.Q., chapitre S-12)

Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., chapitre S-25.1)

Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40)

Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Loi sur l'utilisation des ressources forestières (L.R.Q., chapitre U-2)

Loi modifiant la Loi sur les mines (1977, chapitre 31)

Loi modifiant la Loi sur les compagnies et la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés (1980, chapitre 28).

Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants (1983, chapitre 12)

Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (1983, chapitre 58)



## Projet de loi 51 (chapitre 55)

### Loi sur la fonction publique

**Objet:** Cette loi propose une refonte de la Loi sur la fonction publique.

Elle établit que la fonction publique a pour mission de fournir au public les services de qualité auxquels il a droit, de mettre en oeuvre les politiques établies par l'autorité constituée et d'assurer la réalisation des autres objectifs de l'État. En vue de l'accomplissement de cette mission, elle prévoit que la fonction publique doit être organisée de manière à favoriser l'efficacité de l'administration, la responsabilisation et le développement des fonctionnaires, l'égalité d'accès de tous les citoyens à la fonction publique, l'impartialité et l'équité des décisions affectant les fonctionnaires ainsi que la contribution optimale au sein de la fonction publique des diverses composantes de la société québécoise.

Le chapitre II consacre les droits et les obligations des fonctionnaires. Il énumère des normes d'éthique et de discipline régissant les fonctionnaires, il précise les modalités concernant la probation et la permanence, les mesures disciplinaires et administratives, les droits et limites applicables aux fonctionnaires en matière d'activités politiques et les recours qui peuvent être exercés.

Le chapitre III établit que les sous-ministres, sous la direction du ministre, et les dirigeants d'organisme sont responsables de la gestion des ressources humaines et qu'ils doivent exercer leurs pouvoirs dans le cadre des politiques générales du gouvernement en matière de gestion des ressources humaines. Ils doivent, en outre, favoriser la délégation des responsabilités à leurs adjoints et au personnel d'encadrement.

Il établit également que les fonctionnaires sont recrutés et promus par voie de concours et les candidats déclarés aptes rangés par niveau. La nomination se fait, selon l'ordre de rangement des niveaux, au choix parmi les personnes de même niveau.

Il instaure également le corps d'emploi des administrateurs d'État pour y regrouper, notamment, les sous-ministres, sous-ministres adjoints et sous-ministres associés.

Le chapitre IV reconduit essentiellement les mêmes dispositions que celles présentement en vigueur concernant le régime syndical. Seuls des ajustements de concordance sont apportés.

Le chapitre V traite du cadre institutionnel de la fonction publique.

Il prévoit, notamment, la disparition du ministère de la Fonction publique et de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique. Ces deux organismes sont remplacés par le Conseil du trésor et l'Office des ressources humaines.

Le Conseil du trésor se voit chargé, notamment, d'établir des politiques générales en matière de gestion des ressources humaines et des programmes d'accès à l'égalité; il est également chargé de négocier les conventions collectives et d'en surveiller leur application.

L'Office des ressources humaines, chargé du recrutement et de la promotion des fonctionnaires, peut déléguer certains de ses pouvoirs aux sous-ministres et dirigeants d'organisme; il se voit également confié un rôle de service et de conseil.

La Commission de la fonction publique est habilitée pour entendre les appels interjetés par des fonctionnaires. En outre, la Commission est chargée de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions qui affectent les fonctionnaires ainsi que l'observation de la loi et de ses règlements relativement au système de recrutement et de promotion des fonctionnaires. Enfin, il est prévu que la Commission peut s'adjoindre des commissaires suppléants afin de parer à des situations de surplus de travail dans les cas d'appels en matière disciplinaire ou administrative.

Le chapitre VI accorde au gouvernement un pouvoir réglementaire relatif, notamment, aux normes d'éthique et de discipline, aux mesures disciplinaires, au relevé provisoire de fonctions et aux normes de classement des fonctionnaires.

Le chapitre VII prévoit des sanctions applicables à une personne qui commettrait une manœuvre frauduleuse ou inciterait une personne à commettre une manœuvre frauduleuse lors d'un concours de recrutement ou de promotion ou lors d'un examen de changement de grade. Une telle sanction serait également applicable à une personne qui userait d'intimidations ou de menaces pour amener un fonctionnaire à se livrer à des activités de nature partisane ou pour le punir de son refus de s'y livrer.

Enfin, le chapitre VIII de la loi prévoit des dispositions transitoires et finales et apporte des modifications de concordance aux diverses lois mentionnées ci-après. Il prévoit plusieurs dispositions d'ordre technique qui permettent au Conseil du trésor et à l'Office des ressources humaines de succéder au ministère de la Fonction publique et à l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique.

**Ministres responsables:** les ministres désignés par le gouvernement

**Parrain:** Mme Denise Le Blanc-Bantey

**1<sup>re</sup> lecture:** 15 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 2 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 22 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 2 février 1984: aa. 28, 29, 87 à 89, 136, 137, 153 et 164  
Décret 199-84

**Lois modifiées:** Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)  
Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6)  
Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1)  
Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)  
Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)  
Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)  
Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., chapitre F-2)  
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

**Loi remplacée:** Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1)

## Projet de loi 52 (chapitre 47)

### Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables

**Objet:** Cette loi a pour objet d'instituer un nouveau recours pour les particuliers, à l'exclusion de ceux qui sont tenus comme mandataires du ministre, de déduire, retenir ou percevoir un montant en vertu d'une loi fiscale ou d'un règlement adopté en vertu d'une telle loi. Ainsi les contribuables qui se seront opposés, dans les délais prévus, à une cotisation, à une décision ou à une détermination ou s'ils contestent une affectation de paiement dans les quatre ans de sa date, pourront, à leur choix, interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour provinciale plutôt que d'en appeler à cette cour suivant les règles régissant les actions ordinaires.

Cette loi étend en conséquence la juridiction de la division des petites créances de la Cour provinciale de manière à lui permettre d'entendre des appels sommaires lorsque ceux-ci concernent la partie I de la Loi sur les impôts et sont relatifs à une réduction de l'impôt calculé en vertu du livre V qui n'excède pas 1 650 \$. Elle permet également l'appel d'une décision relative à une affectation en vertu du premier alinéa de l'article 31 de la Loi sur le ministère du Revenu qui n'excède pas 1 000 \$. La compétence du tribunal s'étend aux intérêts et aux pénalités accessoires à l'objet de la demande. Ces montants seront indexés le premier janvier de chaque année.

Cette loi prévoit ensuite la procédure à suivre pour qu'un appel sommaire soit inscrit devant la division des petites créances de la Cour provinciale de même que la procédure selon laquelle il sera entendu. Ainsi, par exemple, un avocat ne pourra agir comme mandataire ou représentant de l'une ou l'autre des parties. De même, l'appel sommaire sera entendu en public sauf si le contribuable demande le huis clos.

Enfin, cette loi prévoit que le jugement rendu sur l'appel sommaire sera final et sans appel et qu'il aura l'autorité de la chose jugée à l'égard des parties et pour le montant réclamé.

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Alain Marcoux

**1<sup>re</sup> lecture:** 17 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 8 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 20 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

**Lois modifiées:** Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

**Projet de loi 53 (chapitre 48)**

Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi

**Objet:** Cette loi a pour objet l'annexion d'une partie du territoire de la municipalité de Laterrière à la ville de Chicoutimi.

Elle prévoit également le versement annuel d'une indemnité à la municipalité de Laterrière en considération de cette annexion.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires municipales

**Parrain:** M. Jacques Léonard

**1<sup>re</sup> lecture:** 22 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 9 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** 1<sup>er</sup> janvier 1984

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 54 (chapitre 49)

### Loi modifiant diverses lois fiscales

**Objet:** Cette loi qui modifie plusieurs lois fiscales vise principalement à accentuer l'amélioration et l'humanisation des relations entre les contribuables et le ministère du Revenu.

Elle modifie la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin de prévoir que la taxe ne s'applique pas à certaines ventes de biens destinés à pallier une déficience physique ou une infirmité, ni aux mises à jour des livres imprimés. Elle prévoit aussi certains cas où une personne a droit au remboursement de la taxe qu'elle a payée.

Cette loi modifie également la Loi sur les impôts afin:

- 1° de permettre à un particulier qui est célibataire et qui est employé dans un lieu éloigné de sa résidence, de ne pas inclure dans son revenu la valeur de la pension, du logement et du transport relative à cet emploi;
- 2° de permettre à certains particuliers de déduire les montants qu'ils dépensent dans l'année pour voyager dans l'exercice de leurs fonctions s'ils sont tenus d'exercer la totalité ou seulement une partie de celles-ci ailleurs qu'au lieu d'affaires de leurs employeurs;
- 3° de remplacer le montant minimal de 600 \$ d'impôt ou d'acompte provisionnel requis pour qu'un particulier soit astreint à faire des versements périodiques d'impôt, par un montant déterminé par règlement et qui peut être plus élevé dans le cas des personnes âgées de 60 ans ou plus;
- 4° de supprimer, à l'égard des particuliers, la pénalité additionnelle de 1% par mois de l'impôt impayé encourue lorsqu'une déclaration fiscale n'est pas produite dans la forme et les délais prescrits;
- 5° de permettre au ministre de rembourser avec intérêts les montants payés en trop par un contribuable à titre d'intérêt ou de pénalité; et
- 6° de limiter, aux fins du calcul des intérêts, la période pendant laquelle le report à l'année précédente d'une perte subie par un contribuable n'affecte pas le montant de son impôt pour cette année.

Ce projet de loi modifie en outre la Loi sur le ministère du Revenu afin de prévoir:

- 1° que le ministre doit émettre un certificat permettant la distribution par un tiers des biens d'une personne si aucun droit n'est exigible de celle-ci, si des sûretés ont été acceptées à l'égard d'un montant exigible ou si un créancier a priorité de rang sur la créance de la Couronne;
- 2° que la responsabilité d'une personne qui distribue sans certificat du ministre les biens d'une autre personne est limitée à la valeur des biens distribués;
- 3° qu'un appel peut être interjeté auprès de la Cour provinciale si le ministre refuse de délivrer un certificat ou néglige de répondre, dans un délai de 90 jours, à une demande de certificat;
- 4° qu'un contribuable peut payer une dette fiscale dans les 30 jours du dépôt à la poste d'un état de compte sans encourir des intérêts additionnels sur cette dette pendant ce délai;
- 5° qu'un contribuable peut détruire, sans autorisation préalable du ministre, les documents qu'il doit conserver en vertu d'une loi fiscale et ce, à l'expiration des délais prescrits;
- 6° que les pénalités imposées en vertu de plusieurs lois fiscales sont uniformisées et regroupées à l'intérieur de la loi; et
- 7° que le ministre peut, à certaines conditions, faire remise ou accorder une réduction de droits, d'intérêts ou de pénalités prévus par une loi fiscale.

D'autre part, la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement est modifiée afin de prévoir d'une part qu'à l'avenir certaines personnes pourront exercer des recours que la loi actuelle ne prévoit pas et, d'autre part, quelles personnes auront compétence pour entendre ces litiges.

Cette loi modifie aussi la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains afin de prévoir que l'expansion d'une entreprise commerciale ou industrielle, autre qu'une entreprise agricole, pourra donner lieu à l'exonération des droits exigibles en vertu de cette loi, si les conditions prévues sont respectées. Cependant, en cas de vente totale ou partielle du terrain ayant fait l'objet d'une exonération, le vendeur devra payer les droits relatifs au terrain vendu, avec intérêts à compter de la date d'acquisition, si le terrain n'a pas été utilisé aux fins de l'expansion de l'entreprise. Cette loi prévoit également à quelles conditions un cessionnaire qui a acquis un terrain pour fins d'expansion et ainsi bénéficié d'un paiement différé de droits, pourra réclamer que le terrain soit maintenant exonéré des droits et intérêts s'y rapportant.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur les licences, la Loi concernant la taxe sur les carburants, la Loi concernant la taxe sur la publicité électronique, la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie et la Loi concernant la taxe sur les télécommunications afin d'y supprimer les pénalités qui sont intégrées dans la Loi sur le ministère du Revenu et, en plus, dans le cas de la Loi concernant la taxe sur les carburants, de modifier les définitions de « coloration » et de « mazout coloré ».

**Ministre responsable:** le ministre du Revenu

**Parrain:** M. Alain Marcoux

**1<sup>re</sup> lecture:** 29 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 13 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** le 21 décembre 1983, à l'exception des articles 7 à 9, 17 à 21, 23, 36, 37, 39, 43 à 45 et 49 à 53 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

— 1<sup>er</sup> janvier 1984: aa. 7 à 9, 18 à 21, 23, 36, 37, 39 (à l'égard des particuliers seulement), 43 à 45, 49 à 53  
Décret 2713-83, G.O., 1984, Partie 2, p. 202

**Lois modifiées:** Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17);  
Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)  
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)  
Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)  
Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)  
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)  
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)

- Loi concernant la taxe sur la publicité électronique (L.R.Q., chapitre T-2)
- Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3)
- Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4)
- Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal (1983, chapitre 20)



## Projet de loi 55 (chapitre 50)

### Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption

**Objet:** Cette loi vise à améliorer la sécurité juridique des adoptants et des adoptés en clarifiant les règles de droit applicables en matière d'adoption internationale. Elle a également pour objet d'établir des règles permettant d'assurer que ces adoptions se feront conformément à la loi et dans l'intérêt de l'adopté.

Plus particulièrement, cette loi modifie le Code civil du Québec en y prévoyant d'abord que c'est la loi étrangère qui déterminera les conditions relatives à l'adoptabilité de l'enfant alors que c'est la loi québécoise qui régira les exigences reliées aux adoptants. Elle prévoit de plus des règles de droit différentes selon que l'adoption sera réalisée au Québec ou devant un tribunal étranger.

Cette loi modifie également le Code de procédure civile afin d'y introduire une procédure de reconnaissance des jugements d'adoption étrangers, et le Code civil du Bas-Canada afin d'y établir une règle spécifique de preuve à l'effet qu'une copie certifiée de la loi étrangère fera preuve *prima facie* de son contenu.

Des modifications sont en outre apportées à la Loi sur la protection de la jeunesse pour corriger certains problèmes d'interprétation et augmenter les amendes qui y sont prévues.

Enfin, cette loi prévoit une disposition transitoire pour régulariser le statut civil des enfants étrangers adoptés antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires sociales

**Parrain:** M. Pierre Marc Johnson

**1<sup>re</sup> lecture:** 29 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 14 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 20 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** 21 décembre 1983

**Lois modifiées:** Code civil du Bas-Canada

Code civil du Québec

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)

**Projet de loi 56 (chapitre 51)****Loi n° 5 sur les crédits, 1983-1984**

**Objet:** Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 598 123 600 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1983-1984.

**Ministre responsable:** le ministre des Finances

**Parrain:** M. Jacques Parizeau

**1<sup>re</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 21 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** 21 décembre 1983

**Loi modifiée:** Aucune

## Projet de loi 57 (chapitre 56)

### Loi modifiant la Charte de la langue française

**Objet:** Cette loi modifie la Charte de la langue française.

Les modifications qu'elle propose ont principalement pour objet:

- a) de soustraire le personnel des organismes et services qui fournissent leurs services à des personnes en majorité d'une langue autre que française au régime visant la connaissance de la langue officielle dans l'Administration;
- b) d'autoriser les organismes municipaux qui, comme les autres services ou organismes de l'Administration, fournissent leurs services à des personnes en majorité d'une langue autre que française, à utiliser cette langue en plus de la langue française dans leur dénomination, leurs communications internes et les communications entre eux;
- c) de permettre, au sein de tous ces organismes, l'utilisation de la langue de la majorité des personnes à qui ils dispensent des services, pour les communications écrites entre deux personnes qui y consentent;
- d) de permettre l'affichage bilingue à l'extérieur des établissements spécialisés dans la vente de produits typiques d'une nation étrangère ou d'un groupe ethnique particulier;
- e) de dispenser les professionnels qui ont fait au moins trois années d'études secondaires au Québec ou qui ont réussi les examens de français, langue maternelle, de la quatrième ou de la cinquième année du cours secondaire, ou qui obtiendront le certificat d'études secondaires au Québec à compter de l'année scolaire 1985-1986 de l'obligation de prouver qu'ils possèdent une connaissance du français appropriée à l'exercice de leur profession;
- f) d'autoriser le gouvernement à rendre admissibles à l'enseignement en anglais les enfants dont le père ou la mère a reçu la majeure partie de l'enseignement primaire en anglais ailleurs au Canada, à un endroit où il estime que les services d'enseignement en français sont comparables à ceux qui sont offerts en anglais aux anglophones du Québec;
- g) d'étendre aux centres de recherche le régime linguistique applicable aux sièges sociaux dont l'activité s'étend hors du Québec;
- h) de limiter à l'affichage de l'Administration l'usage obligatoire des termes normalisés dans l'affichage public;
- i) de préciser les responsabilités et la durée du mandat des comités de francisation au sein des entreprises et d'autoriser l'Office de la langue française à suspendre ou annuler le certificat de francisation d'une entreprise, si le français n'y possède plus le statut que les programmes de francisation ont pour but d'assurer.

Diverses dispositions de caractère administratif sont en outre modifiées, notamment en ce qui concerne les pouvoirs de l'Office de la langue française et la Commission de toponymie, la Commission d'appel et la Commission de surveillance de la langue française qui sera dorénavant appelée « Commission de protection de la langue française ».

**Ministres responsables:** le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration et le ministre de l'Éducation

**Parrain:** M. Gérald Godin

**1<sup>re</sup> lecture:** 17 novembre 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 12 décembre 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 21 décembre 1983

**Sanction:** 22 décembre 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 1<sup>er</sup> février 1984: aa. 1 à 53  
Décret 186-84

**Lois modifiées:** Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)  
Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)

## Projet de loi 109 (chapitre 37)

### Loi sur le cinéma

**Objet:** Cette loi a pour objet de favoriser le développement du cinéma au Québec et d'en assurer le contrôle et la surveillance.

Elle prévoit d'abord que le ministre des Affaires culturelles aura la responsabilité d'élaborer et de proposer au gouvernement une politique du cinéma.

Le ministre pourra reconnaître des cinémathèques et leur attribuer certaines responsabilités concernant le patrimoine cinématographique.

L'Institut québécois du cinéma et la Société générale du cinéma remplaceront l'Institut québécois du cinéma.

L'Institut, pour sa part, aura la responsabilité de conseiller le ministre sur l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique du cinéma, d'en surveiller l'application et de déterminer les orientations de la Société générale du cinéma. Quant à cette société, elle aura la responsabilité de répartir les fonds que le gouvernement destine au secteur privé du cinéma.

La Régie du cinéma remplacera le Bureau de surveillance du cinéma et elle aura notamment pour fonctions de classer les films et les films-annonces, de délivrer, renouveler, suspendre ou révoquer les permis d'exploitation et de distributeur, de délivrer les permis de tournage, et, enfin, de surveiller et contrôler la vente, la location, le prêt ou l'échange de matériel vidéo.

Cette loi prévoit également que la Régie du cinéma devra, à tous les deux ans, tenir des audiences publiques sur les matières relevant de sa compétence.

Finalement, cette loi permettra l'appel des décisions de la Régie sauf pour le classement des films et des films-annonces.

**Ministre responsable:** le ministre des Affaires culturelles

**Parrain:** M. Clément Richard

**1<sup>re</sup> lecture:** 17 décembre 1982

**2<sup>e</sup> lecture:** 28 avril 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 22 juin 1983

**Sanction:** 23 juin 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 14 décembre 1983: aa. 1 à 8, 15 à 35, 38, 40 à 62, 65 à 75, 123 à 134, 136, 137, 145 à 148, 167 à 172, 185 à 187, 192, 193, 202, 209 à 211  
Décret 2521-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4907

**Lois modifiées:** Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20)

Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)

Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications (L.R.Q., chapitre S-10.01)

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)

**Lois remplacées:** Loi sur le cinéma (S.R.Q., 1964, chapitre 55)  
Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18)

## **Projet de loi 111 (chapitre 1)**

### **Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public**

**Objet:** Cette loi vise à assurer la reprise des services d'enseignement dans le secteur public.

Elle impose aux enseignants qui ont cessé, contrairement à la loi, d'accomplir les devoirs attachés à leurs fonctions, l'obligation de retourner au travail au plus tard le 17 février 1983 et exige de la part de tous les enseignants la prestation de leurs services habituels jusqu'à l'expiration de la convention collective qui leur est applicable.

Elle enjoint en outre aux commissions scolaires et aux collèges de prendre les moyens requis pour assurer le fonctionnement de leurs services habituels; les associations d'enseignants de même que les organisations syndicales auxquelles elles sont affiliées doivent pour leur part, prendre les moyens appropriés pour amener les enseignants à assumer leurs obligations.

Elle habilite le gouvernement à rendre applicable une procédure simplifiée de congédiement et d'embauche là où le nombre d'enseignants qui accomplissent les devoirs attachés à leurs fonctions est insuffisant pour permettre la prestation de services appropriés. Elle rend de plus cette procédure immédiatement applicable au congédiement de ceux qui entravent l'accès aux collèges ou aux écoles.

Enfin, la loi prévoit, en cas d'inexécution des obligations qu'elle impose, des sanctions différentes de celles prévues au Code du travail. Il s'agit notamment, dans le cas d'une association d'enseignants, de la révocation provisoire du précompte syndical et, dans le cas des enseignants, de la réduction de traitement et de la perte d'ancienneté.

**Ministre responsable:** le ministre du Travail

**Parrain:** M. Raynald Fréchette

**1<sup>re</sup> lecture:** 15 février 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 16 février 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 17 février 1983

**Sanction:** 17 février 1983

**Entrée en vigueur:** 17 février 1983

**Loi modifiée:** Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (1982, chapitre 45)

## Projet de loi 112 (chapitre 7)

### Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de porter de 100 000 \$ à 200 000 \$ le montant maximum du prêt qui peut être consenti à un emprunteur en vertu de la Loi favorisant l'amélioration des fermes.

Elle vise en outre à permettre à un emprunteur d'utiliser un tel prêt pour rembourser un emprunt temporaire qu'il a dû contracter d'urgence pour pouvoir profiter d'achats d'une nature déjà reconnue par la Loi favorisant l'amélioration des fermes, à savoir l'achat d'animaux reproducteurs, de quotas, de machinerie agricole et même de terre additionnelle.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Jean Garon

**1<sup>re</sup> lecture:** 8 mars 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 20 avril 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 25 mai 1983

**Sanction:** 26 mai 1983

**Entrée en vigueur:** par proclamation du gouvernement

— 8 juin 1983: aa. 1 à 6  
Décret 1115-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 2771

**Loi modifiée:** Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., chapitre A-18)



## Projet de loi 113 (chapitre 8)

### Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole

**Objet:** Cette loi a principalement pour objet de porter de 100 000 \$ à 500 000 \$ le montant maximum du prêt ou de l'ouverture de crédit que peut obtenir un producteur de céréales ou de bovins d'engraissement en vertu de la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

Ce maximum s'appliquera au producteur de céréales ou de bovins d'engraissement même s'il s'adonne en outre à un autre genre de production, à la condition cependant que le montant emprunté aux fins de cette autre production n'excède pas 100 000 \$.

Cette loi prévoit en outre que, dans le cas où l'octroi d'un prêt est sujet à l'autorisation préalable de l'Office du crédit agricole du Québec, celui-ci pourra prescrire les conditions que devra remplir l'emprunteur avant que le prêt ne soit consenti ou déboursé.

Elle précise enfin que, lorsque le montant du prêt ou de l'ouverture de crédit doit être utilisé en tout ou en partie à des fins reliées à la production de céréales ou de bovins d'engraissement, l'emprunteur devra satisfaire à des conditions particulières prévues par règlement du gouvernement.

**Ministre responsable:** le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain:** M. Jean Garon

**1<sup>re</sup> lecture:** 8 mars 1983

**2<sup>e</sup> lecture:** 28 avril 1983

**3<sup>e</sup> lecture:** 25 mai 1983

**Sanction:** 26 mai 1983

**Entrée en vigueur:** le 26 mai 1983, à l'exception des articles 1 à 4 et 6 à 8 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

— 8 juin 1983: aa. 1 à 4 et 6 à 8  
Décret 1117-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 2772

**Loi modifiée:** Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., chapitre C-77)



## LISTE DES LOIS PAR MINISTÈRE OU SECTEUR

### Affaires culturelles:

- 3 Loi sur les archives
- 35 Loi sur les musées nationaux
- 109 Loi sur le cinéma

### Affaires municipales:

- 12 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
- 28 Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais
- 45 Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités
- 53 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi

### Affaires sociales:

- 55 Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption

### Agriculture, pêcheries et alimentation:

- 13 Loi modifiant la Loi sur les grains
- 23 Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc.
- 30 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires
- 49 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments
- 112 Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes
- 113 Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole

### Communautés culturelles et immigration:

- 57 Loi modifiant la Charte de la langue française

### Éducation:

- 32 Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants
- 33 Loi modifiant la Loi sur les ingénieurs

### Énergie et ressources:

- 4 Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique
- 5 Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées
- 6 Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment

### Finances:

- 1 Loi n° 1 sur les crédits, 1983-1984
- 2 Loi n° 2 sur les crédits, 1983-1984
- 11 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts
- 34 Loi n° 3 sur les crédits, 1983-1984
- 39 Loi n° 4 sur les crédits, 1983-1984
- 56 Loi n° 5 sur les crédits, 1983-1984

**Habitation et protection du consommateur:**

- 24 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur

**Industrie, commerce et tourisme:**

- 10 Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec
- 22 Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique
- 29 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives

**Justice:**

- 26 Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives
- 36 Loi sur la recherche des causes et des circonstances de décès

**Loisir, chasse et pêche:**

- 9 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

**Main-d'œuvre et sécurité du revenu:**

- 20 Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants

**Réforme électorale:**

- 7 Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1983
- 41 Loi modifiant sur la représentation électorale

**Relations du travail:**

- 8 Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public
- 16 Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal
- 111 Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public

**Revenu:**

- 14 Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal
- 43 Loi concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie
- 44 Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984
- 52 Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables
- 54 Loi modifiant diverses lois fiscales

**Science et technologie:**

- 19 Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec
- 37 Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche

**Transports:**

- 15 Loi modifiant la Loi sur l'expropriation, le Code civil et la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal
- 25 Loi sur la Société québécoise des transports
- 31 Loi modifiant la Loi sur les transports
- 46 Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives
- 47 Loi sur le transport par taxi

**Travail:**

- 17 Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives
- 27 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

## PROJETS DE LOI DÉPOSÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 1983

### Projets de loi du gouvernement

- 38 Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités
- 40 Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public
- 42 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
- 48 Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives
- 58 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des biens
- 59 Loi modifiant la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux
- 60 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives
- 106 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes
- 107 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions

### Projets de loi de députés

- 190 Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics
- 191 Loi sur les sondages et la publicité gouvernementale
- 194 Loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires
- 195 Loi sur le service civil volontaire

### Projets de lois privés

- 205 Loi modifiant la Charte de la Commission des écoles catholiques de Québec
- 216 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec
- 228 Loi concernant Les Soeurs de Sainte-Anne
- 231 Loi concernant l'Oeuvre des vocations tardives
- 240 Loi concernant la Banque Nationale du Canada

**LISTE DES LOIS ANTÉRIEURES À 1983  
ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION EN 1983**

1977, c. 60	Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI) et à d'autres unités couramment utilisées
— 1 <sup>er</sup> novembre 1983:	aa. 16, 18 et 19 Décret 2206-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4578
1979, c. 63	Loi sur la santé et la sécurité du travail
— 22 octobre 1983:	aa. 68 à 86, 268 et 327 Décret 2024-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4277
1980, c. 32	Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment
— 1 <sup>er</sup> février 1983:	aa. 1 à 4, 6 à 15 et 18 à 26 Décret 88-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1151
1981, c. 7	Code de la sécurité routière
— 1 <sup>er</sup> janvier 1983:	a. 69 Décret 3085-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 200
1981, c. 8	Loi modifiant la Loi sur les transports
— 1 <sup>er</sup> septembre 1983:	a. 29 (par. <i>a</i> et <i>b</i> de a. 80) Décret 1753-83, G.O., 1982, Partie 2, p. 4077
— 1 <sup>er</sup> janvier 1984:	a. 29 (par. <i>c</i> de a. 80) Décret 2719-83
1981, c. 22	Loi modifiant diverses dispositions législatives dans le domaine de la santé et des services sociaux
— 1 <sup>er</sup> février 1983:	a. 49 Décret 127-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1197
— 1 <sup>er</sup> avril 1983:	a. 21 Décret 538-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1738
1981, c. 23	Loi modifiant diverses dispositions législatives
— 1 <sup>er</sup> janvier 1983:	aa. 16 et 17 Décret 2995-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 1151

- |                                 |   |
|---------------------------------|---|
| 1982, c. 17                     | Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile                    |
| — 1 <sup>er</sup> octobre 1983: | aa. 2 et 42<br>Décret 1793-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4118  |
| 1982, c. 26                     | Loi sur les coopératives  |
| — 30 mars 1983:                 | aa. 328 et 329<br>Décret 560-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 1737   |
| — 8 juin 1983:                  | aa. 244, 245, 271, 279 et 282<br>Décret 1190-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 2771   |
| — 21 décembre 1983:             | aa. 1 à 243, 246 à 270, 272 à 278, 280, 281 et 283 à 327<br>Décret 2559-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 4908                    |
| 1982, c. 30                     | Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels                     |
| — 1 <sup>er</sup> octobre 1983: | aa. 155 à 157, 168, 169 et 178<br>Décret 1900-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 4223  |
| — 1 <sup>er</sup> juillet 1983: | aa. 9 à 15, 17 à 102, 122 à 130, 132 à 154, 158 à 167, 170 à 173, 175 à 177<br>Décret 1900-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 4223 |
| — 1 <sup>er</sup> janvier 1986: | a. 16<br>Décret 1900-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 4223   |
| 1982, c. 32                     | Loi modifiant la Loi sur les poursuites sommaires, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives        |
| — 1 <sup>er</sup> janvier 1983: | aa. 1 à 30<br>Décret 2510-82, G.O., 1982, Partie 2, p. 4363   |
| — 1 <sup>er</sup> avril 1983:   | a. 59<br>Décret 260-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1349   |
| 1982, c. 38                     | Loi modifiant diverses lois fiscales  |
| — 1 <sup>er</sup> janvier 1983: | a. 23<br>Décret 3082-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 165   |
| 1982, c. 48                     | Loi sur les valeurs mobilières  |
| — 19 janvier 1983:              | aa. 150, 160, 300, 301, 331 à 335, 348, 353 et 354<br>Décret 85-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 1152                            |



- |                                 |  |
|---------------------------------|--|
| — 6 avril 1983:                 | aa. 1 à 149, 151 à 159, 161 à 299, 302 à 330, 336 à 338, 340 à 347 et 349 à 352<br>Décret 659-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1817  |
| — 21 décembre 1983:             | a. 339<br>Décret 2562-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4909  |
| 1982, c. 49                     | Loi modifiant la Loi sur les autoroutes  |
| — 1 <sup>er</sup> janvier 1983: | aa. 1 à 10 et 12 à 23<br>Décret 3083-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 200  |
| — 20 janvier 1983:              | a. 11<br>Décret 3083-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 200  |
| 1982, c. 50                     | Loi sur le ministère du Commerce extérieur   |
| — 12 janvier 1983:              | aa. 1 à 22<br>Décret 1-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 745  |
| 1982, c. 51                     | Loi sur l'abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs publics et parapublics         |
| — 1 <sup>er</sup> janvier 1983: | aa. 45 et 122<br>Décret 2992-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 199  |
| 1982, c. 52                     | Loi sur l'inspecteur général des institutions financières  |
| — 1 <sup>er</sup> avril 1983:   | aa. 1 à 30, 32 à 35, 37 à 43, 45 à 52, 56 à 233, 235 à 263, 266 à 273 et Annexe I<br>Décret 84-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1152 |
| — 1 <sup>er</sup> avril 1983:   | aa. 264 et 265<br>Décret 516-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1737   |
| 1982, c. 58                     | Loi modifiant diverses dispositions législatives   |
| — 1 <sup>er</sup> avril 1983:   | a. 1<br>Décret 262-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1349   |
| — 21 décembre 1983:             | a. 22<br>Décret 2690-83  |
| — 18 janvier 1984:              | aa. 75 (a. 178.0.2) et 76<br>Décret 124-84   |

1982, c. 59

## Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile

- 1<sup>er</sup> janvier 1983: aa. 1 à 4, 5 (par. 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>), 12, 15, 19, 20, 24, 27 à 30, 48, 49, 54, 59 à 61, 63 à 66, 70 à 73  
Décret 3084-82, G.O., 1983, Partie 2, p. 199
- 1<sup>er</sup> mars 1983: aa. 31 à 35, 62, 67 à 69  
Décret 318-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1349
- 1<sup>er</sup> juillet 1983: aa. 6 à 9, 10 (a. 26, 3<sup>e</sup> al), 13, 14, 16 à 18, 21, 23, 36 (par. 2<sup>o</sup>)  
Décret 1262-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 2993
- 1<sup>er</sup> janvier 1984: aa. 25, 26, 47, 53, 55 et 56  
Décret 2720-83

1982, c. 61

## Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne

- 1<sup>er</sup> octobre 1983: aa. 1 à 4, 5 (a. 18.2), 6 (par. 1<sup>o</sup>), 7 à 20, 21 (aa. 86.8 à 86.10), 22, 23, 28, 29 et 31 à 35  
Décret 1792-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 4139

1982, c. 62

## Loi sur l'Assemblée nationale

- 9 février 1983: aa. 33 à 36, 38, 40, 41, 42 à 56, 66, 74, 77 à 79, 116, 128 à 132, 133, 134, 136 à 139, 140, 155 (dans la mesure où il abroge les articles 14, 16, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 37 de la Loi d'interprétation), 159 et l'Annexe II  
Décret 208-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 1255
- 4 mai 1983: aa. 86 à 115, 117 à 127, 147 et 164  
Décret 881-83, G.O., 1983, Partie 2, p. 2459
- 18 mai 1983: aa. 57 à 65, 67 à 73, 75, 76, 80 à 85, 135, 141 (2<sup>e</sup> al) et 167 (1<sup>er</sup> al)  
Décret 881-83, G.O. 1983, Partie 2, p. 2459

**TABLEAU DES MODIFICATIONS**  
**APPORTÉES AUX**  
**LOIS PUBLIQUES EN 1983**

*Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.*

*Les renseignements donnés dans ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications.*

*Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues, le Code civil et le Code municipal sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.*

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-2.1	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.	2, 1983, P.L. 3, a. 54 34, 1983, P.L. 51, a. 132 59, 1983, P.L. 3, a. 55 73, 1983, P.L. 3, a. 56 79, 1983, P.L. 3, a. 57
L.R.Q., c. A-3	Loi sur les accidents du travail	46, 1983, P.L. 43, a. 1 88, 1983, P.L. 43, a. 2
L.R.Q., c. A-6	Loi sur l'administration financière	9.1, 1983, P.L. 3, a. 58 20, 1983, P.L. 51, a. 133 22, 1983, P.L. 51, a. 134 46.1, 46.2, 1983, P.L. 51, a. 135
L.R.Q., c. A-13.1	Loi sur l'aide au développement touristique	1, 1983, P.L. 22, a. 1 3, 1983, P.L. 22, a. 2 4, Ab. 1983, P.L. 22, a.3 5, 1983, P.L. 22, a. 4 6, 1983, P.L. 22, a. 5 8, 1983, P.L. 22, a. 6 9, 1983, P.L. 22, a. 7 10, 1983, P.L. 22, a. 8 11, 1983, P.L. 22, a. 9 12, 1983, P.L. 22, a. 10 16-36, Ab. 1983, P.L. 50, a. 3 37, 1983, P.L. 22, a. 11 1983, P.L. 50, a. 4 38, 1983, P.L. 50, a. 5
L.R.Q., c. A-18	Loi favorisant l'amélioration des fermes	3, 1983, P.L. 112, a. 1 5, 5.1, 5.2, 1983, P.L. 112, a. 2 7.1, 1983, P.L. 112, a. 3
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	2, 1983, P.L. 12, a.1 61, 1983, P.L. 12, a. 2 72, 1983, P.L. 12, a. 3 85, 1983, P.L. 45, a. 34 85.1, 1983, P.L. 45, a. 35 116, 1983, P.L. 45, a. 36 151, 1983, P.L. 12, a. 4

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme — Suite	152, 1983, P.L. 12, a. 5 154.1, 1983, P.L. 12, a. 6 205, 1983, P.L. 45, a. 37 205.1, 1983, P.L. 45, a. 38 264.1, 1983, P.L. 45, a. 39 264.2, 1983, P.L. 45, a. 40 264.3, 1983, P.L. 28, a. 72 1983, P.L. 45, a. 41
L.R.Q., c. A-23	Loi sur les arpenteurs-géomètres	13, 1983, P.L. 50, a. 8
L.R.Q., c. A-23.1	Loi sur l'Assemblée nationale	124.1, 124.2, 1983, P.L. 51, a. 136 127, 1983, P.L. 51, a. 137
L.R.Q., c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts	2.1, 1983, P.L. 11, a. 1 6, 6.1-6.3, 7, 7.1, 8, 8.1-8.3, 9, 10, 10.1, 10.2, 11, 11.1, 12, 13, 13.1, 14, 1983, P.L. 11, a. 2 18, 1983, P.L. 11, a. 3 20, 1983, P.L. 11, a. 4 30, 1983, P.L. 11, a. 5 31, 31.1-31.4, 1983, P.L. 11, a. 10 32, 32.1, 1983, P.L. 11, a. 11 33, 1983, P.L. 11, a. 12 33.1, 33.2, 1983, P.L. 11, a. 13 34, 1983, P.L. 11, a. 14 34.1-34.3, 1983, P.L. 11, a. 15 35, 1983, P.L. 11, a. 16 37, 1983, P.L. 11, aa. 17, 18 38, 38.1, 38.2, 1983, P.L. 11, a. 19 39, 1983, P.L. 11, a. 20 40, 1983, P.L. 11, a. 21 40.1, 1983, P.L. 11, a. 22 40.2, 1983, P.L. 11, a. 24 40.3, 1983, P.L. 11, a. 25 41.1, 41.2, 1983, P.L. 11, a. 27 42, 1983, P.L. 11, a. 28 43, 1983, P.L. 11, a. 29 46, 1983, P.L. 11, a. 30 48-50, 1983, P.L. 11, a. 31 51, 1983, P.L. 11, a. 32 52, 52.1, 52.2, 1983, P.L. 11, a. 34 57, 1983, P.L. 11, a. 35
L.R.Q., c. A-29	Loi sur l'assurance-maladie	15, 1983, P.L. 50, a. 9 21, 1983, P.L. 50, a. 10 96, 1983, P.L. 19, a. 102
L.R.Q., c. A-29.1	Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers	1, 1983, P.L. 5, a. 66

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-32	Loi sur les assurances	109, 1983, P.L. 50, a. 11 411, 1983, P.L. 50, a. 12
L.R.Q., c. B-1	Loi sur le Barreau	128, 1983, P.L. 17, a. 100
L.R.Q., c. B-4	Loi sur les biens culturels	7.5, 1983, P.L. 3, a. 59 7.6, 1983, P.L. 3, a. 60
L.R.Q., c. C-1	Loi sur le cadastre	21, 1983, P.L. 3, a. 62
L.R.Q., c. C-2	Loi sur la caisse de dépôt et placement du Québec	21, 1983, P.L. 21, a. 80
L.R.Q., c. C-8	Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	4, 1983, P.L. 19, a. 103 26.1, 1983, P.L. 19, a. 104
L.R.Q., c. C-11	Charte de la langue française	Préambule, 1983, P.L. 57, a. 1 20, 1983, P.L. 57, a. 2 22.1, 1983, P.L. 57, a. 3 23, 1983, P.L. 57, a. 4 25, Ab. 1983, P.L. 57, a. 5 26, 1983, P.L. 57, a. 6 28, 1983, P.L. 57, a. 7 30.1, 1983, P.L. 57, a. 8 35, 1983, P.L. 57, a. 9 40, 1983, P.L. 57, a. 10 52, 53, 1983, P.L. 57, a. 11 58, 1983, P.L. 57, a. 12 62, 1983, P.L. 57, a. 13 68, 1983, P.L. 57, a. 14 73, 1983, P.L. 57, a. 15 81, 1983, P.L. 57, a. 16 82, 1983, P.L. 57, a. 17 83-83.3, 1983, P.L. 57, a. 18 85, 1983, P.L. 57, a. 19 86.1, 1983, P.L. 57, a. 20 87, 1983, P.L. 57, a. 21 88, 1983, P.L. 57, a. 22 97, 1983, P.L. 57, a. 23 118, 1983, P.L. 57, a. 24 123, 123.1, 1983, P.L. 57, a. 25 131, 1983, P.L. 57, a. 26 134, 1983, P.L. 57, a. 27 136, 1983, P.L. 57, a. 28 137, 1983, P.L. 57, a. 29 138.1, 1983, P.L. 57, a. 30 139, 1983, P.L. 57, a. 31 140, 1983, P.L. 57, a. 32 143, 1983, P.L. 57, a. 33 144, 144.1, 1983, P.L. 57, a. 34 146, 1983, P.L. 57, a. 35 147, 1983, P.L. 57, a. 36 148, 1983, P.L. 57, a. 37 150, 1983, P.L. 57, a. 38

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-11	Charte de la langue française — Suite	153, 1983, P.L. 57, a. 39 154, 154.1, 1983, P.L. 57, a. 40 155-155.4, 1983, P.L. 57, a. 41 179, 1983, P.L. 57, a. 42 <b>Modifications globales:</b> 157-162, 164, 167, 168, 180, 183, 184, 212, 1983, P.L. 57, a. 43
L.R.Q., c. C-13	Loi sur les chemins de colonisation	16, 1983, P.L. 18, a. 67 1983, P.L. 50, a. 13
L.R.Q., c. C-14	Loi sur les chemins de fer	<b>Modifications globales:</b> 80, 81, 88, 173, 1983, P.L. 18, a. 68
L.R.Q., c. C-18	Loi sur le cinéma	Remp. 1983, P.L. 109, a. 194
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes	28.1-28.4, 1983, P.L. 45, a. 42 65.4, 1983, P.L. 45, a. 43 65.13, 1983, P.L. 45, a. 44 70.7, Ab. 1983, P.L. 45, a. 45 71, 1983, P.L. 45, a. 46 72, 1983, P.L. 45, a. 47 73.1, 1983, P.L. 45, a. 48 77, 1983, P.L. 45, a. 49 89, Ab. 1983, P.L. 3, a. 62 112-114.1, 1983, P.L. 45, a. 50 412, 1983, P.L. 45, a. 51 414.1, 1983, P.L. 45, a. 52 415, 1983, P.L. 45, a. 53 416, 1983, P.L. 47, a. 96 467-467.14, 1983, P.L. 46, a. 35 468, 1983, P.L. 45, a. 54 468.51, 1983, P.L. 45, a. 55 523, 1983, P.L. 45, a. 56 542.2-542.4, 1983, P.L. 45, a. 57 549, 1983, P.L. 45, a. 58 551, 1983, P.L. 45, a. 59 573, 1983 P.L. 45, a. 60 573.5-573.10, 1983, P.L. 45, a. 61
L.R.Q., c. C-24.1	Code de la sécurité routière	1, 1983, P.L. 47, a. 98 58, 1983, P.L. 47, a. 99 95.1, 1983, P.L. 47, a. 100 273, 1983, P.L. 47, a. 101 <b>Modifications globales:</b> 66, 92, 133, 197, 200, 252, 276, 512, 558, 1983, P.L. 47, a. 98
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile	4, 1983, P.L. 50, a. 14 137, 1983, P.L. 26, a. 1 138, 1983, P.L. 26, a. 2 141, 1983, P.L. 26, a. 3

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — Suite	144, 1983, P.L. 26, a. 4 146, 1983, P.L. 26, a. 5 149, 1983, P.L. 26, a. 6 185, 1983, P.L. 26, a. 7 198, 1983, P.L. 26, a. 8 278, 1983, P.L. 26, a. 9 321, 1983, P.L. 26, a. 10 396, 1983, P.L. 26, a. 11 397, 1983, P.L. 26, a. 12 398, 1983, P.L. 26, a. 13 398.1, 1983, P.L. 26, a. 14 401, 1983, P.L. 26, a. 15 411, 1983, P.L. 26, a. 16 475, 1983, P.L. 26, a. 17 477, 1983, P.L. 26, a. 18 494, 1983, P.L. 26, a. 19 511, 1983, P.L. 26, a. 20 546.1, 1983, P.L. 26, a. 21 582, 1983, P.L. 26, a. 22 583.3, 1983, P.L. 26, a. 23 613, 1983, P.L. 26, a. 24 730, 1983, P.L. 26, a. 25 737, 1983, P.L. 26, a. 26 739, 1983, P.L. 26, a. 27 752.1, 1983, P.L. 26, a. 28 753, 753.1, 1983, P.L. 26, a. 29 754-754.3, 1983, P.L. 26, a. 30 813.3, 1983, P.L. 55, a. 7 825, 1983, P.L. 55, a. 8 825.1, 1983, P.L. 55, a. 9 825.6, 825.7, 1983, P.L. 55, a. 10 834-834.2, 1983, P.L. 26, a. 31 835-835.5, 1983, P.L. 26, a. 32 839, 1983, P.L. 21, a. 33 847-849, Ab. 1983, P.L. 26, a. 34 850, 1983, P.L. 26, a. 35
L.R.Q., c. C-26	Code des professions	12, 1983, P.L. 50, a. 15 61, 1983, P.L. 50, a. 16 66, 66.1, 1983, P.L. 50, a. 17 70, 1983, P.L. 50, a. 18 71, 1983, P.L. 50, a. 19 72, 1983, P.L. 50, a. 20 78, 1983, P.L. 50, a. 21 86, 1983, P.L. 50, a. 22 94, 1983, P.L. 50, a. 23 156, 1983, P.L. 50, a. 24 158, 1983, P.L. 50, a. 25 182, 1983, P.L. 50, a. 26
L.R.Q., c. C-27	Code du travail	1, 1983, P.L. 17, a. 1 1983, P.L. 51, a. 138 14, 1983, P.L. 17, a. 2 15, 1983, P.L. 17, a. 3 16, 1983, P.L. 17, a. 4

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-27	Code du travail — Suite	17, 1983, P.L. 17, a. 5 18, Ab. 1983, P.L. 17, a. 6 19, 1983, P.L. 17, a. 7 20, 1983, P.L. 17, a. 8 21, 1983, P.L. 17, a. 9 22, 1983, P.L. 17, a. 10 23.1, 1983, P.L. 17, a. 11 25, 1983, P.L. 17, a. 12 27.1, 1983, P.L. 17, a. 13 28, 1983, P.L. 17, a. 14 29, 1983, P.L. 17, a. 15 31, 1983, P.L. 17, a. 16 32, 1983, P.L. 17, a. 17 36, 1983, P.L. 17, a. 18 37, 1983, P.L. 17, a. 19 37.1, 1983, P.L. 17, a. 20 39, 1983, P.L. 17, a. 21 40, 1983, P.L. 17, a. 22 41, 1983, P.L. 17, a. 23 47.4, 1983, P.L. 17, a. 24 49, 1983, P.L. 17, a. 25 53.1, 1983, P.L. 17, a. 26 57.1, 1983, P.L. 17, a. 27 58, 1983, P.L. 17, a. 28 74, 1983, P.L. 17, a. 30 75, 1983, P.L. 17, a. 31 76, 1983, P.L. 17, a. 32 77, 1983, P.L. 17, a. 33 78, 1983, P.L. 17, a. 34 79, 1983, P.L. 17, a. 35 80, 1983, P.L. 17, a. 36 81, 1983, P.L. 17, a. 37 82, 1983, P.L. 17, a. 38 83, 1983, P.L. 17, a. 39 84, 1983, P.L. 17, a. 40 85, 1983, P.L. 17, a. 41 87, 1983, P.L. 17, a. 42 88, 1983, P.L. 17, a. 43 89, 1983, P.L. 17, a. 44 90, 1983, P.L. 17, a. 45 91, 1983, P.L. 17, a. 46 92, 1983, P.L. 17, a. 47 93.1, 93.3, 1983, P.L. 17, a. 48 93.4, 1983, P.L. 17, a. 49 93.5, 1983, P.L. 17, a. 50 93.6, Ab. 1983, P.L. 17, a. 51 93.8, Ab. 1983, P.L. 17, a. 52 93.9, 1983, P.L. 17, a. 53 94, 1983, P.L. 17, a. 54 95, Ab. 1983, P.L. 17, a. 55 96, 1983, P.L. 17, a. 56 97, 1983, P.L. 17, a. 57 98, 1983, P.L. 17, a. 58 99, Ab. 1983, P.L. 17, a. 59 100, 1983, P.L. 17, a. 61



Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-27	Code du travail — <b>Suite</b>	<b>100.0.1, 100.0.2, 1983, P.L. 17, a. 62</b> <b>100.1, 1983, P.L. 17, a. 63</b> <b>100.1.1, 100.1.2, 1983, P.L. 17, a. 64</b> <b>100.2, 1983, P.L. 17, a. 65</b> <b>100.2.1, 1983, P.L. 17, a. 66</b> <b>100.3, 1983, P.L. 17, a. 67</b> <b>100.4, 1983, P.L. 17, a. 68</b> <b>100.5, 1983, P.L. 17, a. 69</b> <b>100.6, 1983, P.L. 17, a. 70</b> <b>100.7, 1983, P.L. 17, a. 71</b> <b>100.9, 1983, P.L. 17, a. 72</b> <b>100.11, 1983, P.L. 17, a. 73</b> <b>100.12, 1983, P.L. 17, a. 74</b> <b>100.13-100.15, Ab. 1983, P.L. 17, a. 75</b> <b>100.16, 1983, P.L. 17, a. 76</b> <b>101, 1983, P.L. 17, a. 77</b> <b>101.1, Ab. 1983, P.L. 17, a. 78</b> <b>101.2, 1983, P.L. 17, a. 79</b> <b>101.3, 1983, P.L. 17, a. 80</b> <b>101.4, Ab. 1983, P.L. 17, a. 81</b> <b>101.5, 1983, P.L. 17, a. 82</b> <b>101.6, 1983, P.L. 17, a. 83</b> <b>101.7, 1983, P.L. 17, a. 84</b> <b>101.8, 101.9, 1983, P.L. 17, a. 85</b> <b>103, 1983, P.L. 17, a. 86</b> <b>105, 1983, P.L. 17, a. 87</b> <b>109.1, 1983, P.L. 17, a. 88</b> <b>109.2, 1983, P.L. 17, a. 89</b> <b>110.1, 1983, P.L. 17, a. 90</b> <b>130, 1983, P.L. 17, a. 91</b> <b>138, 1983, P.L. 17, a. 92</b> <b>139, 1983, P.L. 17, a. 93</b>
L.R.Q., c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel	<b>24, 1983, P.L. 32, a. 58</b>
L.R.Q., c. C-34	Loi sur la Commission des affaires sociales	<b>21, 1983, P.L. 21, a. 81</b> <b>22, 1983, P.L. 26, a. 41</b>
L.R.Q., c. C-35	Loi sur la Commission municipale	<b>5, 1983, P.L. 21, a. 82</b> <b>1983, P.L. 45, a. 62</b> <b>15, 1983, P.L. 45, a. 63</b> <b>18, 1983, P.L. 45, a. 64</b>
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais	<b>1, 1983, P.L. 28, a. 1</b> <b>6-20, 1983, P.L. 28, a. 2</b> <b>23, 1983, P.L. 28, a. 3</b> <b>24, 1983, P.L. 28, a. 4</b> <b>25.1, 1983, P.L. 28, a. 5</b> <b>27, 28, 1983, P.L. 28, a. 6</b> <b>29-31, Ab. 1983, P.L. 28, a. 6</b> <b>34-34.3, 1983, P.L. 28, a. 7</b>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais — Suite	<p> 35, 1983, P.L. 28, a. 8  36-36.4, 1983, P.L. 28, a. 9  38, 1983, P.L. 28, a. 10  39, 1983, P.L. 28, a. 11  63-63.9, 1983, P.L. 28, a. 12  64.1, 1983, P.L. 28, a. 13  65, 1983, P.L. 28, a. 14  66, 1983, P.L. 28, a. 15  67.1, 1983, P.L. 28, a. 16  69, 1983, P.L. 28, a. 17  1983, P.L. 45, a. 65  70, Ab. 1983, P.L. 28, a. 17  71, 1983, P.L. 28, a. 18  1983, P.L. 45, a. 66  72.01, 1983, P.L. 45, a. 67  72.1-72.3, 1983, P.L. 28, a. 19  73, 1983, P.L. 28, a. 20  73.1, 73.2, 1983, P.L. 28, a. 21  74, 1983, P.L. 28, a. 22  76, 1983, P.L. 28, a. 23  77, 1983, P.L. 28, a. 24  77.1, 1983, P.L. 45, a. 68  81, 1983, P.L. 28, a. 25  82, 1983, P.L. 28, a. 26  83.1, 83.2, 1983, P.L. 28, a. 27  83.3-83.6, 1983, P.L. 45, a. 69  84-84.2, 1983, P.L. 28, a. 28  86, 1983, P.L. 28, a. 29  87, 1983, P.L. 28, a. 29  1983, P.L. 45, a. 70  87.1, 1983, P.L. 28, a. 29  87.2, 1983, P.L. 28, a. 29  1983, P.L. 45, a. 71  88, 89, Ab. 1983, P.L. 28, a. 30  91-104, Ab. 1983, P.L. 28, a. 31  105, Ab. 1983, P.L. 28, a. 33  106, 1983, P.L. 28, a. 34  108, Ab. 1983, P.L. 28, a. 35  109-112, Ab. 1983, P.L. 28, a. 36  114, 1983, P.L. 28, a. 38  115-120.2, 1983, P.L. 28, a. 39  121, 1983, P.L. 28, a. 40  122-125, 1983, P.L. 28, a. 41  126, 1983, P.L. 28, a. 42  127, Ab. 1983, P.L. 28, a. 43  128-128.2, 1983, P.L. 28, a. 44  129-131, Ab. 1983, P.L. 28, a. 45  133.1-133.3, 1983, P.L. 28, a. 46  134, 135, 135.1, 136, 1983, P.L.  28, a. 47  137, 1983, P.L. 28, a. 48  141, 1983, P.L. 28, a. 49  149, 1983, P.L. 28, a. 50  152, 1983, P.L. 28, a. 51  159-169.8, 1983, P.L. 28, a. 52 </p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais — Suite	<p>169.9, 1983, P.L. 28, a. 52  1983, P.L. 45, a. 72  169.9.1, 1983, P.L. 45, a. 73  169.10-169.12, 1983, P.L. 28,  a. 52  171, 1983, P.L. 28, a. 53  1983, P.L. 46, a. 36  171.1, 1983, P.L. 47, a. 102  172.1, 172.2, 1983, P.L. 46, a. 37  174, 1983, P.L. 28, a. 54  178, 1983, P.L. 28, a. 55  182, 1983, P.L. 46, a. 38  188, 1983, P.L. 28, a. 56  189, 1983, P.L. 28, a. 57  190, 1983, P.L. 28, a. 58  191, 192, 1983, P.L. 28, a. 59  193, 1983, P.L. 28, a. 60  1983, P.L. 45, a. 74  196, 1983, P.L. 46, a. 39  196.1, 1983, P.L. 46, a. 40  234, Ab. 1983, P.L. 28, a. 61  238, 1983, P.L. 28, a. 62  243, Ab. 1983, P.L. 28, a. 63  246, 1983, P.L. 28, a. 64  248, 248.1, 1983, P.L. 28, a. 65  250, 1983, P.L. 28, a. 66  251, 1983, P.L. 28, a. 67  251.1-251.3, 1983, P.L. 28, a. 68  252-259, Ab. 1983, P.L. 28, a. 69  264, 265, Ab. 1983, P.L. 28, a. 70  268, 1983, P.L. 28, a. 71</p>
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	<p>21, 1983, P.L. 45, a. 75  106, 1983, P.L. 45, a. 76  107, 1983, P.L. 45, a. 77  108.01, 1983, P.L. 45, a. 78  114.1, 114.2, 1983, P.L. 45, a. 79  117, 118, 1983, P.L. 15, a. 33  120.1-120.4, 1983, P.L. 45, a. 80  124, 1983, P.L. 45, a. 81  124.2, 1983, P.L. 45, a. 82  220, 1983, P.L. 45, a. 83  236, 1983, P.L. 41, a. 41  253, 1983, P.L. 46, a. 42  1983, P.L. 45, a. 84  253.1, 1983, P.L. 47, a. 103  256, 257, 1983, P.L. 46, a. 43  258, 1983, P.L. 46, a. 44  265, 1983, P.L. 46, a. 45  266, 1983, P.L. 46, a. 46  267, 1983, P.L. 46, a. 47  268, Ab. 1983, P.L. 46, a. 48  279, 1983, P.L. 45, a. 85  289, 1983, P.L. 46, a. 49  289.1, 1983, P.L. 46, a. 50  294, 1983, P.L. 15, a. 34  302-306, Ab. 1983, P.L. 46, a. 51</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec	13, 1983, P.L. 45, a. 86 29, 1983, P.L. 45, a. 87 71, 1983, P.L. 45, a. 88 74, 75, 1983, P.L. 45, a. 89 76, 1983, P.L. 45, a. 90 77.1, 1983, P.L. 45, a. 91 82, 1983, P.L. 45, a. 92 86.1, 1983, P.L. 45, a. 93 91, 1983, P.L. 45, a. 94 92.1-92.4, 1983, P.L. 45, a. 95 94.2, 1983, P.L. 45, a. 96 96.2, 1983, P.L. 45, a. 97 96.4, 1983, P.L. 45, a. 98 97, 98, Ab. 1983, P.L. 45, a. 99 114, 1983, P.L. 45, a. 100 118, 1983, P.L. 45, a. 101 129, 1983, P.L. 45, a. 102 161, 1983, P.L. 45, a. 103 164, 1983, P.L. 45, a. 104 169, 1983, P.L. 46, a. 52 170, Ab. 1983, P.L. 46, a. 52 188, 1983, P.L. 46, a. 53 188.1, 1983, P.L. 47, a. 104 189.1, 189.2, 1983, P.L. 46, a. 54 190, 1983, P.L. 46, a. 55 199, 1983, P.L. 46, a. 56 216, 1983, P.L. 46, a. 57 216.1, 1983, P.L. 46, a. 58
L.R.Q., c. C-38	Loi sur les compagnies	219, 1983, P.L. 50, a. 27
L.R.Q., c. C-41	Loi sur les compagnies de fidéicomis	2, 1983, P.L. 50, a. 28
L.R.Q., c. C-45	Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone	9, 1983, P.L. 18, a. 69
L.R.Q., c. C-48	Loi sur les comptables agréés	10, 1983, P.L. 50, a. 29
L.R.Q., c. C-52.1	Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale	7, 1983, P.L. 50, a. 30 11.1, 1983, P.L. 50, a. 31
L.R.Q., c. C-61	Loi sur la conservation de la faune	Remp. 1983, P.L. 9, a. 184
L.R.Q., c. C-64.01	Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire	1.1, 1983, P.L. 24, a. 1 2, 1983, P.L. 24, a. 2 5, 1983, P.L. 24, a. 3 8.1-8.4, 1983, P.L. 24, a. 4 19, 1983, P.L. 24, a. 5 19.1, 1983, P.L. 24, a. 6
L.R.Q., c. C-64.1	Loi sur la consultation populaire	33, 1983, P.L. 51, a. 139 97, 1983, P.L. 50, a. 32 108, 1983, P.L. 50, a. 33
L.R.Q., c. C-68	Loi sur les coroners	Remp. 1983, P.L. 36, a. 185

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-70	Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport	4, 1983, P.L. 46, a. 59 38, 1983, P.L. 46, a. 60 38.1, 1983, P.L. 47, a. 105 62, 1983, P.L. 46, a. 61 63, Ab. 1983, P.L. 46, a. 62 67, 1983, P.L. 46, a. 63 67.1, Ab. 1983, P.L. 46, a. 64 110.1, 1983, P.L. 46, a. 65 116, 116.1, 1983, P.L. 46, a. 66
L.R.Q., c. C-73	Loi sur le courtage immobilier	1, 1983, P.L. 24, a. 7 2, 1983, P.L. 24, a. 8 2.1, 1983, P.L. 24, a. 9 9, 1983, P.L. 24, a. 10 15.1, 1983, P.L. 24, a. 11 20, 1983, P.L. 24, a. 12 23, 1983, P.L. 24, a. 13 <b>Modifications globales:</b> 1, 3, 4, 6, 7, 8, 13, 14, 16, 20, 21 1983, P.L. 24, a. 14
L.R.Q., c. C-77	Loi favorisant le crédit à la production agricole	4-4.3, 1983, P.L. 113, a. 1 5, 1983, P.L. 113, a. 2 5.1, 1983, P.L. 113, a. 3 6-6.3, 1983, P.L. 113, a. 4 11, 1983, P.L. 113, a. 5 22, 1983, P.L. 113, a. 6
L.R.Q., c. C-78	Loi sur le crédit forestier	3.1, 1983, P.L. 5, a. 65 13.1, 1983, P.L. 5, a. 65
L.R.Q., c. C-80	Loi sur la curatelle publique	12, 1983, P.L. 36, a. 193
L.R.Q., c. D-1	Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés	3, 1983, P.L. 50, a. 34
L.R.Q., c. D-3	Loi sur les dentistes	21, 1983, P.L. 50, a. 35 38, 1983, P.L. 50, a. 36
L.R.Q., c. D-5	Loi sur les dépôts et consignations	9, Ab. 1983, P.L. 36, a. 194
L.R.Q., c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires	2, 1983, P.L. 45, a. 105 27, 28, 29, 1983, P.L. 45, a. 106
L.R.Q., c. D-8	Loi sur le développement de la région de la Baie James	37, 1983, P.L. 45, a. 107
L.R.Q., c. D-8.1	Loi sur les développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre	16-16.6, 1983, P.L. 50, a. 37
L.R.Q., c. D-11	Loi sur la division territoriale	9, 1983, P.L. 26, a. 42 11, 1983, P.L. 26, a. 43
L.R.Q., c. D-13.2	Loi sur les droits successoraux	9, 1983, P.L. 44, a. 1 26, 1983, P.L. 44, a. 2 26.1, 27, 1983, P.L. 44, a. 3 29, 1983, P.L. 44, a. 4 32, 1983, P.L. 44, a. 5 42.1-42.6, 1983, P.L. 44, a. 6

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. D-17	Loi concernant les droits sur les transferts de terrains	44.1, 44.2, 1983, P.L. 54, a. 1 45, 1983, P.L. 54, a. 2
L.R.Q., c. E-1.1	Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment	2, 1983, P.L. 6, a. 1 25, Ab. 1983 P.L. 6, a. 2
L.R.Q., c. E-2.1	Loi sur les élections dans certaines municipalités	13, 1983, P.L. 45, a. 108
L.R.Q., c. E-6	Loi sur les employés publics	1, 1983, P.L. 50, a. 38
L.R.Q., c. E-8	Loi concernant les enquêtes sur les incendies	3, Ab. 1983, P.L. 36, a. 195 6, 1983, P.L. 36, a. 196 12, 1983, P.L. 26, a. 44 21, 1983, P.L. 36, a. 197 26, 1983, P.L. 26, a. 45 30.1, 30.2, 1983, P.L. 26, a. 46 34.1, 34.2, 1983, P.L. 36, a. 198
L.R.Q., c. E-9	Loi sur l'enseignement privé	63.1, 1983, P.L. 24, a. 15
L.R.Q., c. E-17	Loi sur les évêques catholiques romains	19, 1983, P.L. 50, a. 39
L.R.Q., c. E-18	Loi sur l'exécutif	4, 1983, P.L. 19, a. 108 1983, P.L. 18, a. 70 1983, P.L. 51, a. 140 10, 1983, P.L. 51, a. 141 10.1, 1983, P.L. 51, a. 142 11.5, 11.6, 1983, P.L. 51, a. 143
L.R.Q., c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	7, 1983, P.L. 18, a. 71
L.R.Q., c. E-23	Loi sur l'exportation de l'énergie électrique (Loi sur l'exportation de l'électricité)	Titre, 1983, P.L. 4, a. 33 1, 2, 1983, P.L. 4, a. 35 4, 1983, P.L. 4, a. 36 5, 1983, P.L. 4, a. 37 6, 6.1, 6.2, 1983, P.L. 4, a. 38 7, 8, Ab. 1983, P.L. 4, a. 40 9, 1983, P.L. 4, a. 41
L.R.Q., c. E-24	Loi sur l'expropriation	4, 1983, P.L. 15, a. 1 4.1, 1983, P.L. 15, a. 2 10, 1983, P.L. 15, a. 3 12, 1983, P.L. 15, a. 4 17, 1983, P.L. 15, a. 5 31, 1983, P.L. 15, a. 6 32, 32.1, 32.2, 1983, P.L. 15, a. 7 39, 40, 40.1, 41, 42, 42.1, 43, 44, 44.1, 44.3, 45, 1983, P.L. 15, a. 7 48, 1983, P.L. 15, a. 9 49-51, Ab. 1983, P.L. 15, a. 10 52.1, 1983, P.L. 15, a. 11 53, 53.1-53.17, 54, 54.1, 55, 55.1-55.3, 1983, P.L. 15, a. 12

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. E-24	Loi sur l'expropriation — Suite	<b>56</b> , 1983, P.L. 15, a. 13 <b>57</b> , Ab. 1983, P.L. 15, a.13 <b>59, 60, 60.1, 60.2</b> , 1983, P.L. 15, a. 14 <b>63</b> , 1983, P.L. 15, a. 15 <b>65</b> , 1983, P.L. 15, a. 16 <b>67.1</b> , 1983, P.L. 15, a. 17 <b>68</b> , 1983, P.L. 15, a. 18 <b>73</b> , 1983, P.L. 15, a. 19 <b>74</b> , Ab. 1983, P.L. 15, a. 19 <b>77, 77.1</b> , 1983, P.L. 15, a. 20 <b>79, 79.1, 79.2</b> , 1983, P.L. 15, a. 21 <b>80</b> , 1983, P.L. 15, a. 22 <b>81.1, 81.2</b> , 1983, P.L. 15, a. 23 <b>82</b> , Ab. 1983, P.L. 15, a. 24 <b>83</b> , 1983, P.L. 15, a. 25 <b>83.1, 83.2</b> , 1983, P.L. 15, a. 26 <b>84</b> , 1983, P.L. 15, a. 27 <b>85</b> , 1983, P.L. 15, a. 28 Annexes I, II, 1983, P.L. 15, a. 29
L.R.Q., c. F-1.1	Loi sur la fête nationale	<b>4</b> , 1983, P.L. 43, a. 6
L.R.Q., c. F-2	Loi régissant le financement des partis politiques	<b>105</b> , 1983, P.L. 51, a. 144
L.R.Q., c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale	<b>18</b> , 1983, P.L. 45, a. 109 <b>42</b> , 1983, P.L. 45, a. 110 <b>71</b> , 1983, P.L. 45, a. 111 <b>78</b> , 1983, P.L. 45, a. 112 <b>80.1</b> , 1983, P.L. 45, a. 113 <b>131</b> , 1983, P.L. 45, a. 114 <b>133</b> , 1983, P.L. 45, a. 115 <b>147</b> , 1983, P.L. 45, a. 116 <b>204</b> , 1983, P.L. 18, a. 72 <b>223</b> , 1983, P.L. 45, a. 117 <b>228</b> , 1983, P.L. 45, a. 118 <b>230</b> , 1983, P.L. 45, a. 119 <b>237</b> , 1983, P.L. 45, a. 120 <b>238</b> , Ab. 1983, P.L. 45, a. 121 <b>255</b> , 1983, P.L. 18, a. 73 <b>257</b> , 1983, P.L. 18, a. 74 <b>260, 260.1</b> , Ab. 1983, P.L. 45, a. 122 <b>262</b> , 1983, P.L. 45, a. 123 <b>263</b> , 1983, P.L. 45, a. 124 <b>264</b> , 1983, P.L. 45, a. 125 <b>505.1</b> , 1983, P.L. 45, a. 126 <b>506</b> , 1983, P.L. 45, a. 127 <b>507</b> , 1983, P.L. 45, a. 128 <b>584</b> , 1983, P.L. 45, a. 129
L.R.Q., c. F-3.1	Loi sur la fonction publique	Remp. 1983, P.L. 51, a. 153
L.R.Q., c. F-5	Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre	<b>30</b> , 1983, P.L. 50, a. 40

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. G-1.1	Loi sur les grains	23, 1983, P.L. 13, a. 1 58, 1983, P.L. 13, a. 2
L.R.Q., c. H-3	Loi sur l'hôtellerie	9, 1983, P.L. 50, a. 41 11, 1983, P.L. 50, a. 42 <b>Note:</b> les modifications aux articles 9 et 11 cessent d'avoir effet le 31 décembre 1984
L.R.Q., c. H-5	Loi sur l'Hydro-Québec ( <i>Loi sur Hydro-Québec</i> )	Titre, 1983, P.L. 4, a. 1 4.4.1, 1983, P.L. 4, a. 2 5, 1983, P.L. 4, a. 3 6, Ab. 1983, P.L. 4, a. 4 7, 1983, P.L. 4, a. 5 8, 1983, P.L. 4, a. 6 9, 1983, P.L. 4, a. 7 10, 11, Ab. 1983, P.L. 4, a. 8 11.3, 1983, P.L. 4, a. 9 11.4, Ab. 1983, P.L. 4, a. 10 11.5, 1983, P.L. 4, a. 11 21.2, 1983, P.L. 4, a. 12 21.3, 1983, P.L. 4, a. 13 22, 22.0.1, 1983, P.L. 4, a. 15 22.1, 1983, P.L. 4, a. 16 23, 1983, P.L. 4, a. 17 24, 1983, P.L. 4, a. 18 29, 1983, P.L. 4, a. 19 31, 1983, P.L. 4, a. 20 32, 1983, P.L. 4, a. 21 39, 1983, P.L. 4, a. 22 39.1, 1983, P.L. 4, a. 23 39.2, 1983, P.L. 4, a. 24 39.4, Ab. 1983, P.L. 4, a. 25 39.5, 39.5.1, 1983, P.L. 4, a. 26 39.6, 39.7, Ab. 1983, P.L. 4, a. 27 39.8, 1983, P.L. 4, a. 28 39.9, Ab. 1983, P.L. 4, a. 29 39.10, 1983, P.L. 4, a. 30 48.1, 1983, P.L. 4, a. 31 60, 1983, P.L. 4, a. 32
L.R.Q., c. I-1	Loi concernant l'impôt sur la vente en détail	6, 1983, P.L. 44, a. 7 7, 1983, P.L. 44, a. 8 10, 1983, P.L. 44, a. 9 1983, P.L. 14, a. 1 10.1, 1983, P.L. 44, a. 10 17, 1983, P.L. 44, a. 11 1983, P.L. 54, a. 3 1983, P.L. 14, a. 2 20.1, 1983, P.L. 54, a. 4 20.2.1, 1983, P.L. 54, a. 5 20.3-20.5, 1983, P.L. 14, a. 3 20.6, 1983, P.L. 44, a. 12 20.7, 20.8, 1983, P.L. 54, a. 6 24, Ab. 1983, P.L. 54, a. 8 26, Ab. 1983, P.L. 54, a. 9



Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts	1, 1983, P.L. 44 a. 13 36, 1983, P.L. 43, a. 3 37.1, 1983, P.L. 44, a. 14 38, 1983, P.L. 44, a. 15 41, 1983, P.L. 44, a. 16 42, 1983, P.L. 54, a. 10 42.1-42.5, 1983, P.L. 43, a. 4 60, 1983, P.L. 44, a. 17 61, 1983, P.L. 44 a. 18 62, 1983, P.L. 54 a. 11 63, 1983, P.L. 54, a. 12 79.1-79.3, 1983, P.L. 44, a. 19 87.2, 1983, P.L. 44, a. 20 119.1, 1983, P.L. 44, a. 21 135.2, 1983, P.L. 44, a. 22 157.4, 1983, P.L. 44, a. 23 310, 1983, P.L. 44, a. 24 339, 1983, P.L. 44, a. 25 487.1-487.6, 1983, P.L. 44, a. 26 726.1, 1983, P.L. 44, a. 27 771.2, 1983, P.L. 44, a. 28 776, 1983, P.L. 44, a. 29 776.1.1-776.1.5, 1983, P.L. 44, a. 30 776.2, 1983, P.L. 14, a. 4 943.2, 1983, P.L. 44, a. 31 944.1, 1983, P.L. 44, a. 32 946, 1983, P.L. 44, a. 33 955, 1983, P.L. 44, a. 34 955.1, 1983, P.L. 44, a. 35 961.1.2, 961.1.3, 1983, P.L. 44, a. 36 965.1-965.27, 1983, P.L. 44, a. 37 1014, 1983, P.L. 52, a. 4 1015.2, 1983, P.L. 43, a. 5 1025, 1983, P.L. 54, a. 13 1026, 1983, P.L. 54, a. 14 1983, P.L. 44, a. 38 1026.1, 1983, P.L. 54, a. 15 1027, 1983, P.L. 44, a. 39 1029.1, 1983, P.L. 44, a. 40 1029.2, 1983, P.L. 44, a. 41 1029.3, 1983, P.L. 44, a. 42 1029.7, 1983, P.L. 44, a. 43 1030, 1983, P.L. 14, a. 5 1983, P.L. 52, a. 5 1044, 1983, P.L. 54, a. 16 1045, 1983, P.L. 54, a. 17 1048, Ab. 1983, P.L. 54, a. 18 1049.1, 1983, P.L. 44, a. 44 1050, 1983, P.L. 54, a. 19 1051, 1983, P.L. 54, a. 20 1052, 1983, P.L. 54, a. 21 1053, 1983, P.L. 54, a. 22 1071, 1983, P.L. 52, a. 6

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — Suite	1072, 1983, P.L. 52, a. 7 1078, 1983, P.L. 52, a. 8 1132, 1983, P.L. 14, a. 6 1983, P.L. 44, a. 45 1211, 1983, P.L. 44, a. 46 1212, 1983, P.L. 44, a. 47 1218, 1983, P.L. 44, a. 48
L.R.Q., c. I-8.1	Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques	2, 1983, P.L. 29, a. 11 80, 1983, P.L. 29, a. 13 83, 83.1, 1983, P.L. 29, a. 14 89, 1983, P.L. 29, a. 16 91, 1983, P.L. 29, a. 17 92, 1983, P.L. 29, a. 18 94, 1983, P.L. 29, a. 19 101, 1983, P.L. 29, a. 20 108, 1983, P.L. 29, a. 21 110, 1983, P.L. 29, a. 22 117, 1983, P.L. 26, a. 47 121, 1983, P.L. 26, a. 48 125, 1983, P.L. 26, a. 49
L.R.Q., c. I-9	Loi sur les ingénieurs	8, 1983, P.L. 33, a. 1 11, 1983, P.L. 50, a. 43 13, 1983, P.L. 33, a. 2
L.R.Q., c. I-11	Loi sur les inhumations et les exhumations	3, 1983, P.L. 36, a. 199 16, 1983, P.L. 36, a. 200
L.R.Q., c. I-11.1	Loi sur l'inspecteur général des institutions financières	23, 23.1, 1983, P.L. 50, a. 44 38, 1983, P.L. 3, a. 63 234, Ab. 1983, P.L. 50, a. 45
L.R.Q., c. I-14	Loi sur l'instruction publique	15.1, 1983, P.L. 50, a. 46 190, 1983, P.L. 17, a. 101 208, 1983, P.L. 17, a. 102 330, 1983, P.L. 50, a. 47 657, 1983, P.L. 50, a. 48
L.R.Q., c. J-2	Loi sur les jurés	4, 1983, P.L. 36, a. 201
L.R.Q., c. L-1	Loi sur la Législature	103.4, 1983, P.L. 21, a. 86 103.16, 1983, P.L. 21, a. 87
L.R.Q., c. L-3	Loi sur les licences	9, 1983, P.L. 44, a. 49 10, 11, Ab. 1983, P.L. 44, a. 49 13, 1983, P.L. 44, a. 50 16.1, 1983, P.L. 44, a. 51 23-39.1, 67-79, Ab. 1983, P.L. 44, a. 52 79.2, 1983, P.L. 14, a. 7 1983, P.L. 44, a. 53 79.3, 1983, P.L. 14, a. 8 1983, P.L. 44, a. 54

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. L-3	Loi sur les licences — <b>Suite</b>	<b>79.3.1</b> , 1983, P.L. 44, a. 55 <b>79.8</b> , Ab. 1983, P.L. 54, a. 23 <b>86-88, 97-141</b> , Ab. 1983, P.L. 44, a. 56
L.R.Q., c. L-6	Loi sur les loteries, les courses, les concours publics et les appareils d'amusement	<b>1</b> , 1983, P.L. 54, a. 24 <b>23</b> , 1983, P.L. 54, a. 25 <b>24</b> , 1983, P.L. 54, a. 26 <b>24.1</b> , 1983, P.L. 54, a. 27 <b>29</b> , 1983, P.L. 54, a. 29 <b>83</b> , 1983, P.L. 54, a. 30 <b>110</b> , 1983, P.L. 54, a. 31 <b>119</b> , 1983, P.L. 54, a. 32 <b>121-122.2</b> , 1983, P.L. 54, a. 33 <b>Modifications globales:</b> <b>25, 26, 27, 28, 31</b> , 1983, P.L. 54, a. 28
L.R.Q., c. M-9	Loi médicale	<b>23</b> , 1983, P.L. 50, a. 49
L.R.Q., c. M-13	Loi sur les mines	<b>125</b> , 1983, P.L. 45, a. 130 <b>129</b> , 1983, P.L. 50, a. 50 <b>130</b> , 1983, P.L. 45, a. 131 <b>223</b> , 1983, P.L. 50, a. 51 <b>296</b> , 1983, P.L. 50, a. 52 <b>303</b> , 1983, P.L. 50, a. 53 <b>305.1</b> , 1983, P.L. 50, a. 54 <b>332</b> , 1983, P.L. 50, a. 55
L.R.Q., c. M-15.1	Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources	<b>10</b> , Ab. 1983, P.L. 3, a. 64
L.R.Q., c. M-15.2	Loi sur le ministère de l'Environnement	<b>8.1</b> , 1983, P.L. 3, a. 65
L.R.Q., c. M-15.3	Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur	<b>7</b> , 1983, P.L. 24, a. 16 <b>15</b> , Ab. 1983, P.L. 3, a. 66
L.R.Q., c. M-19.1	Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu	<b>16</b> , Ab. 1983, P.L. 3, a. 67
L.R.Q., c. M-20	Loi sur le ministère des Affaires culturelles	<b>3</b> , 1983, P.L. 109, a. 186 <b>4</b> , 1983, P.L. 19, a. 109 <b>17, 18</b> , Ab. 1983, P.L. 109, a. 187 <b>19-29</b> , 1983, P.L. 3, a. 49
L.R.Q., c. M-23	Loi sur le ministère des Affaires sociales	<b>9.1</b> , Ab. 1983, P.L. 3, a. 69 <b>11.1</b> , 1983, P.L. 19, a. 110
L.R.Q., c. M-28	Loi sur le ministère des Transports	<b>3</b> , 1983, P.L. 18, a. 75 <b>8.1</b> , Ab. 1983, P.L. 3, a. 70 <b>11-11.5</b> , 1983, P.L. 18, a. 76
L.R.Q., c. M-29	Loi sur le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement	Ab. 1983, P.L. 18, a. 77
L.R.Q., c. M-29.1	Loi sur le ministère du Commerce extérieur	<b>17</b> , Ab. 1983, P.L. 3, a. 71

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu	1, 1983, P.L. 54, a. 34 4, 1983, P.L. 44, a. 57 5, 1983, P.L. 51, a. 145 8, 1983, P.L. 14, a. 9 8.1, Ab. 1983, P.L. 3, a. 72 14, 1983, P.L. 54, a. 35 22, Ab. 1983, P.L. 54, a. 36 24, 1983, P.L. 54, a. 37 25, 1983, P.L. 54, a. 38 28.2, 1983, P.L. 54, a. 39 32, 1983, P.L. 14, a. 10 34, 1983, P.L. 43, a. 7 1983, P.L. 54, a. 40 35.1-35.6, 1983, P.L. 54, a. 41 37, Ab. 1983, P.L. 54, a. 42 59, 59.1, 1983, P.L. 43, a. 8 59.2-59.6, 1983, P.L. 54, a. 44 60, 61, 1982, P.L. 43, a. 8 64, 1983, P.L. 54, a. 45 65, 1983, P.L. 52, a. 1 68.1, 1983, P.L. 44, a. 58 93.2-93.21, 1983, P.L. 52, a. 2 94.1-94.3, 1983, P.L. 54, a. 47
L.R.Q., c. M-32.1	Loi sur le ministère du Travail	11, Ab. 1983, P.L. 3, a. 73
L.R.Q., c. M-34	Loi sur les ministères	1, 1983, P.L. 19, a. 111 1983, P.L. 18, a. 78 1983, P.L. 51, a. 146
L.R.Q., c. M-36	Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles	2, 5, 7, 1983, P.L. 50, a. 56
L.R.Q., c. M-43	Loi sur les musées	Remp. 1983, P.L. 35, a. 53
L.R.Q., N-1.1	Loi sur les normes du travail	29, 1983, P.L. 43, a. 9 46, 1983, P.L. 43, a. 10 50, 1983, P.L. 43, a. 11 74, 1983, P.L. 17, a. 103 99, 1983, P.L. 43, a. 12 126, 1983, P.L. 17, a. 104 156, 1983, P.L., 21, a. 88
L.R.Q., c. N-2	Loi sur le notariat	93, 1983, P.L. 50, a. 57 127, 1983, P.L. 50, a. 58
L.R.Q., c. O-7	Loi sur l'optométrie	12, 1983, P.L. 50, a. 59
L.R.Q., c. P-7	Loi sur le parc de la Mauricie et ses environs	1, 1983, P.L. 18, a. 79
L.R.Q., c. P-8	Loi sur le parc Forillon et ses environs	1, 1983, P.L. 18, a. 80 3, 1983, P.L. 18, a. 81 5, 1983 P.L. 18, a. 82

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-9	Loi sur les parcs	15, 1983, P.L. 9, a. 195
L.R.Q., c. P-9.1	Loi sur les permis d'alcool	31, 1983, P.L. 29, a. 23 36, 1983, P.L. 26, a. 50 53, 1983, P.L. 26, a. 51 79, 1983, P.L. 26, a. 52 82, 1983, P.L. 26, a. 53 86, 1983, P.L. 26, a. 54 94, 1983, P.L. 26, a. 55 97, 1983, P.L. 26, a. 56 111, 1983, P.L. 26, a. 57 112, 1983, P.L. 26, a. 58 113, 1983, P.L. 26, a. 59 114, 1983, P.L. 26, a. 60
L.R.Q., c. P-10	Loi sur la pharmacie	12, 1983, P.L. 50, a. 60
L.R.Q., c. P-21	Loi sur les prêts et bourses aux étudiants	7, 1983, P.L. 19, a. 112
L.R.Q., c. P-22	Loi sur la preuve photographique de documents	2, 1983, P.L. 3, a. 74 3, 1983, P.L. 3, a. 75 4, 1983, P.L. 3, a. 76
L.R.Q., c. P-26	Loi sur la probation et sur les établissements de détention	19.2, 1983, P.L. 26, a. 61
L.R.Q., c. P-29	Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	1, 1983, P.L. 49, a. 1 7, 1983, P.L. 49, a. 2 9, 1983, P.L. 49, a. 3 33, 1983, P.L. 49, a. 4 35, 1983, P.L. 49, a. 5 40, 1983, P.L. 49, a. 6 40.1, 1983, P.L. 49, a. 7 44, 1983, P.L. 49, a. 8 46, 1983, P.L. 49, a. 9 49, 49.1, 1983, P.L. 49, a. 10
L.R.Q., c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse	72.2, 1983, P.L. 55, a. 11 72.3, 1983, P.L. 55 a. 12 135.1, 1983, P.L. 55, a. 13
L.R.Q., c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique	47, 1983, P.L. 36, a. 202 52, 1983, P.L. 36, a. 203 61, 1983, P.L. 36, a. 204
L.R.Q., c. P-38.1	Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre	1, 1983, P.L. 50, a. 61 3, 1983, P.L. 50, a. 62 12, 1983, P.L. 50, a. 63 13.1, 1983, P.L. 50, a. 64
L.R.Q., c. Q-1	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction	17.1, 1983, P.L. 24, a. 17 19, 1983, P.L. 24, a. 18 19.1, 19.2, 1983, P.L. 24, a. 19

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. Q-1	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction — Suite	33.1, 1983, P.L. 24, a. 20 58, 1983, P.L. 24, a. 21 72, 1983, P.L. 24, a. 22 72.1-72.4, 1983, P.L. 24, a. 23
L.R.Q., c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	16, 1983, P.L. 3, a. 78 34, 1983, P.L. 43, a. 13
L.R.Q., c. R-7	Loi sur la Régie des installations olympiques	16.1, 1983, P.L. 18, a. 83
L.R.Q., c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement	116, 1983, P.L. 24, a. 24
L.R.Q., c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	12, 1983, P.L. 20, a. 1 25.1, 1983, P.L. 3, a. 79 45, 1983, P.L. 20, a. 2 48, 1983, P.L. 20, a. 3 50, 1983, P.L. 43, a. 14 51.1, 1983, P.L. 20, a. 4 95, 1983, P.L. 20, a. 5 96, 1983, P.L. 20, a. 6 101, 1983, P.L. 20, a. 7 103, 1983, P.L. 20, a. 8 104, 1983, P.L. 20, a. 9 105, 1983, P.L. 20, a. 10 106.1, 106.2, 1983, P.L. 20, a. 11 108, 108.1-108.4, 1983, P.L. 20, a.12 109-113, Ab. 1983, P.L. 20, a.12 115, 1983, P.L. 20, a. 13 120, 120.1, 1983, P.L. 20, a. 14 124, 1983, P.L. 20, a. 15 128, 1983, P.L. 20, a. 16 129, 1983, P.L. 20, a. 17 132, 1983, P.L. 20, a. 18 133, 1983, P.L. 20, a. 19 134.1-134.3, 1983, P.L. 20, a. 20 134.4, 1983, P.L. 20, a. 20 1983, P.L. 50, a. 65 135, 1983, P.L. 20, a. 21 137.1 1983, P.L. 20, a. 22 157.1, 1983, P.L. 20, a. 23 158.1, 1983, P.L. 20, a. 24 164.1, 1983, P.L. 20, a. 25 166, 1983, P.L. 20, a. 26 219, 1983, P.L. 20, a. 27
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.	1-159, Remp. 1983, P.L. 21, a. 1 Annexes I-III, Remp. 1983, P.L. 21, a. 1 2, 1983, P.L. 51, a. 147 4, 1983, P.L. 51, a. 148 146, Ab. 1983, P.L. 3, a. 80 198, 1983, P.L. 50, a. 66

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants	1-55, Remp. 1983, P.L. 21, a. 2 9, 1983, P.L. 51, a. 149 37, 1983, P.L. 50, a. 67
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	2, 1983, P.L. 21, a. 3 3-5, 1983, P.L. 21, a. 4 6-7.1, Ab. 1983, P.L. 21, a. 4 8, 1983, P.L. 21, a. 5 8.1, 1983, P.L., 21, a. 6 10, 1983, P.L. 21, a. 7 11, 1983, P.L. 21, a. 8 12, 1983, P.L. 21, a. 9 13, 14, 17, Ab. 1983, P.L. 21 a. 9 18, 1983, P.L. 21, a. 10 18.1, 1983, P.L. 21, a. 11 18.2, 18.3, Ab. 1983, P.L. 21, a. 11 19, 1983, P.L. 21, a. 12 21, 22, 1983, P.L. 21, a. 13 23, 24, Ab. 1983, P.L. 21, a. 13 24.1, 1983, P.L. 21, a. 14 24.2, Ab. 1983, P.L. 21, a. 15 25-32, 1983, P.L. 21, a. 15 33-36, 39-41, Ab. 1983, P.L. 21, a. 15 43, 1983, P.L. 21, a. 16 43.1, 1983, P.L. 21, a. 17 43.2, 1983, P.L. 21, a. 18 43.3, 1983, P.L. 21, a. 19 45, 1983, P.L. 21, a. 20 46, 1983, P.L. 21, a. 21 47, Ab. 1983, P.L. 21, a. 21 51, 1983, P.L. 21, a. 22 52, 1983, P.L. 21, a. 23 53, 1983, P.L. 21, a. 24 54, 1983, P.L. 21, a. 25 55, 1983, P.L. 19, a. 113 1983, P.L. 109, a. 192 1983, P.L. 18, a. 84 1983, P.L. 35, a. 52 1983, P.L. 37, a. 38 1983, P.L. 50, a. 68 1983, P.L. 51, a. 150 56, 1983, P.L. 21, a. 26 58-60, 60.1, 1983, P.L. 21, a. 27 62, 63, 63.1-63.5, 1983, P.L. 21, a. 28 63.6, 1983, P.L. 21, a. 28 1983, P.L. 51, a. 151 63.7, 63.8, 1983, P.L. 21, a. 28 64, 1983, P.L. 21, a. 29 64.1, 1983, P.L. 21, a. 30 65, 1983, P.L. 21, a. 31

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires — Suite	<b>66</b> , 1983, P.L. 21, a. 32 <b>66.1</b> , <b>66.2</b> , 1983, P.L. 21, a. 33 <b>67</b> , <b>67.1</b> , 1983, P.L. 21, a. 34 <b>68</b> , 1983, P.L. 21, a. 35 <b>69</b> , 1983, P.L. 21, a. 36 <b>69.1-69.4</b> , Ab. 1983, P.L. 21, a. 37 <b>70</b> , 1983, P.L. 21, a. 38 <b>71</b> , Ab. 1983, P.L. 21, a. 38 <b>72</b> , 1983, P.L. 21, a. 39 <b>73</b> , Ab. 1983, P.L. 21, a. 40 <b>74</b> , 1983, P.L. 21, a. 41 <b>75-89.1</b> , 1983, P.L. 21, a. 42 <b>89.3</b> , 1983, P.L. 21, a. 43 <b>89.4</b> , 1983, P.L. 21, a. 44 <b>89.5</b> , 1983, P.L. 21, a. 45 <b>89.6</b> , 1983, P.L. 21, a. 46 <b>90</b> , 1983, P.L. 21, a. 47 <b>91</b> , 1983, P.L. 21, a. 48 <b>92</b> , Ab. 1983, P.L. 21, a. 49 <b>93</b> , 1983, P.L. 21, a. 50 <b>94</b> , 1983, P.L. 21, a. 51 <b>95</b> , 1983, P.L. 21, a. 52 1983, P.L. 109, a. 193 <b>96</b> , 1983, P.L. 21, a. 53 <b>97</b> , <b>98</b> , 1983, P.L. 21, a. 54 <b>99</b> , 1983, P.L. 21, a. 55 <b>99.1</b> , 1983, P.L. 51, a. 151 <b>102</b> , 1983, P.L. 21, a. 56 <b>103</b> , Ab. 1983, P.L. 21, a. 57 <b>105</b> , 1983, P.L. 21, a. 58 <b>106</b> , <b>107</b> , 1983, P.L. 21, a. 59 <b>109-121</b> , 1983, P.L. 21, a. 60 Annexe A, 1983, P.L. 21, a. 61 Annexe A, renumérotée A.1, 1983, P.L. 21, a. 62 <b>Modifications globales:</b> <b>8.1</b> , <b>11</b> , <b>19</b> , <b>20</b> , <b>24.1</b> , <b>44</b> , <b>45</b> , <b>49</b> , <b>51</b> , <b>52</b> , <b>53.1</b> , <b>55</b> , <b>61</b> , <b>64.1</b> , <b>68</b> , <b>99</b> , 1983, P.L. 21, a. 63
L.R.Q., c. R-14	Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec	<b>14</b> , 1983, P.L. 17, a. 105
L.R.Q., c. R-16	Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités	<b>1</b> , 1983, P.L. 21, a. 89
L.R.Q., c. R-19	Loi favorisant le regroupement des municipalités	<b>10</b> , 1983, P.L. 45, a. 132
L.R.Q., c. R-20	Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction	<b>12</b> , 1983, P.L. 27, a. 1 <b>16</b> , 1983, P.L. 27, a. 2 <b>17</b> , 1983, P.L. 27, a. 3 <b>22</b> , 1983, P.L. 27, a. 4



Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-20	Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction — <b>Suite</b>	<b>43-43.3</b> , 1983, P.L. 27, a. 5 <b>62</b> , 1983, P.L. 17, a. 106 <b>81.1</b> , 1983, P.L. 27, a. 6 <b>105</b> , 1983, P.L. 17, a. 107 1983, P.L. 27, a. 7 <b>109.1</b> , 1983, P.L. 27, a. 8 <b>118</b> , 1983, P.L. 27, a. 9 <b>122</b> , 1983, P.L. 27, a. 10
L.R.Q., c. R-22	Loi concernant les renseignements sur les compagnies	<b>2</b> , 1983, P.L. 50, a. 69
L.R.Q., c. R-24.1	Loi sur la représentation électorale	<b>2</b> , 1983, P.L. 41, a. 1 <b>46</b> , 1983, P.L. 41, a. 2
L.R.Q., c. S-2	Loi sur les salaires d'officiers de justice	<b>2</b> , 1983, P.L. 50, a. 71
L.R.Q., c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail	<b>158</b> , 1983, P.L. 3, a. 81 <b>160</b> , 1983, P.L. 36, a. 205
L.R.Q., c. S-4	Loi sur le service des achats du gouvernement	<b>1</b> , 1983, P.L. 18, a. 85 <b>3</b> , 1983, P.L. 18, a. 86 <b>5</b> , 1983, P.L. 18, a. 87
L.R.Q., c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux	<b>7</b> , 1983, P.L. 36, a. 206 <b>18.1</b> , 1983, P.L. 50, a. 72 <b>79</b> , 1983, P.L. 50, a. 73 <b>105</b> , 1983, P.L. 50, a. 74 <b>118</b> , 1983, P.L. 36, a. 207 <b>118.1</b> , 1983, P.L. 50, a. 75 <b>173</b> , 1983, P.L. 50, a. 76 1983, P.L. 3, a. 77 <b>173.2</b> 1983, P.L. 50, a. 77
L.R.Q., c. S-10.01	Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications	<b>21.1</b> , 1983, P.L. 109, a. 191
L.R.Q., c. S-11	Loi sur la Société de développement immobilier du Québec	<b>Ab.</b> 1983, P.L. 18, a. 88
L.R.Q., c. S-12	Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	<b>18</b> , <b>Ab.</b> 1983, P.L. 50, a. 78
L.R.Q., c. S-13	Loi sur la Société des alcools du Québec	<b>1</b> , 1983, P.L. 29, a. 1 <b>7</b> , <b>7.1</b> , <b>8</b> , 1983, P.L. 29, a. 2 <b>12</b> , <b>13</b> , 1983, P.L. 29, a. 3 <b>17</b> , 1983, P.L. 29, a. 4 <b>20</b> , <b>20.1</b> , <b>20.2</b> , 1983, P.L. 29, a. 5 <b>24-36</b> , <b>36.1-36.3</b> , <b>37</b> , 1983, P.L. 29, a. 6 <b>37.1</b> , <b>Ab.</b> 1983, P.L. 29, a. 6 <b>38</b> , 1983, P.L. 29, a. 7 <b>38.1</b> , 1983, P.L. 29, a. 8 <b>39</b> , 1983, P.L. 29, a. 9 <b>55</b> , 1983, P.L. 29, a. 10

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-13.1	Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec	3, 1983, P.L. 9, a. 193 4, 1983, P.L. 9, a. 194
L.R.Q., c. S-14.1	Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal	18, 1983, P.L. 18, a. 89 19, 1983, P.L. 18, a. 90
L.R.Q., c. S-17	Loi sur la Société générale de financement du Québec	4.1, 4.2, 1983, P.L. 10, a. 1 6, 1983, P.L. 10, a. 2 7, 1983, P.L. 10, a. 3 8, 8.1-8.5, 1983, P.L. 10, a. 4 9, Ab. 1983, P.L. 10, a. 5 11, 1983, P.L. 10, a. 6 12, 1983, P.L. 10, a. 7 12.1, 12.2, 1983, P.L. 10, a. 8 15, 1983, P.L. 10, a. 9
L.R.Q., c. S-18.21	Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	18, 1983, P.L. 45, a. 133 21, 1983, P.L. 45, a. 134 25, 1983, P.L. 45, a. 135 26, Ab. 1983, P.L. 45, a. 136 27, 1983, P.L. 45, a. 137
L.R.Q., c. S-21	Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	5, 1983, P.L. 30, a. 2 7.1, 1983, P.L. 30, a. 3 13, 1983, P.L. 30, a. 4 14, 1983, P.L. 30, a. 5 19, 1983, P.L. 30, a. 6 21-29, 1983, P.L. 30, a. 7
L.R.Q., c. S-25.1	Loi sur les sociétés d'entraide économique	45, 1983, P.L. 50, a. 79 49, 1983, P.L. 50, a. 80 53, 1983, P.L. 50, a. 81 53.1, 1983, P.L. 44, a. 59 53.3, 1983, P.L. 50, a. 82 55, 1983, P.L. 50, a. 83 200.1, 1983, P.L. 44, a. 60 205, 1983, P.L. 50, a. 84 206, 1983, P.L. 50, a. 85
L.R.Q., c. S-28	Loi sur les sociétés de développement de l'entreprise québécoise	35, 1983, P.L. 26, a. 62 36, 1983, P.L. 26, a. 63 41, 1983, P.L. 26, a. 64
L.R.Q., c. S-36	Loi sur les subventions aux commissions scolaires	14, Ab. 1983, P.L. 21, a. 90
L.R.Q., c. S-40	Loi sur les syndicats professionnels	9, 1983, P.L. 50, a. 86
L.R.Q., c. T-1	Loi concernant la taxe sur les carburants	1, 1983, P.L. 54, a. 48 2, 1983, P.L. 44, a. 61 4, 1983, P.L. 44, a. 62 5, 1983, P.L. 44, a. 63 6, 1983, P.L. 44, a. 64 9, 1983, P.L. 44, a. 65 46, 47, Ab. 1983, P.L. 54, a. 50

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-2	Loi concernant la taxe sur la publicité électronique	10, 11, Ab. 1983, P.L. 54, a. 51
L.R.Q., c. T-3	Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie	5, 1983, P.L. 43, a. 15 7, 8, Ab. 1983, P.L. 54, a. 52
L.R.Q., c. T-4	Loi concernant la taxe sur les télécommunications	4, 1983, P.L. 44, a. 66 10, 11, 1983, P.L. 54, a. 53
L.R.Q., c. T-10	Loi sur les timbres	5, 1983, P.L. 36, a. 208
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports	2, 1983, P.L. 47, a. 108 5, 1983, P.L. 47, a. 109 6, 1983, P.L. 47, a. 110 8, 1983, P.L. 47, a. 111 23, 1983, P.L. 47, a. 112 32, 1983, P.L. 47, a. 113 34.1, 1983, P.L. 47, a. 114 36, 1983, P.L. 31, a. 1
L.R.Q., c. T-15	Loi sur les travaux publics	1, 1983, P.L. 18, a. 91 11, 14, 18, 19, 20, Ab. 1983, P.L. 18, a. 92 55.1, 1983, P.L. 18, a. 93
L.R.Q., c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires	4, 1983, P.L. 36, a. 209 1983, P.L. 50, a. 87 4.1, 1983, P.L. 26, a. 65 5, 1983, P.L. 50, a. 88 15, 1983, P.L. 50, a. 89 54, 1983, P.L. 50, a. 90 58, 1983, P.L. 50, a. 91 70, 1983, P.L. 36, a. 210 72, 1983, P.L. 50, a. 92 73, 1983, P.L. 50, a. 93 92, 1983, P.L. 50, a. 94 94, 1983, P.L. 50, a. 95 106, 1983, P.L. 50, a. 96 118, 1983, P.L. 50, a. 97 121, 1983, P.L. 50, a. 98 122, 1983, P.L. 50, a. 99 147, 1983, P.L. 50, a. 100 174, 1983, P.L. 36, a. 211 176, 1983, P.L. 50, a. 101 177, 1983, P.L. 50, a. 102 178, 1983, P.L. 50, a. 103 179, 1983, P.L. 50, a. 104 186, 1983, P.L. 50, a. 105 195, 1983, P.L. 50, a. 106 226, 236, 245, 1983, P.L. 21, a. 91
L.R.Q., c. U-2	Loi sur l'utilisation des ressources forestières	3, 1983, P.L. 50, a. 107

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	16, 1983, P.L. 45, a. 138 204, 1983, P.L. 45, a. 140 204.1-204.3, 1983, P.L. 45, a. 141 265, 1983, P.L. 45, a. 142 265.1, 1983, P.L. 45, a. 143 286, 1983, P.L. 45, a. 144 358, 1983, P.L. 45, a. 145 358.1-358.3, 1983, P.L. 45, a. 146 411, 1983, P.L. 45, a. 147
S.R.Q., 1964, c. 55	Loi sur le cinéma	Remp. 1983, P.L. 109, a. 194
S.R.Q., 1964, c. 230	Loi des tarifs de taxi	Ab. 1983, P.L. 47, a. 95
1971, c. 98	Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal	14, 1983, P.L. 45, a. 150 19, 1983, P.L. 46, a. 67 30, 1983, P.L. 45, a. 151 38, 1983, P.L. 46, a. 68 1983, P.L. 47, a. 107 38.1, 38.2, 1983, P.L. 46, a. 69 39, 1983, P.L. 46, a. 70 46, 1983, P.L. 46, a. 71 48, 1983, P.L. 46, a. 72 70a, Ab. 1983, P.L. 46, a. 73 71a, Ab. 1983, P.L. 46, a. 74 74, 1983, P.L. 46, a. 75 74a-74d, Ab. 1983, P.L. 46, a. 76 76, 1983, P.L. 46, a. 77 76.1, 1983, P.L. 46, a. 78 78, 1983, P.L. 46, a. 79
1974, c. 72	Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec	1, 2, Ab. 1983, P.L. 11, a. 39
1975, c. 57	Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers	1, 1983, P.L. 16, a. 12 10, 1983, P.L. 16, a. 13
1977, c. 31	Loi modifiant la Loi des mines	9, Ab. 1983, P.L. 50, a. 108 10, Ab. 1983, P.L. 50, a. 109 22, 1983, P.L. 50, a. 110
1978, c. 16	Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants	1, 1983, P.L. 21, a. 64 2, 1983, P.L. 21, a. 65 3, 1983, P.L. 21, a. 66 7, 1983, P.L. 21, a. 67 8, 1983, P.L. 21, a. 68 13, 1983, P.L. 21, a. 69 14, 1983, P.L. 21, a. 70 17, 1983, P.L. 21, a. 71 18, 1983, P.L. 21, a. 72 22, 1983, P.L. 21, a. 73 23, Ab. 1983, P.L. 21, a. 73

Citation	TITRE	Modifications
1978, c. 16	Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants — <b>Suite</b>	25, 1983, P.L. 21, a. 74 26, 1983, P.L. 21, a. 75 27, 1983, P.L. 21, a. 76 28-30, Ab. 1983, P.L. 21, a. 77 31, 1983, P.L. 21, a. 78 Annexes I, II, 1983, P.L. 21, a. 79
1980, c. 28	Loi modifiant la Loi sur les compagnies et la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés	1, Ab. 1983, P.L. 50, a. 111 2, Ab. 1983, P.L. 50, a. 112
1982, c. 45	Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public	2, 1983, P.L. 111, a. 27
1982, c. 51	Loi sur l'abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant diverses dispositions législatives concernant ces régimes de retraite	41, 1983, P.L. 21, a. 92 70, Ab. 1983, P.L. 21, a. 93 128, 1983, P.L. 21, a. 94
1982, c. 66 (L.R.Q., c. C-52.1)	Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale	22, 1983, P.L. 21, a. 83 24, 1983, P.L. 21, a. 84 58, 1983, P.L. 21, a. 85
1983, c. 12	Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants	28.1, 1983, P.L. 50, a. 113
1983, c. 20	Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal	5, 1983, P.L. 54, a. 54 7, 8, 1983, P.L. 44, a. 67
1983, c. 23	Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec	19, Ab. 1983, P.L. 3, a. 82
1983, c. 58	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	14, 14.1, 1983, P.L. 50, a. 114
	Code civil du Bas-Canada	23, 1983, P.L. 36, a. 190 69, 1983, P.L. 36, a. 191 72, 1983, P.L. 36, a. 192 1220, 1983, P.L. 55, a. 1 1589-1591, 1983, P.L. 15, a. 30 1649, 1983, P.L. 15, a. 31 1661.3, Ab. 1983, P.L. 15, a. 32 1665, 1983, P.L. 24, a. 25 1883.1, 1983, P.L. 26, a. 36 1979c, 1983, P.L. 50, a. 1 1979i, 1983, P.L. 50, a. 2 1980, 1983, P.L. 26, a. 37 2120a, 1983, P.L. 26, a. 38 2153, 1983, P.L. 26, a. 39 2154, 1983, P.L. 26, a. 40

Citation	TITRE	Modifications
	Code civil du Québec	<p>596, 1983, P.L. 55, a. 2  617.1, 1983, P.L. 55, a. 3  622.1, 1983, P.L. 55, a. 4  623, 1983, P.L. 55, a. 5  626.1, 1983, P.L. 55, a. 6</p>
	Code municipal	<p>5e - 5h, 1983, P.L. 45, a. 1  77c, 1983, P.L. 45, a. 2  77h, 1983, P.L. 45, a. 3  144, 1983, P.L. 45, a. 4  148, 1983, P.L. 45, a. 5  148a, 1983, P.L. 45, a. 6  148b, 1983, P.L. 45, a. 7  161a, Ab. 1983, P.L. 3, a. 83  171a, 171b, 171c, 1983, P.L. 45, a. 8  250a, 1983, P.L. 45, a. 9  282, 1983, P.L. 45, a. 10  313b, 1983, P.L. 45, a. 11  313o, 1983, P.L. 45, a. 12  391, 1983, P.L. 45, a. 13  398a - 398o, 1983, P.L. 46, a. 34  403a, 1983, P.L. 45, a. 14  406a, 1983, P.L. 45, a. 16  407, 1983, P.L. 45, a. 17  410, 1983, P.L. 45, a. 18  412a, 1983, P.L. 45, a. 19  412az, 1983, P.L. 45, a. 20  412bf, 1983, P.L. 45, a. 21  423, 1983, P.L. 45, a. 22  429a, 1983, P.L. 46, a. 97  523, 1983, P.L. 45, a. 23  527, 1983, P.L. 45, a. 24  548, 1983, P.L. 45, a. 25  625, 1983, P.L. 45, a. 26  625d - 625i, 1983, P.L. 45, a. 27  699a, 1983, P.L. 45, a. 28  716b, 716c, 716d, 1983, P.L. 45, a. 29  732, 1983, P.L. 45, a. 30  760, 1983, P.L. 45, a. 31  762, 1983, P.L. 45, a. 32  778-780, 1983, P.L. 45, a. 33</p>

## TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES

**Les mentions ci-dessous réfèrent à des dispositions législatives adoptées en 1983 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans spécifier un article particulier**

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi sur les archives	1983, P.L. 3, a. 49
Loi sur la Société immobilière du Québec	1983, P.L. 18, aa. 63, 65
Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais	1983, P.L. 28, a. 92
Loi sur les musées nationaux	1983, P.L. 35, a. 43
Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités	1983, P.L. 45, aa. 168, 169
Loi sur le transport par taxi	1983, P.L. 47, a. 116
Loi sur la fonction publique	1983, P.L. 51, a. 161
Loi modifiant la Charte de la langue française	1983, P.L. 57, a. 51





## INDEX

## A

	Page
Abolition de l'âge de la retraite obligatoire dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic — P.L. 21 .....	34
Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — P.L. 3, 51 .....	13, 73
Accidents du travail — P.L. 43 .....	58
Accréditation et financement des associations d'élèves ou d'étudiants — P.L. 32 .....	49
Administration financière — P.L. 3 .....	13
Adoption — P.L. 55 .....	81
Adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 — P.L. 8 .....	19
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche — P.L. 36 .....	53
Aide au développement touristique — P.L. 22, 50 .....	36, 70
Aide juridique — P.L. 50 .....	70
Amélioration des fermes — P.L. 112 .....	88
Aménagement et urbanisme — P.L. 12, 28, 45 .....	23, 44, 63
Annexion de territoire à celui de la ville de Chicoutimi — P.L. 53 .....	77
Archives — P.L. 3 .....	13
Arpenteurs-géomètres — P.L. 50 .....	70
Assemblée nationale — P.L. 51 .....	73
Assurance-dépôts du Québec — P.L. 11 .....	22
Assurance-maladie — P.L. 19, 50 .....	31, 70
Assurance-prêts agricoles et forestiers — P.L. 5 .....	16
Assurances — P.L. 50 .....	70

## B

Barreau — P.L. 17 .....	28
Biens culturels — P.L. 3 .....	13

## C

Cadastre — P.L. 3 .....	13
Caisse de dépôt et placement du Québec — P.L. 21 .....	34
Centre de recherche industrielle du Québec — P.L. 19 .....	31
Charte de la langue française — P.L. 57 .....	83
Charte de la Ville de Laval — P.L. 45, 46, 47 .....	63, 65, 67
Charte de la Ville de Montréal — P.L. 45 .....	63
Chemins de colonisation — P.L. 18, 50 .....	29, 70
Chemins de fer — P.L. 18 .....	29
Chicoutimi, annexion de territoire — P.L. 53 .....	77

	Page
Cinéma — P.L. 109 .....	85
Cités et villes — P.L. 3, 45, 46, 47 .....	13, 63, 65, 67
Code civil du Bas-Canada — P.L. 15, 24, 26, 36, 50, 55 .....	26, 38, 41, 53, 70, 81
Code civil du Québec — P.L. 55 .....	81
Code de la sécurité routière — P.L. 47 .....	67
Code de procédure civile — P.L. 26, 50, 55 .....	41, 70, 81
Code des professions — P.L. 50 .....	70
Code du travail — P.L. 17, 51 .....	28, 73
Code municipal — P.L. 3, 45, 46, 47 .....	13, 63, 65, 67
Collèges d'enseignement général et professionnel — P.L. 32 .....	49
Collèges et écoles du secteur public, reprise des services — P.L. 111 .....	87
Commission des affaires sociales — P.L. 21, 26 .....	34, 41
Commission de transport de la Rive-sud de Montréal — P.L. 45, 46, 47 .....	63, 65, 67
Commission municipale — P.L. 21, 45 .....	34, 63
Communauté régionale de l'Outaouais — P.L. 28, 45, 46, 47 .....	44, 63, 65, 67
Communauté urbaine de Montréal — P.L. 15, 45, 46, 47 .....	26, 63, 65, 67
Communauté urbaine de Québec — P.L. 45, 46, 47 .....	63, 65, 67
Compagnies — P.L. 50 .....	70
Compagnies de fidéicommiss — P.L. 50 .....	70
Compagnies de télégraphe et de téléphone — P.L. 18 .....	29
Comptables agréés — P.L. 50 .....	70
Concours artistiques, littéraires et scientifiques — P.L. 19 .....	31
Conditions de travail dans le secteur public — P.L. 8, 111 .....	19, 87
Conditions de travail et régime de pension des membres de l'Assemblée nationale — P.L. 21, 50 .....	34, 70
Conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal — P.L. 46 .....	65
Conservation et mise en valeur de la faune — P.L. 9 .....	20
Construction domiciliaire — P.L. 24 .....	38
Consultation populaire — P.L. 7, 50, 51 .....	18, 70, 73
Coroners — P.L. 36 .....	53
Corporations municipales et intermunicipales de transport — P.L. 46, 47 .....	65, 67
Courtage immobilier — P.L. 24 .....	38
Crédit à la production agricole — P.L. 113 .....	89
Crédit forestier — P.L. 5 .....	16
Crédit forestier par les institutions privées — P.L. 5 .....	16
Crédits, 1983-1984 — P.L. 1, 2, 34, 39, 56 .....	11, 12, 51, 56, 82
Curatelle publique — P.L. 36 .....	53

## D

Déclarations des compagnies et sociétés — P.L. 50 .....	70
Dentistes — P.L. 50 .....	70
Dépôts et consignations — P.L. 36 .....	53
Dettes et emprunts municipaux et scolaires — P.L. 45 .....	63

	Page
Développement de la région de la Baie James — P.L. 45 .....	63
Développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre — P.L. 50 .....	70
Développement scientifique et technologique du Québec — P.L. 3, 19 .....	13, 31
Dispositions législatives d'ordre fiscal — P.L. 14, 44, 54 .....	25, 60, 78
Division territoriale — P.L. 26 .....	41
Droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec — P.L. 9 .....	20
Droits des personnes handicapées — P.L. 18 .....	29
Droits successoraux — P.L. 44 .....	60
Droits sur les transferts de terrains — P.L. 54 .....	78

## E

Économie de l'énergie dans le bâtiment — P.L. 6 .....	17
Élections dans certaines municipalités — P.L. 45 .....	63
Employés publics — P.L. 50 .....	70
Enquêtes sur les incendies — P.L. 26, 36 .....	41, 53
Enseignement privé — P.L. 24 .....	38
Évêques catholiques romains — P.L. 50 .....	70
Exécutif — P.L. 18, 19, 51 .....	29, 31, 73
Exportation de l'énergie électrique — P.L. 4 .....	15
Expropriation — P.L. 15 .....	26

## F

Fête nationale — P.L. 43 .....	58
Financement des partis politiques — P.L. 7, 51 .....	18, 73
Fiscalité municipale — P.L. 18, 45 .....	29, 63
Fonction publique — P.L. 51 .....	73
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) — P.L. 50 .....	70
Formation et qualification professionnelles de la main-d'oeuvre — P.L. 50 .....	70

## G

Grains — P.L. 13 .....	24
------------------------	----

## H

Habitation et protection du consommateur — P.L. 24 .....	38
Hôtellerie — P.L. 50 .....	70
Hydro-Québec — P.L. 4 .....	15

## I

Impôts, Loi sur les — P.L. 14, 43, 44, 52, 54 .....	25, 58, 60, 76, 78
Impôt sur la vente en détail — P.L. 14, 44, 54 .....	25, 60, 78
Infractions en matière de boissons alcooliques — P.L. 26, 29 .....	41, 46
Ingénieurs — P.L. 33, 50 .....	50, 70
Inhumations et exhumations — P.L. 36 .....	53
Inspecteur général des institutions financières — P.L. 3, 50 .....	13, 70
Instruction publique — P.L. 17, 50 .....	28, 70

## J

Jurés — P.L. 36 .....	53
-----------------------	----

## L

Législature — P.L. 21 .....	34
Licences — P.L. 14, 44, 54, 109 .....	25, 60, 78, 85
Lois fiscales — P.L. 52, 54 .....	76, 78
Loteries, courses, concours publicitaires et appareils d'amusement — P.L. 54 .....	78

## M

Médecins, Loi médicale — P.L. 50 .....	70
Mines — P.L. 45, 50 .....	63, 70
Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu — P.L. 3 .....	13
Ministère de l'Énergie et des Ressources — P.L. 3 .....	13
Ministère de l'Environnement — P.L. 3 .....	13
Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur — P.L. 3, 24 .....	13, 28
Ministère des Affaires culturelles — P.L. 3, 19, 109 .....	13, 31, 85
Ministère des Affaires sociales — P.L. 3, 19 .....	13, 31
Ministère des Transports — P.L. 3, 18 .....	13, 29
Ministère du Commerce extérieur — P.L. 3 .....	13
Ministère du Revenu — P.L. 3, 14, 18, 43, 44, 51, 52, 54 .....	13, 25, 29, 58, 60, 73, 76, 78
Ministère du Travail — P.L. 3 .....	13
Ministères, P.L. 18, 19, 51 .....	29, 31, 73
Mise en tutelle de certains syndicats ouvriers — P.L. 16 .....	27
Mise en valeur des exploitations agricoles — P.L. 50 .....	70
Municipalités, dispositions législatives — P.L. 45 .....	63
Musées nationaux — P.L. 35 .....	52

## N

Normes du travail — P.L. 17, 21, 43 .....	28, 34, 58
Notariat — P.L. 50 .....	70

## O

Optométrie— P.L. 50 .....	70
---------------------------	----

## P

Parc de la Mauricie et ses environs — P.L. 18 .....	29
Parc Forillon et ses environs — P.L. 18 .....	29
Parcs — P.L. 9 .....	20
Permis d'alcool — P.L. 26, 29 .....	41, 46
Pharmacie — P.L. 50 .....	70
Politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984 — P.L. 44 .....	60
Pourboires, travailleurs de la restauration et de l'hôtellerie — P.L. 43 .....	58
Prêts et bourses aux étudiants — P.L. 19 .....	31
Preuve photographique de documents — P.L. 3 .....	13
Probation et établissements de détention — P.L. 26 .....	41
Produits agricoles, produits marins et aliments — P.L. 49 .....	69
Protection à la retraite de certains enseignants — P.L. 21 .....	34
Protection de la jeunesse — P.L. 55 .....	81
Protection de la santé publique — P.L. 36 .....	53
Protection des personnes et des biens en cas de sinistre — P.L. 50 .....	70

## Q

Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction — P.L. 24 .....	38
---	----

## R

Recensement des électeurs pour l'année 1983 — P.L. 7 .....	18
Recherche des causes et des circonstances de décès — P.L. 36 .....	53
Recours pour les contribuables — P.L. 52 .....	76
Régie de l'assurance-maladie du Québec — P.L. 3, 43 .....	13, 58
Régie des installations olympiques — P.L. 18 .....	29
Régie du logement — P.L. 24 .....	38
Régime de rentes du Québec — P.L. 3, 20, 43, 50 .....	13, 33, 58, 70
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — P.L. 3, 21, 50, 51 .....	13, 34, 70, 73
Régime de retraite des enseignants — P.L. 21, 50, 51 .....	34, 70, 73
Régime de retraite des fonctionnaires — P.L. 18, 19, 21, 35, 37, 50, 51, 109 .....	29, 31, 34, 52, 55, 70, 73, 85
Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités — P.L. 21 .....	34
Régimes de retraite — P.L. 21 .....	34
Régime syndical applicable à la Sûreté du Québec — P.L. 17 .....	28
Regroupement des municipalités — P.L. 45 .....	63

	Page
Relations du travail dans l'industrie de la construction — P.L. 17, 27 .....	28, 43
Renseignements sur les compagnies — P.L. 50 .....	70
Rente des conjoints survivants — P.L. 20, 50 .....	33, 70
Représentation électorale — P.L. 31 .....	48
Reprise des activités de Madelipèche Inc. — P.L. 23 .....	37
Reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public — P.L. 111 .....	87
Reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal — P.L. 16 .....	27
Retraite anticipée — P.L. 20, 50 .....	33, 70

## S

Salaires d'officiers de justice — P.L. 50 .....	70
Santé et sécurité du travail — P.L. 3, 36 .....	13, 53
Service des achats du gouvernement — P.L. 18 .....	29
Services de santé et services sociaux — P.L. 3, 36, 50 .....	13, 53, 70
Société de développement des industries de la culture et des communications — P.L. 109 .....	85
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — P.L. 50 .....	70
Société des alcools du Québec — P.L. 29 .....	46
Société du Palais des congrès de Montréal — P.L. 18 .....	29
Société générale de financement du Québec — P.L. 10 .....	21
Société immobilière du Québec — P.L. 18 .....	29
Société québécoise d'assainissement des eaux — P.L. 45 .....	63
Société québécoise des transports — P.L. 25 .....	40
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — P.L. 30 .....	47
Sociétés d'entraide économique — P.L. 44, 50 .....	60, 70
Sociétés de développement de l'entreprise québécoise — P.L. 26 .....	41
Subventions aux commissions scolaires — P.L. 21 .....	34
Syndicats professionnels — P.L. 50 .....	70

## T

Tarifs de taxi — P.L. 47 .....	67
Taxe sur la publicité électronique — P.L. 54 .....	78
Taxe sur les carburants — P.L. 44, 54 .....	60, 78
Taxe sur les repas et l'hôtellerie — P.L. 43, 54 .....	58, 78
Taxe sur les télécommunications — P.L. 44, 54 .....	60, 78
Timbres — P.L. 36 .....	53
Transport par taxi — P.L. 47 .....	67
Transports — P.L. 31, 47 .....	48, 67
Travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie — P.L. 43 .....	58
Travaux publics — P.L. 18 .....	29
Tribunaux judiciaires — P.L. 21, 26, 36, 50 .....	34, 41, 53, 70

## U

Utilisation des ressources forestières — P.L. 50 .....	70
--	----

## V

<b>Valeurs mobilières — P.L. 57</b> .....	<b>83</b>
<b>Villages nordiques et Administration régionale Kativik — P.L. 45</b> .....	<b>63</b>